

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°433

AVRIL 2021

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **TURQUIE: RECONNAISSANCE AMÉRICAINE DU GÉNOCIDE ARMÉNIEN; PROCÈS ORWELLIEN DE 108 MEMBRES DU HDP**
- **ROJAVA: CRISE SANITAIRE ET NOUVELLES TENSIONS AVEC DAMAS; ATTAQUES TURQUES ET DJIHADISTES**
- **IRAK: FRAPPE DE DRONE SUR ERBIL, NOUVELLE OPÉRATION TURQUE, SECONDE VAGUE ÉPIDÉMIQUE**
- **IRAN: TENSIONS AU SOMMET APRÈS UN NOUVEL ATTENTAT, QUATRIÈME VAGUE DU COVID, LES KURDES POURSUIVIS POUR LE NEWROUZ**
- **FRANCE : OFFICIELLEMENT INTERDITS APRÈS LEURS ATTAQUES ANTI-ARMÉNIENNES, LES LOUPS GRIS S'EN PRENNENT AUX KURDES**

TURQUIE: RECONNAISSANCE AMÉRICAINE DU GÉNOCIDE ARMÉNIEN ; PROCÈS ORWELLIEN DE 108 MEMBRES DU HDP

Les difficultés se poursuivent pour le pouvoir AKP-MHP: accusations de corruption particulièrement malvenues alors que l'économie plonge toujours, tensions avec les militaires, campagne de vaccination butant sur la quantité comme la qualité des vaccins. Comme d'habitude, le président turc répond par la fuite en avant répressive; son principal bouc émissaire demeure le parti «pro-kurde» HDP...

Concernant l'épidémie, les chiffres

des contaminations quotidiennes ont bondi à 59.187 le 14 avril, lendemain du début du Ramadan. C'est un record absolu, cinq fois plus que début mars, alors que le Président Erdoğan avait proclamé une «normalisation contrôlée»... Pour sauver la saison touristique estivale, il a annoncé un confinement partiel pour deux semaines. Depuis mi-janvier, l'administration avait pu administrer 11 millions de doses du vaccin chinois *CoronaVac*. Avec un total de 18,7 millions de doses injectées, elle espérait faire fléchir la courbe épi-

démique (*Duvar*). Cependant, des problèmes sont rapidement apparus: *SinoVac* n'a pas pu livrer avant fin février les 50 millions de doses prévues (mi-avril, la Turquie n'en avait reçu que 28 millions), et l'efficacité du vaccin a été mise en cause (*Le Monde*).

Finalement, le 29, les taux de contamination continuant à grimper, le gouvernement a dû renoncer à lever les restrictions pour au contraire les renforcer en proclamant un confinement strict jusqu'à l'Aïd le 17 mai. Les rues des

grandes villes se sont remplies de personnes faisant des réserves...

Par ailleurs, le parti AKP au pouvoir, qui depuis le début de l'épidémie prend prétexte des risques sanitaires pour interdire toutes les manifestations ou les rassemblements de l'opposition, a été sévèrement critiqué par celle-ci pour avoir organisé sans aucune précaution plusieurs congrès régionaux, puis son congrès national, à Ankara le 24 mars. «*Résultat, sur les 81 provinces qui composent le pays, 58 sont aujourd'hui répertoriées en «rouge», avec des contaminations massives, dont les deux plus grandes villes, Istanbul, Ankara, ainsi que la région de Samsun, sur les bords de la mer Noire, la plus contaminée de tout le pays*» (*Le Monde*).

Par ailleurs, le site *Bianet* a fait état le 22 de la discrimination subie par les provinces kurdes du pays pour la vaccination: elles ont reçu pour 100 personnes un nombre de doses nettement inférieur aux autres régions. Selon les chiffres mêmes du ministère de la Santé, la ville la plus mal couverte était alors Hakkari. Pour des taux de vaccination de 22% à Istanbul, 29% à Ankara et 31,8% à Izmir, et aux alentours de 30% dans plusieurs villes moyennes d'Anatolie, dans les villes kurdes, on était bien en-dessous: 11,03% à Van, 10,77% à Diyarbakır, 7,6% à Urfa et 5,62% à Şırnak. Discrimination habituelle de l'État turc contre ses citoyens kurdes...

Le 30, contredisant son propre ministre de la Santé, Fahrettin Koca, selon lequel le pays allait manquer de vaccins, le Président turc a nié toute difficulté d'approvisionnement, misant sur les négociations en cours pour acquérir d'autres vaccins, *BioNTech* ou *Sputnik-V* (*Bianet*).

Enfin, les conditions sanitaires catastrophiques de détention per-

mettent de s'inquiéter pour les détenus, et en particulier les prisonniers politiques kurdes, largement exclus des libérations sanitaires, contrairement aux gangsters d'extrême-droite amis du pouvoir). Ainsi le 22, Isa Gültekin est-il décédé d'un cancer. Emprisonné à Mersin depuis 28 ans alors qu'il lui restait 18 mois à purger, mourant, il s'était vu refuser la libération (*Kurdistan au Féminin*).

Le pouvoir a aussi été critiqué pour un nouveau scandale de corruption: le 21, le président a dû limoger sa ministre du Commerce, Ruhsar Pekçan. Elle était accusée d'avoir acheté pour son ministère pour plus de 900.000 euros de produits désinfectants à des entreprises détenues par... elle-même et son mari. Argumenter que leurs produits étaient moins chers que les produits concurrents ne l'a pas sauvée. M. Erdoğan n'a guère besoin d'un scandale supplémentaire à un moment où sa gestion calamiteuse de l'économie lui vaut des sondages toujours plus bas. Le CHP (opposition kémaliste), en particulier, a littéralement couvert Ankara et Istanbul d'affiches demandant «*Où sont passés les 128 milliards*» de dollars, un montant volatilisés des réserves du Trésor public qu'il accuse M. Erdoğan d'avoir versé frauduleusement entre 2019 et 2020 à des entreprises «amies». Celui-ci a furieusement répondu que l'argent avait servi à soutenir la monnaie, mais il n'a guère convaincu: après sa déclaration, celle-ci a encore chuté de 0,7% (*Le Monde*). Ce sont précisément de telles accusations de népotisme et de corruption qui avaient provoqué la rupture entre Erdoğan et ses alliés gülenistes.

Depuis sa prison, l'ancien co-président du HDP, Selahattin Demirtaş, a exhorté le 5 dans une interview à *Reuters* l'opposition à s'unir rapidement dans une «Alliance pour la démocratie» pour faire tomber Erdoğan sans attendre l'échéance

électorale de 2023. Il a insisté sur la nécessité d'être prêt, car le pouvoir pourrait prendre les devants: «Si la crise économique s'aggrave fortement», il «pourrait organiser des élections anticipées pour éviter [une explosion sociale]». L'AKP vient de passer sous la barre des 30% et le MHP n'est plus qu'à 6% (*New York Times*). Interrogé sur son moral comme prisonnier, Demirtaş a envoyé dans sa réponse une nouvelle pique au régime: il a déclaré «[J'ai] bon moral. Ma conscience est pure. Dieu merci, je ne suis pas emprisonné pour avoir volé l'argent du peuple».

La contestation vient aussi maintenant de secteurs qui avaient jusqu'à présent gardé un silence prudent. Également le 5, dix amiraux retraités ont été placés en garde à vue et visés par une enquête pour conspiration «visant à commettre un crime contre la sécurité de l'Etat et l'ordre constitutionnel». Ils seraient les instigateurs de la publication sur un site web nationaliste d'une lettre ouverte signée par 104 amiraux à la retraite critiquant violemment l'islamisation croissante de l'armée et le canal de contournement du Bosphore. Ce projet pharaonique de 25 milliards d'euros, très contesté par la société civile, est le «bébé» du président. Le contre-amiral Cem Gürdeniz, père de la doctrine de la «Patrie bleue» qui appelle au contrôle turc sur la Méditerranée orientale, fait partie des accusés. La déclaration met en garde contre une sortie turque de la «Convention de Montreux», qui régleme depuis 1936 la navigation entre Méditerranée et Mer Noire par le Bosphore et les Dardanelles. Le président l'avait envisagée, et le 24 mars, le président AKP du Parlement, Mustafa Sentop, avait renchéri: la Turquie, une fois le canal achevé, ne se sentirait plus liée par cette convention. Avant les amiraux, 126 anciens diplomates turcs avaient exprimé leur inquiétude qu'une

telle sortie ne mène «à la perte de la souveraineté absolue de la Turquie sur la mer de Marmara». Accusés de tentative de putsch, les amiraux ne se sont pas laissés intimider. Türker Ertürk, l'un des signataires, a rétorqué dans *Cumhuriyet*: «*Les vrais putschistes sont ceux qui nous gouvernent. [...] Ces dirigeants sont finis, ils n'ont aucune chance de gagner les élections. En créant des tensions, ils essaient de détourner l'attention des vrais problèmes: l'inflation, la perte du pouvoir d'achat, le fiasco de la réponse sanitaire à la pandémie, la politique étrangère...*» (*Le Monde*). Le HDP n'aurait pu dire mieux...

Puis le 24 avril, le Président américain Joe Biden a porté un coup diplomatique sans précédent à la Turquie en prenant une décision historique: la reconnaissance officielle du génocide arménien de 1915. Les États-Unis rejoignent ainsi une trentaine de pays, dont la France, l'Allemagne et la Russie, qui avaient déjà reconnu ce génocide, depuis longtemps qualifié comme tel par la communauté des historiens.

Biden a pris soin de s'entretenir la veille par téléphone avec son homologue turc, l'informant de sa décision et, selon le compte-rendu de la présidence turque, réaffirmant le caractère stratégique de la relation américano-turque. Les deux leaders ont aussi convenu, selon la Maison Blanche, de se rencontrer en juin à Bruxelles en marge du sommet de l'OTAN. Mais cette reconnaissance n'en constitue pas moins un grave revers diplomatique pour M. Erdoğan. Celui-ci avait déclaré par avance le 22 qu'il «continuerait de défendre la vérité contre ceux qui soutiennent à des fins politiques le mensonge du soi-disant 'génocide arménien'». Après la déclaration de Joe Biden, il a réagi en accusant des «tiers», qu'il n'a pas nommés, de faire de ce débat «un instru-

ment [politique] d'ingérence dans notre pays» (*Le Monde*). Le ministre turc des affaires étrangères, Mevlüt Çavuşoğlu, a déclaré que la Turquie n'avait «de leçons à recevoir de personne» sur son histoire», avant de convoquer l'ambassadeur américain. La presse pro-AKP a dénoncé une «déclaration scandaleuse». Tristement, quasiment toute l'opposition s'est rassemblée pour critiquer la reconnaissance du «prétendu génocide». Un seul grand parti a accueilli favorablement la décision américaine: le HDP.

Le 27, le député HDP Garo Paylan (lui-même d'origine arménienne) a d'ailleurs été menacé d'un nouveau génocide par le député ultranationaliste Ümit Özdağ pour avoir critiqué l'attribution du nom de Talaat Pacha (l'un des architectes du génocide) à des rues ou des écoles. Il avait comparé la situation à «celle de l'Allemagne d'après-guerre, si établissements d'enseignement et rues portaient [encore] le nom d'Adolf Hitler». Özdağ lui a répondu qu'il devrait et allait le moment venu vivre une «expérience Talaat Pacha». Paylan a déposé plainte contre Özdağ pour «incitation à la haine», comme l'Association turque des droits de l'Homme (IHD).

Malgré le harcèlement permanent dont il est l'objet, le HDP continue courageusement à porter la critique du pouvoir dans les débats parlementaires. Le 5, ses parlementaires Remziye Tosun, Dersim Dağ et Salihe Aydeniz, ont soumis une question sur le «Plan d'action pour les droits de l'homme» dévoilé par le président le mois dernier, n'hésitant pas à qualifier le document de «tentative de poudre aux yeux pour améliorer les relations avec l'UE» et remarquant que la proposition coïncidait précisément avec une intensification des atteintes aux droits de l'homme. Les députés ont égale-

ment posé une série de questions précises au Vice-président Fuat Oktay, entre autres sur le nombre de réunions publiques interdites, de cadres d'associations arrêtés, de plaintes déposées pour des tortures en prison, d'affaires dans lesquelles la Turquie a été condamnée par la Cour européenne des Droits de l'homme durant les cinq dernières années (*Bianet*). Le parti ne s'est pas laissé intimider par la demande d'interdiction dont il a fait l'objet le 17 mars, et dont la Cour constitutionnelle turque a retardé l'examen le 31 en renvoyant le dossier au procureur pour amendement en raison de «vices de procédure» (*AFP*). Mais le sursis ainsi obtenu a été de courte durée, le Parlement ayant commencé à examiner la suspension de l'immunité parlementaire de dix députés HDP supplémentaires, dont son ancien co-président Sezai Temelli.

Parmi les députés HDP récemment déchus de leur mandat, Ömer Faruk Gergerlioğlu, déchu le 17 mars, avait attiré l'attention sur son cas en refusant de quitter le parlement après sa destitution. La police était intervenue brutalement dans l'enceinte de l'assemblée pour l'emmener de force en pyjama. Libéré après une courte incarcération, il avait été soumis à l'obligation de se présenter de nouveau à la police sous dix jours, ce qu'il a également refusé de faire. Une fois encore, la police est intervenue brutalement pour l'arrêter chez lui le 2 avril: «Ils ne l'ont même pas laissé mettre ses chaussures avant de l'emmener», a indiqué son fils Salih. La Cour constitutionnelle, auprès de laquelle il avait déposé un recours contre sa destitution, s'était déclarée incompétente (*AFP*). Emmené au palais de justice d'Ankara, Gergerlioğlu a ressenti des douleurs à la poitrine et a été hospitalisé sans que sa famille ni ses avocats ne soient informés de l'hôpital où il était transporté. Après une angiographie, il a été incarcéré (*Ahval*).

Parallèlement, la police de Diyarbakir a fait une descente contre l'association de femmes *Rosa*, incarcérant une vingtaine de ses membres ainsi que des membres du HDP et la journaliste de *Jinnews* Beritan Canozer. *Rosa* avait encouru la colère du pouvoir pour ses protestations contre le retrait turc de la Convention d'Istanbul, et a indiqué que ces arrestations visaient certainement à empêcher de prochaines manifestations (*Rûdaw*). La semaine suivante, 16 membres du Parti des régions démocratiques (DBP) ont été condamnés à Aydin à trois ans et six semaines de prison pour leur participation aux manifestations «Kobanê» de 2014. Parallèlement, au moins dix membres du HDP ont été incarcérés à Mardin, Çukurca, Hakkâri et Batman, tandis que le Parlement se préparait à examiner de nouvelles demandes de levée d'immunité parlementaire pour de nombreux députés HDP et dix députés CHP pour la plupart pour «insulte au président» ou tout simplement des critiques de sa politique (*WKI*).

Mais c'est le 26 avril que le régime a engagé sa répression la plus violente contre le HDP. Ce jour-là, a débuté à Ankara un méga-procès criminel de 108 élus kurdes, dont une vingtaine d'anciens députés et 5 anciens maires. 28 des accusés étant en détention provisoire, l'audience s'est tenue directement dans le complexe pénitentiaire de Sincan. Parmi les prévenus figurèrent aussi les deux anciens co-présidents du HDP, Figen Yüksekdağ et Selahattin Demirtaş; parmi les maires destitués également accusés on trouve Gultan Kisanak (Diyarbakir), Ahmet Turk (Mardin) et Ayhan Bilgen (Kars). Tous sont accusés, en tant que cadres du HDP à l'époque, d'être responsables du «massacre des 6-8 octobre 2014».

En réalité, le HDP avait alors appelé à manifester contre l'at-

taque lancée par Daech sur la ville kurde de Kobané, au Kurdistan de Syrie (Rojava) et surtout contre la complicité avérée du gouvernement turc, qui laissait passer les djihadistes sur son territoire tout en fermant la frontière aux Kurdes voulant venir en aide à leurs frères et sœurs assiégés. Le pouvoir turc avait alors réprimé ces manifestations dans le sang, lançant avec la police contre les Kurdes et les progressistes des milliers de miliciens ultra-nationalistes, Loups-Gris et islamistes radicaux, comme les «Lions de l'islam» (*Esedullah*) cagoulés. Du 6 au 8 octobre, trois jours de manifestations et de heurts violents avaient fait près de 50 morts, pour l'essentiel des civils kurdes. Parmi eux 26 membres du HDP, un enfant d'une famille kurde syrienne réfugiée à Diyarbakir, quelques supplétifs de la police et de nombreux blessés, dont des policiers.

Avec un cynisme sans égal, le pouvoir turc cherche maintenant à rendre les accusés, frères et cousins des victimes, responsables de cette sanglante répression, alors que les véritables auteurs de ces assassinats sont demeurés impunis: les plaintes des familles des victimes et les demandes d'enquête parlementaire du HDP sont restées sans suite. À présent, les responsables du HDP accusés dans ce procès orwellien risquent jusqu'à une peine aggravée de 38 fois de perpétuité!

Les conditions de déroulement du procès ont été elles aussi dignes de George Orwell. La salle d'audience était tellement remplie de policiers qu'une bonne partie des avocats s'en est vue refuser l'accès «faute de place», les autres ayant quitté la salle en protestation. En l'absence de leurs avocats, les prévenus, arguant de leur droit à la défense, ont refusé de répondre aux questions des juges. Demirtaş, intervenant en visio-conférence depuis sa cellule d'Edirne par le détestable

système SEGBIS, a indiqué vouloir dénoncer avec ses camarades cette parodie de justice devant l'opinion publique, faire en quelque sorte le procès du procès, et aussi demander publiquement où sont passés les 128 milliards de dollars disparus des coffres de la banque centrale turque sous ce pouvoir corrompu qui veut faire taire toute opposition... Mais la police a empêché tout contact des prévenus avec la presse. Elle a dispersé la conférence de presse que les deux co-présidents actuels du HDP, Mihat Sancar et Pervin Buldan, voulaient tenir à l'entrée du complexe pénitentiaire, et a aussi brutalement empêché un point de presse au siège du HDP, prenant, comme d'habitude, prétexte de la pandémie...

Finalement le procès a été ajourné au 3 mai: moyen habituel pour décourager les délégations étrangères et la presse d'assister aux audiences.

Les juges sont aux ordres, car résister à la mainmise de la présidence signifie la destitution suivie de la condamnation pour gulénisme. Ainsi les personnes accusées publiquement par Erdoğan, son allié Bahçeli ou leurs ministres sont systématiquement condamnées même si leur dossier est vide: dernier exemple en date, les 3 ans et 6 mois de prison ayant frappé Selahattin Demirtaş pour «insulte au président», puis à 4 ans et 6 mois pour «propagande terroriste» pour un discours à la fête de Newroz de 2013, peine confirmée en appel. Les prévenus du «procès Kobanê» risquent donc gros, sauf mobilisation importante de l'opinion publique et des gouvernements occidentaux.

Malheureusement, ceux-ci ne vont guère au-delà des dénonciations verbales – à commencer par les dirigeants européens. Certes, la «poudre aux yeux» du soi-disant Plan d'action pour les droits de

l'homme n'a pas convaincu, mais M. Erdoğan détient toujours le rôle de «gardien des frontières» de l'Union européenne, avec les quelque 3,6 millions de réfugiés syriens qu'il retient sur son territoire... Par ailleurs, alors que la Turquie demeure membre de l'OTAN, le Président turc a diplomatiquement assoupli ses positions en Méditerranée orientale juste avant sa rencontre le 8 avec Ursula von der Leyen et Charles

Michel. Résultat, alors que la répression s'intensifie encore, les dirigeants européens sont arrivés à Ankara sur invitation de M. Erdoğan avec de mièvres propositions d'«agenda positif» et d'ouverture d'une «nouvelle page» dans les relations. M. Michel a déclaré depuis Ankara «*Nous sommes reconnaissants à la Turquie pour l'accueil des réfugiés*» (*Le Monde*), et même le fameux «sofagate» (Mme von der

Leyen restant faute de siège confinée au sofa) a également détourné opportunément l'attention de la question de l'État de droit... Était-ce le but d'Ankara? Comme l'exprimait l'eurodéputée Nathalie Loiseau: «L'Europe ne doit pas se demander où elle doit s'asseoir, mais comment se tenir debout». En tout cas, le pacte de 2016 de rétention en Turquie des réfugiés, qui expirait en mars, devrait être prolongé...

ROJAVA: CRISE SANITAIRE ET NOUVELLES TENSIONS AVEC DAMAS; ATTAQUES TURQUES ET DJIHADISTES

Sur le plan humanitaire, le mois d'avril a commencé sous de mauvais auspices pour le Rojava. Le 29 mars, l'ambassadeur américain à l'ONU avait réclamé sans succès la réouverture des points d'accès humanitaires aux frontières syriennes, dont la Russie, grand protecteur du régime de Damas, avait en juillet 2020 imposé avec le soutien chinois la fermeture grâce à son droit de veto. Il s'agissait pour Damas d'empêcher les zones échappant à son contrôle, soit 30% du territoire syrien, de recevoir directement de l'aide humanitaire. Étaient visées la poche rebelle d'Idlib, contrôlée par des djihadistes soutenus par la Turquie, et le Rojava, géré par l'Administration autonome arabo-kurde (AANES). Conséquence de cette décision, au Rojava, le poste frontière d'Al-Yarubiyah avec l'Irak, longtemps porte d'entrée des aides internationales, a donc fermé. Aux critiques américaines, la Russie a opposé la «souveraineté syrienne», critiquant le fait que le régime n'avait pas été invité à la conférence des donateurs sur la Syrie, prévue à Bruxelles le lendemain 30 mars.

Celle-ci, tenue sous la présidence conjointe de l'ONU et de l'Union européenne, n'a enregistré sur son

objectif de 10 milliards de dollars de promesses de dons pour 2021 que 4,4 milliards pour cette année et 2 milliards pour les années suivantes: ainsi se marque la lassitude de la communauté internationale pour un conflit qui dure depuis 10 ans. Pourtant, malgré les proclamations d'un régime bourreau de son propre peuple qui ne cesse de vanter un «retour à la normale», la situation humanitaire en Syrie ne cesse de se dégrader. Selon le Programme alimentaire mondial, en décembre 2020, 12,4 millions de Syriens étaient en situation d'insécurité alimentaire contre 9,3 millions en mai. Le conflit a maintenant causé 6,2 millions de déplacés internes et 5,6 millions de réfugiés. Selon le Secrétaire-Général des Nations Unies, qui s'exprimait dans un message vidéo à la conférence, plus de 13 millions de Syriens auront cette année besoin d'aide humanitaire, soit 20% de plus qu'en 2020. M. Guterres a ajouté: «L'économie syrienne est ravagée et maintenant les effets de la Covid-19 ont aggravé les choses» (*ONU Info*).

Enclavé entre l'hostilité de la Turquie au nord et celle du régime au Sud, le Rojava n'a pas échappé à cette dégradation. Selon le *International Rescue Committee* (IRC), le nombre de contaminations COVID y a bondi de 243% entre

mars et avril, et si les chiffres officiels restent bas depuis le début de la pandémie (15.769 cas positifs), c'est surtout en raison du petit nombre de tests effectués. Très ébranlé par la guerre, le système de santé ne peut plus faire face: moins d'un cinquième des patients sous assistance respiratoire (17%) survivent à la maladie. Le 29 avril, l'IRC a tiré la sonnette d'alarme: le seul laboratoire du Rojava pouvant dépister le Covid-19, situé à Qamichli, risque de manquer de tests d'ici une semaine, ce qui priverait l'administration de tout moyen de contrôle épidémiologique. Depuis la fermeture d'Al-Yarubiyah, le Rojava dépend entièrement de Damas pour les fournitures médicales. Il s'est bien vu attribuer 100.000 doses de vaccin au titre du programme *Covax*, mais aucun calendrier de livraison n'a été publié (*AFP*). En fin de mois, aucun vaccin n'était encore arrivé au Rojava...

Les relations entre Rojava et régime ne semblent guère propices à l'envoi de vaccins. Depuis des semaines, les tensions ne cessent d'augmenter. Déjà, le 21 mars, Damas avait fermé plusieurs points de passage près de Raqqa entre ses territoires et ceux de l'AANES, empêchant civils et marchandises de transiter. Ceci a rapi-

dement provoqué une augmentation des prix au Rojava, notamment pour la nourriture, les matériaux de construction et les fournitures médicales. Il semble que le régime, confronté à une grave pénurie d'essence alors que les moissons allaient débiter, ait voulu faire pression pour obtenir davantage de livraisons du Rojava, qui contrôle la plupart des puits de pétrole syriens. Le 4, les points de passage ont été rouverts, après que l'AANES a accepté d'augmenter ses livraisons. L'accord portait sur une livraison hebdomadaire de 200 camions, tandis que passagers et marchandises entrant au Rojava paieraient une taxe au régime. Selon des témoignages anonymes de responsables kurdes, une partie du problème provenait du blocage du canal de Suez par un pétrolier, qui empêchait les approvisionnements de l'Iran vers son allié syrien. Par ailleurs, dans un schéma rappelant les relations avec le Kurdistan d'Irak du régime de Bagdad sous embargo dans les années 90, les relations économiques avec les Kurdes du Rojava permettent à Damas de contourner les sanctions américaines «César». Si l'un des analystes consulté par *Al-Monitor* a suggéré que cet accord était également profitable au Rojava, en lui permettant de vendre son pétrole, d'autres ont pointé que l'enclavement du Rojava et la crainte d'un accord russo-turc à leurs dépens ne laissent guère de marge de manœuvre aux Kurdes dans leurs relations avec le régime (*Al-Monitor*). Si, après l'accord, alors que la livre syrienne poursuivait sa chute, l'AANES a augmenté de 30% les salaires de ses fonctionnaires, la semaine suivante, le retrait d'unités russes de la ville de Tall Rifaat, contrôlée par les Forces démocratiques syriennes (FDS), a fait craindre à la population que ce ne soit pour laisser le passage aux Turcs, comme à Afrin... (*WKI*)

Cependant, la dernière semaine du mois, les tensions entre Rojava et

Damas sont reparties à la hausse lorsqu'un responsable des *Asayish* (Sécurité kurde), Khaled al-Hajji, a été tué à Qamishli par des miliciens pro-régime à un poste de contrôle militaire près du quartier d'al-Tayy, dans le sud de la ville (*Al-Monitor*). Les affrontements intenses qui ont alors éclaté ont duré cinq jours en intermittance jusqu'à ce qu'une médiation russe et une réunion entre Kurdes, représentants de Damas et chefs tribaux arabes Tayy ne permette d'aboutir à un cessez-le-feu (*WKI*). En parallèle, l'armée syrienne a recouru à sa riposte habituelle en recommençant le 23 à harceler les habitants kurdes des quartiers de Sheikh Maqsoud et Ashrefiye à Alep, dont elle a arrêté un certain nombre à ses points de contrôle (*Kurdistan au Féminin*). À Qamishli, l'accord prévoyait que les milices pro-Assad laisseraient aux *Asayish* le contrôle des deux quartiers Al-Tayy et Halako, mais celles-ci l'ont rompu en assassinant un chef tribal arabe connu, Cheikh Hayis al-Jaryan du clan Bani Sabaa, qui avait participé aux discussions. En réponse, les Kurdes ont repris ces quartiers de force, s'emparant de plusieurs cantonnements des miliciens et d'une armurerie. Le 26, un patrouille conjointe entre police militaire russe et *Asayish* a supervisé le retour au calme et la plupart des habitants d'al-Tayy ont pu rentrer chez eux. Certains quartiers sud et l'aéroport de la ville demeurent toujours sous le contrôle nominal du régime, mais selon un journaliste local, Samir al-Ahmad, ce sont en réalité des membres de milices libanaises pro-iraniennes, arrivés en février, qui sont maintenant aux commandes, ce qui signifie un contrôle indirect par l'Iran. Toujours selon Al-Ahmad, les affrontements ont fait dix victimes civiles, dont un enfant, et treize blessés, dont trois enfants. Outre al-Tayy et Halako, les miliciens ont perdu les quartiers de al-Zuhur et de la rue al-Khalij: un gain pour la

Russie, qui cherche à faire pièce à l'influence croissante de l'Iran dans cette zone (*Al-Monitor*).

Malheureusement, en parallèle des tensions avec Damas, le Rojava subit toujours les attaques et les exactions de la Turquie et de ses mercenaires. Après une période de calme relatif, ceux-ci ont de nouveau lancé en début de mois des tirs sur les banlieues d'Ain Issa et les villages proches de la ville chrétienne de Tall Tamr. Les frappes aux alentours d'Ain Issa se sont poursuivies la semaine suivante. Le 4, un drone turc a frappé une carrière de sable dans un village de la province d'Hassakeh, provoquant des dégâts matériels. Dans un village de Kobanê, un autre drone a frappé une maison où le leader kurde Abdullah Öcalan s'était installé dans les années 90... La Turquie, qui détient Öcalan depuis 20 ans, a-t-elle encore si peur de lui qu'elle doit frapper une résidence qu'il a quitté il y a 30? À Sarê Kaniyê, ville kurde qu'ils occupent, les djihadistes de la brigade Sultan Mourad et de la division Hamza se sont violemment affrontés sur le partage des fruits de leur racket des habitants (*WKI*).

Dans Afrin également occupée, les crimes de guerre continuent. La division Hamza a enlevé au moins une douzaine d'habitants kurdes. Le 18, l'Observatoire syrien des Droits de l'homme (OSDH) a rapporté les inquiétudes des Kurdes du village de Kuwait al-Rahma, dans le district de Shirawa (Afrin), face à des projets de réinstallation de déplacés principalement arabes et turkmènes dans un lotissement en construction près de leur village. Selon l'organisation des Droits de l'homme d'Afrin, alors que les Kurdes comptaient avant l'invasion turque 97% de la population de la ville, entre déplacements forcés et nouvelles arrivées, il n'y étaient plus en janvier dernier que 34,8%... (*Rûdaw*) Autre

inquiétude, la dernière semaine du mois, selon l'agence ANHA, l'armée turque a commencé à creuser des tranchées près de plusieurs villages kurdes à la frontière à l'ouest de Kobanê, Zormixar, Ziyaret et Kor Eli. Un des habitants de Kor Eli a indiqué qu'il pourrait s'agir d'une tentative d'éviction, ajoutant: «Nous résisterons à toute forme d'attaque» (*RojInfo*).

Par ailleurs, la Turquie continue à utiliser l'accès à l'eau potable comme arme contre les habitants du Rojava, en contradiction avec l'accord signé avec la Syrie en 1987, qui prévoit pour l'Euphrate un débit minimum de 500 mètres cubes par seconde. Actuellement il n'est que de 200, ce qui provoque une baisse de niveau dans les retenues syriennes et une augmentation dramatique de la pollution de l'eau qui s'y trouve. Par ailleurs, la production d'électricité devient impossible. Le directeur du Barrage *Tişrin*, Mihemed Terbuş, a déclaré à l'ANHA: «En raison des politiques ignobles menées par l'État turc, une crise humanitaire peut survenir à tout moment. Des maladies telles que le choléra peuvent se propager» (*RojInfo*).

Toujours confrontées au problème de ses détenus djihadistes ou proches de djihadistes, l'administration autonome a poursuivi durant avril la vaste opération de sécurité confiée le 28 mars aux FDS et aux *Asayish* dans le camp d'Al-Hol pour y neutraliser les membres de Daech encore actifs. Le 2, après cinq jours de quadrillage, les forces kurdes ont annoncé avoir arrêté dans le camp 125 membres présumés de l'organisation djihadiste, dont une vingtaine de cadres. Ils seraient les responsables des cellules dormantes ayant perpétré depuis janvier quelque 47

assassinats dans le camp. Selon le porte-parole des *Asayish*, Ali al-Hassan, de nombreux membres de Daech avaient infiltré le camp en se faisant passer «pour des civils afin d'y mener leurs activités et de se réorganiser». Il a averti que, malgré les arrestations, «le danger n'a pas encore été éliminé, [et] persistera tant que [...] la communauté internationale ne considérera pas le camp comme un sérieux problème international, auquel elle aussi doit apporter des solutions adaptées». Il a ensuite réitéré l'appel au rapatriement des détenus étrangers. Le 6, alors que l'opération se poursuivait, le porte-parole de la coalition anti-Daech, le Colonel Wayne Marotto, a annoncé la capture à Al-Hol d'un important commandant de l'organisation, Ahmed Khoshua, grâce aux informations collectées. Mais la semaine suivante, après deux semaines d'opération, l'assassinat dans le camp avec un pistolet à silencieux d'un réfugié irakien a montré la vérité de l'avertissement lancé par al-Hassan. Deux femmes ont aussi été blessées.

Parallèlement, les actions contre Daech se sont poursuivies. En début de mois, elles ont permis de capturer plusieurs djihadistes dans la province de Deir Ezzor, où Daech avait perpétré de nombreuses attaques dans les semaines précédentes. La semaine suivante, les FDS ont mené trois opérations conjointes avec la coalition internationale à Qamishli, Hassaké et Deir Ezzor et arrêté trois nouveaux djihadistes, dont un commandant, tandis qu'un membre du Conseil militaire de Manbij était victime d'une bombe artisanale. Après de nouvelles opérations à Hassaké, Deir Ezzor et Raqqa, les FDS ont annoncé l'arrestation de dizaines de djihadistes qui préparaient des attaques sur les bureaux de

l'AANES à Hassaké. Cependant, l'organisation djihadiste ne sera pas facile à éradiquer; elle poursuit ses attentats dans toute la région, tenant des zones du désert de la Badiyah au sud du pays d'où même les frappes aériennes russes ne parviennent pas à la déloger... Les affrontements sporadiques entre Daech et les FDS ainsi qu'avec les forces du régime, se sont poursuivis jusqu'à la fin du mois (*WKI*).

Si les pays européens refusent toujours de rapatrier leurs ressortissants internés dans les camps de l'AANES, celle-ci a pu procéder ce mois-ci à plusieurs rapatriements vers la Russie (34 enfants de 3 à 14 ans confiés le 18 à une délégation russe), et vers l'Ouzbékistan (24 femmes et 68 enfants dont 7 orphelins remis le 30 à une délégation de ce pays). Selon le communiqué de l'AANES, l'Ouzbékistan a déjà rapatrié quelque 240 femmes et enfants ouzbeks... (*AFP*)

Concernant les relations intra-kurdes au Rojava, il n'y a pas eu d'annonces ce mois-ci concernant les discussions entre le PYD et l'opposition du Conseil national kurde (ENKS). Cependant, le 27, le site *Al-Monitor* a rapporté qu'un envoyé français s'était rendu au Rojava début avril, suivi en milieu de mois par une délégation du ministère français des Affaires étrangères. Le premier envoyé a rencontré plusieurs personnalités kurdes, arabes et syriaques, et a invité les représentants de ces communautés, dont le PYD et l'ENKS, à se rendre à l'Élysée pour discuter de la situation en Syrie, une invitation réitérée par la délégation arrivée ensuite. La France avait déjà joué un rôle dans le lancement des discussions entre les deux composantes de l'échiquier politique kurde en Syrie.

IRAK: FRAPPE DE DRONE SUR ERBIL, NOUVELLE OPÉRATION TURQUE, SECONDE VAGUE ÉPIDÉMIQUE

Si le parlement irakien a finalement adopté le 31 mars le budget fédéral, dont l'article 11 formalise l'accord Bagdad-Erbil sur le budget du Kurdistan, les problèmes budgétaires de celle-ci n'ont pas pour autant été immédiatement résolus par un coup de baguette magique. L'accord prévoit bien le versement au Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) de 12,67% du total, plus les salaires de ses fonctionnaires, en échange de ses revenus pétroliers et douaniers, mais il faudra le temps de le mettre en œuvre, alors que certains de peshmergas attendent leur solde depuis deux mois.

Le 1^{er} avril, heureusement, les États-Unis ont annoncé le versement des fonds nécessaires à ce versement. Ils assistent 30.000 de ces combattants kurdes depuis 2014. Mais depuis janvier, les fonds se faisaient attendre. Officiellement ce retard provenait du changement d'administration après les élections américaines, mais pour certains, il reflétait l'impatience américaine devant la lenteur de la réforme devant unifier sous commandement unique des peshmergas toujours divisés entre les deux principaux partis kurdes (*Rûdaw*)...

Le 7, le Premier ministre du Kurdistan, Masrour Barzani, a déclaré que le GRK était «prêt à assumer toutes ses responsabilités dans le cadre du budget», avant d'appeler le gouvernement fédéral à lui aussi «respecter ses engagements» et... à envoyer les fonds toujours dus pour janvier, février et mars. Barzani a également annoncé que le budget 2021 du GRK allait rapidement être transmis au parlement d'Erbil. Admettant qu'il n'était pas parfait,

le budget fédéral étant lui-même un compromis, il a conclu: «Notre principale victoire est la protection et le renforcement continu de nos droits constitutionnels».

Le franchissement de cette étape difficile du budget a certainement permis une amélioration des relations entre les deux partenaires, et le Président de la Région, Nechirvan Barzani, en a fait état lors de sa visite dans la capitale irakienne en se référant à Bagdad comme «partenaire stratégique de la Région du Kurdistan». Mais les Kurdes s'inquiètent toujours de la politique anti-kurde menée dans les territoires kurdes placés sous le contrôle du gouvernement fédéral, ou «territoires disputés», et de la non-mise en œuvre de l'article 140 de la Constitution qui doit décider de leur sort par référendum. La semaine suivante, le même Nechirvan Barzani a appelé le Secrétaire général de l'ONU António Guterres à s'impliquer dans une médiation visant à résoudre ces questions toujours en suspens (*WKI*).

Concernant l'épidémie de COVID-19, le Kurdistan a enregistré une nouvelle vague de contaminations, la seconde, avec des chiffres en augmentation rapide depuis mi-février et particulièrement après Newrouz. Le 1^{er} avril, on comptait 755 nouveaux cas, pour un total de 122.915 depuis un an. Pour encourager le dépistage, le ministère de la Santé du GRK a ordonné une baisse des prix des tests. L'avant-veille, il avait annoncé de nouvelles mesures visant à limiter la propagation du virus: fermeture des cinémas, des salles de mariage et des salles de sport, interdiction de la chicha et limitation des horaires des cafés et des restaurants. Il avait également ordonné la fermeture des lieux de culte

jusqu'au 10 avril. Le Kurdistan, qui a reçu de Chine 5.000 doses du vaccin *Sinopharm*, a pu mener quelques vaccinations, priorisant les soignants.

Mais le 7, on comptait 1.217 nouveaux cas et 13 décès en 24 h, un pic depuis des mois, pour un total de 128.264 cas et 3.756 décès depuis le début de la pandémie. Le GRK a alors annoncé à compter du 8 un couvre-feu de 20h à 6h jusqu'au 12. Le 8, alors que l'Irak connaissait un accroissement rapide du nombre de cas, avec 8.331 personnes contaminées en 24 h, le représentant de l'OMS, Ahmed Zouiten, a annoncé la réception rapide de «millions de doses de vaccins». Le pays avait reçu fin mars 336.000 doses d'*Astra-Zeneca* et 50.000 de *SinoPharm*, et devrait recevoir des vaccins russes *Sputnik-V* et 1,5 million de doses de *Pfizer*, selon un accord négocié par le ministère de la Santé (*Rûdaw*). Au Kurdistan, si la population hésitait à se faire vacciner début mars, la remontée des contaminations a inquiété et provoqué une course au vaccin. Le 18, le nombre de demandes avait été multiplié par six, bien au-delà des doses disponibles, et 85% des 55.000 doses disponibles avaient été administrées. Pour réguler les flux, le GRK a imposé la prise de rendez-vous préalable sur internet (*Kurdistan-24*). Le 30, alors que le nombre de contaminations grimpeait toujours, le GRK a annoncé le test systématique des voyageurs venant d'Inde et leur isolement pour deux semaines. À cette date, l'Irak, incluant le Kurdistan, avait enregistré depuis l'apparition de l'épidémie plus de 1,06 millions de cas et 15.000 décès.

Les tensions américano-iraniennes sur le sol irakien, récemment ravi-

vées par la question du nucléaire et les sanctions américaines, continuent à avoir un impact important sur le Kurdistan d'Irak. Le 14, jour de commémoration pour les Kurdes du génocide de l'*Anfal*, l'aéroport d'Erbil a été frappé par une roquette larguée, pour la première fois, depuis un drone. Il n'a pas fait de victimes mais a causé des dégâts dans un bâtiment. L'explosion a été entendue dans toute la ville. Comme lors de l'attaque du 15 février, la cible visée était le contingent militaire américain. L'attaque n'a pas été réellement revendiquée, mais le groupe qui avait revendiqué l'attaque précédente, les «Gardiens du Sang» (*Saraya Awliya al-Dam*), s'est félicité publiquement. L'ancien ministre irakien des Affaires étrangères, Hoshiyar Zebari, un Kurde membre du PDK, a rapidement accusé les milices pro-iraniennes, déclarant: «Il semblerait que la même milice qui a visé l'aéroport il y a deux mois recommence. C'est une escalade évidente et dangereuse». Le 16, les gouvernements allemand, français, italien, britannique et américain ont condamné «fermement» l'attaque dans un communiqué conjoint, où ils réitèrent «[leur] détermination à poursuivre la lutte contre Daech» au sein de la coalition dirigée par les États-Unis (*AFP*). En fin de mois, plusieurs médias irakiens pro-iraniens ont cherché à justifier l'attaque par la présence du Mossad israélien au Kurdistan irakien. Le porte-parole du GRK, Jutiyar Adel, a démenti l'information et menacé de poursuivre en justice l'une des chaînes de télévision concernée. Le GRK a également demandé au gouvernement irakien «d'ouvrir une enquête transparente et d'envoyer une commission d'enquête sur les lieux du prétendu centre israélien afin de mettre un terme à ces accusations fausses et dangereuses» (*WKI*).

Au-delà du budget, Bagdad et Erbil s'opposent toujours sur la

gouvernance des territoires disputés. À Kirkouk, le ministère de l'Intérieur irakien a lancé des poursuites contre 75 officiers de police pour avoir voté au référendum d'indépendance du 25 septembre 2017, organisé à l'époque dans la province par son gouverneur kurde Nejmeddine Karim, ensuite démis par Bagdad. Les Kurdes ont protesté contre ces poursuites, y voyant la continuation de la politique de purge anti-kurde entamée avec la destitution de Karim après la reprise de contrôle de la province par Bagdad en octobre 2017. Des centaines de fonctionnaires et d'officiers de sécurité kurdes ont depuis été destitués et remplacés par des non-Kurdes (*WKI*).

Autre territoire toujours sous tension, le Sindjar, malgré l'accord Bagdad-Erbil d'octobre dernier. Les quelques familles yézidiennes revenues dans le district depuis l'invasion de Daech se plaignent du manque de services de base. Une résidente du village de Siba Sheikh Khidhir a ainsi témoigné le 14 sur *Rûdaw*: «Il n'y a pas d'eau ni d'électricité ici. Pendant l'été, nous sommes obligés de nous abriter dans les bâtiments en ruine juste pour échapper à la chaleur». On estime que sur 5.000 familles vivant au village avant l'attaque de Daech, seulement 65 sont revenues. Pour l'ensemble du Sindjar, seulement 20% des 300.000 déplacés de l'attaque seraient revenues (*Middle East Monitor*).

Le 22, le ministère irakien de la Défense a cependant indiqué qu'environ 7.500 familles déplacées au Kurdistan, majoritairement des Yezidis, étaient revenues au Sindjar et à Tal Afar sous la supervision de l'armée irakienne. Le ministère n'a pas précisé la date de ces retours, mais a indiqué que le nettoyage des villages se poursuivait pour en permettre d'autres. Le GRK a rendu responsable des difficultés de retour la présence de plu-

sieurs «groupes armés illégaux», en particulier affiliés au PKK qui, selon l'accord d'octobre, devraient quitter le Sindjar. L'administration du district apparaît contestée non seulement entre Bagdad et Erbil, mais aussi par une «administration autonome» locale inspirée de celle du Rojava...

L'organisation djihadiste Daech est toujours présente dans la bande des territoires disputés entre GRK et gouvernement fédéral. Ses membres opèrent notamment dans les zones montagneuses qu'ils utilisent comme sanctuaires d'où lancer leurs attentats. En début de mois, les pechmergas comme l'armée irakienne ont lancé plusieurs opérations dans les Monts Qarachogh avec le soutien de la coalition. Parallèlement, la Sécurité de la province de Kirkouk a arrêté plusieurs djihadistes et saisi des roquettes dans le district de Hawija. Au Kurdistan, le Conseil de sécurité a diffusé la semaine suivante la vidéo des aveux de plusieurs djihadistes arrêtés en février, qui préparaient des attaques à Erbil. Ils ont indiqué avoir été dirigés à distance par des agents se trouvant dans le camp d'Al-Hol, au Rojava. En raison de la multiplicité des tensions et des acteurs, il est parfois difficile de déterminer l'auteur d'une attaque. Le 16, les milices pro-iraniennes *Hashd al-Shaabi* de Bartila (25 km à l'est de Mossoul) ont accusé de tirs de roquette contre un de leurs postes les pechmerga, qui ont démenti. Le 19, une autre roquette a frappé le district de Kifri (Diyala), blessant un civil et causant des dommages matériels. Dans ce second cas, aussi bien les milices *Hashd* que Daech pourraient être responsables... (*WKI*)

Autre facteur de tension, la poursuite des frappes turques dans les zones frontalières du Kurdistan, qui font toujours des victimes civiles, régulièrement présentées par l'état-major turc comme des «terroristes

neutralisés», et ont déjà causé des milliers de déplacés. Le contingent turc en Irak compte maintenant probablement plus de 5.000 hommes et dispose d'une quarantaine de bases, très majoritairement dans la Région du Kurdistan. Le 14, au moment de l'attaque de drone sur Erbil, trois roquettes ont aussi frappé une de ces bases à Bashiqa (Mossoul), blessant un enfant et tuant un soldat turc (*Reuters*). Les groupes pro-iraniens à Bagdad avaient déjà demandé en vain l'évacuation de cette base, menaçant de la frapper...

En début de mois, le ministre de la Défense turc Hulusi Akar, a de nouveau menacé de frapper le PKK au Sindjar et à Makhmour. Puis le 23 dans l'après-midi, l'armée turque a démarré une nouvelle opération terrestre et

aérienne anti-PKK au Kurdistan d'Irak, envoyant dans la région de Metina des commandos appuyés de drones et d'hélicoptères de combat (*AFP*) et menant des attaques dans d'autres zones de la province de Dohouk, dont Avashin, Basyan, Kani Masi, Zab et Kesta. Le PKK a confirmé des combats avec les troupes turques, qu'il a accusées d'avoir utilisé des armes chimiques à au moins trois reprises. De son côté, le ministère turc de la Défense a affirmé avoir perdu trois soldats et «neutralisé» 37 membres du PKK (*WKI*). À Souleymaniyeh, une cinquantaine de manifestants ont été incarcérés après s'être rassemblés pour protester contre cette offensive (*AFP*).

Le 30, le ministre turc de l'intérieur Suleyman Soyly a annoncé l'éta-

blissement d'une nouvelle base dans la région de Metina. Parlant devant des membres de l'AKP, il a précisé: «Cette zone est une voie vers Qandil ; nous allons contrôler cette voie». Cette opération semble s'insérer dans la stratégie d'Ankara d'interdire au-delà de sa frontière sud toute communication Est-Ouest au PKK. Mais ce renforcement permanent de la présence turque au Kurdistan d'Irak, qui s'apparente de plus en plus à une occupation, alarme de plus en plus d'observateurs kurdes. Le député HDP Hisyar Ozsoy s'est inquiété dans une interview avec *Al-Monitor* d'une opération qui, sous prétexte de cibler le PKK, pourrait avoir pour réel objectif «d'occuper progressivement le Kurdistan irakien», comme la Turquie l'a fait dans le Nord syrien.

IRAN:

INQUIÉTUDE DU RÉGIME APRÈS UN NOUVEL ATTENTAT, QUATRIÈME VAGUE DU COVID, LES KURDES POURSUIVIS POUR LE NEWROUZ

A lors que des négociations indirectes se sont engagées à Vienne avec les États-Unis pour tenter de relancer l'accord de 2015 sur le programme nucléaire iranien, le régime a manifestement été ébranlé par la nouvelle attaque contre son site d'enrichissement de Natanz, le 11 de ce mois d'avril. Le nombre d'attaques menées avec succès sur le territoire de la République islamique a bien de quoi inquiéter les dirigeants. Après un premier incident ensuite attribué à un sabotage à Natanz début juillet 2020, ce fut, le 27 novembre, l'assassinat du physicien Mohsen Fakhrizadeh en banlieue de Téhéran, puis arrive ce nouvel «accident», rapidement qualifié à son tour par les autorités d'acte terroriste. Entretemps, le 7 août, le numéro deux d'Al-Qaïda était mitraillé à Téhéran...

Une telle vague d'attentats sans

précédent laisse penser que leurs auteurs disposent d'un réseau sur place, peut-être des citoyens iraniens... D'où remous sans fin et dissensions entre dirigeants se révélant au grand jour: le responsable du Centre stratégique du Parlement a déclaré que l'Iran était devenu un «havre pour les espions»; des députés ont demandé la démission des responsables de l'appareil de sécurité et de renseignement, dont l'ancien commandant des Gardiens de la révolution (*pasdaran*) a par ailleurs appelé à la refonte. La paranoïa s'est étendue au point de faire soupçonner une origine non naturelle au décès le 19 du brigadier général Mohammad Hosseinzadeh Hejazi. Ce commandant adjoint de la Force *Al-Quds*, ancien bourreau des Kurdes dans les années 80 et architecte de l'appareil répressif actuel, aurait fait une crise cardiaque (*New-York Times*). Alors que s'approche

l'élection présidentielle du 18 juin, des disputes internes aux *pasdaran* ont aussi été révélées au grand jour. Yadollah Javani, chef adjoint des affaires politiques, a accusé en direct un autre Gardien, Saïd Mohammad, candidat à l'élection, de «violations» des procédures légales de candidature. Celui-ci ne s'est pas gêné pour lui rétorquer qu'il n'était pas le porte-parole du Corps des Gardiens (CGRI)... Ces disputes publiques montrent la nervosité des conservateurs pour les prochaines élections. Ils semblent vouloir contrôler encore plus étroitement les candidatures. Aux élections de 2020, ils avaient pris le contrôle du parlement grâce aux disqualifications massives des candidats réformistes par le Conseil des gardiens de la constitution... (*Radio Farda*) Mais le taux de participation avait été le plus bas depuis la Révolution islamique avec officiellement 42,6% (mais selon divers observateurs seule-

ment 20%).

Mi-avril, l'ancien responsable de l'organisation nucléaire iranienne, Fereydoun Abbasi-Davani, a révélé les dessous de l'attaque de juillet sur Natanz: les explosifs avaient été scellés dans un lourd bureau amené dans l'usine des mois auparavant. Quant à la dernière attaque, elle démontre la maîtrise des auteurs, qui sont parvenus à couper simultanément le secteur et les batteries de secours, envoyant valdinguer des milliers de centrifugeuses. Ces modes opératoires laissent penser à des complicités locales, d'où l'accroissement de la tension sécuritaire...

Autre facteur d'instabilité, les nouveaux records battus par l'épidémie de COVID-19 après les fêtes du Newrouz. Cette quatrième vague est due en partie à l'absence de restrictions durant les vacances du nouvel an, une période où les Iraniens se sont déplacés par millions. Le 7, le ministère de la Santé a déclaré 20.954 nouveaux cas dans les 24 heures précédentes, dépassant encore le record de 17.430 infections enregistré la veille. Le vice-ministre de la Santé a mis en cause des responsables (non nommés) du Centre de lutte contre l'épidémie, pour «avoir empêché d'utiliser l'occasion en or de [la fête] pour éteindre les flammes du coronavirus» en refusant de reconduire les restrictions imposées l'année précédente. À cette date, l'Iran comptait officiellement 1.984.348 cas pour 63.699 décès (*Radio Farda*). Mais les chiffres compilés par l'opposition sont toujours quatre fois plus élevés: au 1^{er} avril, l'Organisation des Moudjahiddine du Peuple d'Iran (OMPI), additionnant des données régionales, avançait plus de 240.800 décès dans 529 villes, un chiffre passé à plus de 252.100 le 15, et à 269.300 décès le 29. Nombreux sont les Iraniens à prêter davantage crédit à ces calculs qu'aux chiffres officiels. Le 10

avril, les autorités ont imposé un confinement de 10 jours dans la majeure partie du pays, mais le 15, le nombre officiel de décès à Ispahan atteignait 9.400, avec un nombre de malades multiplié par six depuis Newrouz... (*CNRI*). Le même jour, l'ambassadeur iranien en Russie a annoncé l'achat de 60 millions de doses de *Sputnik-V*, pour livraison entre juin et décembre, ainsi qu'une production en Iran même... L'Iran a aussi commencé à recevoir dans le cadre du programme *Covax* une première livraison de 700.000 doses d'*AstraZeneca*, dont 17 millions de doses devraient suivre. Le 27, le nombre de décès quotidiens, 496 morts, a battu un nouveau record et la présence d'un variant indien a été signalée. Le vice-ministre de la Santé, Iraj Harirchi, qui au début de la crise minimisait l'épidémie, a déclaré que la mortalité serait à la hausse pour au moins deux semaines. À cette date, la campagne de vaccination lancée début février enregistrait peu de progrès, avec 824.000 vaccins administrés.

Le 14, le Centre pour les droits de l'homme en Iran (*CHRI*) a appelé le pays, et en particulier l'institution pénitentiaire, à respecter ses obligations juridiques de protéger les prisonniers contre l'épidémie et donc à «agir rapidement pour déployer toutes les ressources juridiques afin de réduire autant que possible le nombre d'individus incarcérés». Le 12, un groupe de détenus de la prison d'Evin avait lancé un appel similaire après la découverte d'un cluster dans la prison. La plupart des prisonniers politiques ou d'opinion et des binationaux n'ont pas obtenu de libération provisoire (*CHRI*), et les Kurdes, dont la part dans la population carcérale dépasse largement leur proportion dans la population, sont particulièrement à risque...

Toujours sous sanctions et durement impactée par l'épidémie, l'économie iranienne continue sa

stagnation. Début avril, le Centre statistique iranien a publié son indice annuel des prix à la consommation. C'est le Kurdistan iranien qui connaît le taux d'inflation le plus élevé: 40,1% pour Kermanshah, 39,2% au Kordestan (Sanandadj), et 38,6% à Ilam (le quatrième plus élevé d'Iran). Les provinces kurdes d'Iran sont aussi victimes du chômage et des mauvaises conditions de vie dues aux politiques discriminatoires du régime (*WKI*). Quant au chômage, un député kurde, Mansour Moradi, a indiqué le 11 qu'il avait atteint au Kordestan son niveau le plus élevé depuis dix ans avec plus de 60%. Ces chiffres contrastent avec les 13% officiellement calculés dans le passé, qui ont toujours été contestés par les députés de la région (*Rûdaw*). Ces conditions économiques insupportables, augmentées de retards de paiement des salaires, ont alimenté nombre de manifestations, allant des salariés et des chômeurs aux retraités, ainsi que des grèves de durées inédites. Malgré l'épidémie, le nombre des manifestations de rue a augmenté de 50% sur l'année iranienne 2020-2021 (*CHRI*). Les slogans, passant du terrain économique au politique, dénonçaient la mauvaise gestion des fonds publics et exigeaient des démissions, appelant même au boycott des présidentielles.

Au Kurdistan, les conditions économiques et sociales catastrophiques contraignent de plus en plus de jeunes Kurdes à adopter la dangereuse profession de *kol-bar*, porteur transfrontalier. Ceux-ci, pourtant généralement non armés, sont régulièrement assassinés par balles par les forces de répression. La deuxième semaine du mois, deux d'entre eux ont ainsi été blessés à Khanera, près de la frontière irakienne. L'un d'eux a dû être hospitalisé à Soran (Kurdistan d'Irak). La semaine suivante, ce sont des garde-frontière turcs qui ont tué dans deux inci-

dents séparés trois porteurs kurdes d'Iran. Selon l'organisation de Droits de l'homme *Hengaw*, l'un des trois a été torturé à mort. Côté iranien, un autre porteur a été abattu près de Bahan et deux autres gravement blessés à Sardasht et Baneh. Le 25, les gardes-frontières iraniens ont blessé cinq autres *kolbars* près du poste frontière de Qulqula, dont plusieurs ont dû être hospitalisés à Marivan (*WKI*).

Le 27, le jeune *kolbar* Behnam Samadi, 17 ans, a témoigné sur la chaîne kurde d'Irak *Rûdaw* de sa capture par les Turcs. Montrant les cicatrices de ses tortures, il a décrit les circonstances de la mort de son compagnon, Hassan Kachkanlu, 48 ans: «[Après nous avoir battus, les gardes turcs] nous ont remmenés à la frontière iranienne, où ils nous ont à nouveau battus et nous ont aspergés d'eau. Quand ils nous ont relâchés, nous nous sommes évanouis. Quand j'ai repris connaissance, j'ai découvert que mon ami était mort». Selon le *Kurdistan Human Rights Network* (*KHRN*), 52 *kolbars* ont été tués et 147 blessés en 2020. 46 des morts ont été abattus par des gardes-frontières iraniens ou turcs.

Au Kurdistan d'Iran, les *pasdaran*, non contents d'assassiner les *kolbars*, servent au régime de principale force de répression. Le 5, le *Kurdistan Human Rights Network* (*KHRN*) a rapporté qu'ils avaient bombardé durant quatre heures certaines zones montagneuses à la frontière du Kurdistan d'Irak: «Un convoi militaire iranien transportant des équipements lourds [des *pasdaran*] a stationné près du village de Kani Hosseinbag à Sarvabad et a bombardé les hauteurs du mont Shaho, entre les villages de Deyvaznav et Daleh Marz». Selon l'organisation *Hengaw*, les tirs d'artillerie ont causé d'importants dommages à cette zone naturelle pourtant légalement protégée, que les *pasdaran*

bombardent chaque année depuis 2008. Il s'agit semble-t-il d'intimider les partis politiques kurdes d'opposition, le PDKI et le PJAK, dont l'activité s'est accrue dans cette région. Un gigantesque drapeau du Kurdistan avait ainsi été dressé le 31 mars sur cette montagne en hommage au Président de la République kurde de Mahabad, Qazi Mohammed, exécuté précisément à cette date en 1946 (*WKI*). «Avant 2005, il n'y avait aucune base militaire des Gardiens à Shaho, mais depuis 2008, ils ont construit de nombreuses routes et y ont installé au moins huit bases» a déclaré le fondateur de *KHRN*, Rebin Rahmani, à *Rûdaw*.

Les activités des *pasdaran* au Kurdistan d'Iran ne restent pas sans résistance: en milieu de mois, le PDKI a revendiqué l'assassinat récent près de Piranshahr du commandant Osman Hossini, responsable de la mort d'un *peshmerga* de cette organisation (*WKI*). Mais la répression demeure implacable. Selon le *KHRN*, au moins 25 civils kurdes ont été arrêtés en mars dans plusieurs villes du Kurdistan iranien et au moins 22 civils condamnés à des peines allant de six mois et 30 coups de fouet à 15 ans d'emprisonnement. De plus, depuis le Newrouz, des participants kurdes à cette fête pourtant célébrée dans tout l'Iran sont recherchés, surtout ceux présents dans des rassemblements où le drapeau du Kurdistan, interdit, avait été levé.

La première semaine du mois, de nombreuses arrestations et condamnations visant des Kurdes ont été rapportées. Cinq membres d'une même famille ont été arrêtés dans le village de Ya'aqob (Baneh); à Darreh Shahr, l'activiste kurde Ayoub Warzi a reçu 11 ans de prison pour «insulte au Guide suprême». À Piranshahr, le chef religieux kurde Rasoul Hamzapour a reçu trois ans de pri-

son pour «propagande contre la République islamique». Enfin, à Kermanshah, le militant syndical kurde Jwanmir Muradi a été condamné à un an de prison. Par ailleurs, on a appris le 4 l'exécution à Ouroumieh de trois Kurdes convaincus de «trafic de drogue» (*HRANA*). La semaine suivante, l'*Etelaat* (Renseignement) a arrêté un participant au Newrouz du village de Ney (Marivan). Ce village semble d'ailleurs particulièrement surveillé, puisqu'en fin de mois, 14 de ses habitants ont été de nouveau arrêtés, accusés d'aider des groupes kurdes d'opposition, et ont dû signer des engagements écrits avant d'être libérés. À Kermanshah, un autre Kurde, Jalal Namdari, a été condamné à huit ans de prison pour sa participation aux manifestations antigouvernementales de 2019, et l'activiste Said Khalidi a reçu cinq ans de prison pour «actions contre la sécurité nationale». À Naqadeh, deux autres Kurdes ont été condamnés à 43 mois d'emprisonnement pour «appartenance à des partis kurdes d'opposition». En milieu de mois, la Sécurité a arrêté à Dehloran pour le même motif un Kurde nommé Abdul Sattar Karimi. À Piranshahr, au moins six Kurdes ont été arrêtés, dont une mère, Gulala Muradi, et ses deux enfants, le plus jeune ayant seulement 14 ans; à Salmas, ont été arrêtés deux frères et sœurs, et une dernière personne à Baneh.

Le 21, l'athlète kurde connu Akbar Haiderpour a été arrêté à Dehloran (Ilam), sous l'accusation d'aider les partis kurdes (*Kurdpa*). Le 24, l'*Etelaat* a arrêté quatre habitants de Sanandadj, dont les deux activistes Marzia Gulam Waissi et Sirwan Abdullah. Enfin, à Téhéran, l'éducatrice et militante kurde Gazal Shahi a été condamnée à 18 mois de prison pour «diffusion de mensonges sur Internet» (*WKI*).

Enfin, si la Turquie et l'Iran s'op-

posent sur de nombreux points, ils se retrouvent dans l'assistance mutuelle pour réprimer les Kurdes. Selon le *Guardian*, cinq activistes kurdes exilés d'Iran sont actuellement détenus en Turquie, dont l'un, Ashin Sohrabzadeh, se trouve maintenant dans un centre

de rapatriement. Emprisonné durant 7 ans, torturé et mis à l'isolement, il avait réussi à s'enfuir vers la Turquie à la faveur d'une visite à l'hôpital. Arrêté ce mois-ci au commissariat d'Eskişehir, où il s'était rendu pour obtenir des documents de voyage, il est main-

tenant accusé d'être une menace pour la sécurité nationale de la Turquie. Selon son avocat, son statut de réfugié protégé par le droit international et le droit turc est ignoré. S'il est renvoyé en Iran, Sohrabzadeh risque la peine de mort.

FRANCE : OFFICIELLEMENT INTERDITS APRÈS LEURS ATTAQUES ANTI-ARMÉNIENNES, LES LOUPS GRIS S'EN PRENNENT AUX KURDES

Le 3 avril, le local d'une association kurde du 7^e arrondissement de Lyon a été attaqué par au moins une dizaine de personnes armées de barres de fer. Selon la police, arrivée sur les lieux après le départ des agresseurs, quatre hommes d'origine kurde ont été blessés à l'arme blanche, avec des battes et des barres de fer. Le Conseil démocratique kurde en France (CDK-F) a dénoncé l'attaque dans un communiqué déclarant que «les Loups gris vêtus de cagoules [et équipés] de battes de baseball et d'armes blanches, ont attaqué avec la plus grande violence notre association de Lyon et passé à tabac ses membres».

Ce groupe ultra-nationaliste est l'aile paramilitaire du parti turc d'extrême-droite fascisant du MHP (*Milliyetçi Hareket Partisi*), en français «Parti d'action nationaliste», allié au pouvoir en Turquie avec le parti islamiste AKP du président turc Recep Tayyip Erdogan. Après avoir longtemps combattu les islamistes, il est donc maintenant on ne peut plus proche de

l'«homme fort» de Turquie. Il y a deux semaines, l'association culturelle kurde de Lyon dont les membres ont été visés avait déjà dénoncé des menaces et des inscriptions attribuées aux Loups gris sur la porte de son local situé en rez-de chaussée. Il est notable que parmi les inscriptions menaçantes trouvées sur place, figuraient le sigle MHP ainsi que les initiales «RTE»... pour Recep Tayyip Erdogan.

Les «Loups gris» avaient pourtant été dissous en novembre dernier par le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin. Cela faisait suite à une série d'attaques violentes visant la diaspora arménienne dans la même région, à Décines, Vienne et Dijon. Le Conseil de coordination des Organisations Arméniennes de France (CCAF) a d'ailleurs publié dès le lendemain de l'attaque un communiqué appelant l'État français à prendre des mesures fermes face aux Loups Gris. Ce communiqué déclare notamment: «*Depuis de nombreuses années, les nervis islamo-nationalistes à la solde*

d'Erdogan s'en prennent en Europe aux démocrates turcs, aux ressortissants d'origine arménienne et aux représentants de la communauté kurde, comme cette fois-ci à Lyon. Cette agression à caractère fascisant s'inscrit dans le cadre de la montée de l'expansionnisme turc au Caucase, au Moyen-Orient, en Méditerranée et en Europe. Elle exige une riposte ferme des pouvoirs publics français, en particulier sur le plan pénal, et de réelles mesures de protection en faveur des opposants à Erdogan et au panturquisme sur le territoire national. Nous demandons au gouvernement et en particulier au ministère de la Justice et à celui des Affaires étrangères de se montrer moins frileux et complaisants envers les menées d'Ankara qui portent en germe de graves menaces sur l'ordre public et l'intégrité de la France et de ses ressortissants. Nous exprimons notre totale solidarité au Conseil Démocratique kurde en France, au mouvement progressiste kurde, et à l'ensemble des forces qui disent non à la politique criminelle de l'Etat turc à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières.

Des années de combat des femmes turques et des ONG ont été piétinées »

Après la décision du pouvoir islamo-conservateur turc de quitter la convention d'Istanbul, traité international destiné à prévenir les violences sexistes, sexuelles et conjugales, l'écrivaine clame sa colère et sa douleur dans une tribune au « Monde ».

En ce jour radieux de printemps, j'ai rendez-vous avec une amie. Nous nous retrouvons, deux écrivaines, toutes deux natives d'Istanbul, toutes deux habitant Paris depuis longtemps, sous un arbre fleuri qui nous rappelle les erguvan, fleurs istanbuliennes et symboles du printemps.

Nous essayons de mettre des mots sur notre indignation, sur l'effroi suscité par le retrait de la Turquie de la convention d'Istanbul, le 20 mars, jour de l'équinoxe : « Ce traité mettrait en danger les valeurs familiales traditionnelles », selon le pouvoir. Des années de combat des ONG piétinées en quelques heures. Le message est reçu cinq sur cinq par des hommes violents, se sachant désormais intouchables, qui mettent même en ligne les vidéos de leurs actes monstrueux.

Signée en 2011 à Istanbul par quarante-cinq pays, la convention d'Istanbul est le premier traité international qui fixe des normes pour prévenir les violences sexistes, sexuelles et conjugales, qui

lutte pour l'accès à l'avortement, pour l'interdiction des mutilations génitales, contre les discriminations et les mariages forcés. Et à l'heure où des centaines de femmes meurent sous les coups des maris, pères, frères violents, où les membres de la communauté LGBTQ et les migrants sont ouvertement menacés, où des actes pédophiles au sein des confréries islamistes sont légion, les autorités osent déclarer publiquement que ce texte nuirait à la morale de la société turque.

Depuis, agressions et meurtres à caractère homophobe, misogynie et raciste pullulent sur les réseaux sociaux. Ce retrait est un encouragement, un signal très net : « la justice » pourra se ranger désormais du côté des agresseurs. D'ailleurs, certains commentent déjà à être innocentés et relaxés depuis quelques jours.

Criminels décomplexés

Face aux mensonges que les trolls ont répandus pour soutenir ce retrait, des ONG turques très actives essaient pourtant d'expliquer sur les réseaux sociaux, lors des réunions en ligne, et dans les médias, que cette convention ne régit pas les structures familiales, qu'elle dispose seulement que les traditions, la culture ou la religion ne peuvent être utilisées pour justifier des actes de violence.

Que la reconnaissance des

mariages de même sexe ne figure pas dans la convention. Qu'un « troisième sexe » n'est pas introduit par la convention, que les Etats sont uniquement tenus de protéger les droits des victimes sans discrimination pour quelque motif que ce soit, notamment le sexe, la « race », la religion, la langue, l'âge, l'état matrimonial, l'orientation sexuelle. Mais, bien sûr, comme d'habitude, on préfère relayer des tweets délibérément erronés, plutôt que de s'intéresser aux textes. Il y a seulement quelques années, la Turquie se vantait d'être le seul pays musulman où la Journée internationale des droits des femmes était une grande fête en mars et où une marche des fiertés pouvait s'organiser en plein ramadan, en juin. En 2021, ce sont des criminels qui se vantent, décomplexés, d'agresser des femmes et des personnes LGBTQ avec des vidéos en ligne, en toute impunité.

« Nos amies ne renonceraient jamais »

Derrière nos masques, la colère nous fait bouillonner. Deux écrivaines en mal d'Istanbul, nous n'avons plus envie de célébrer le printemps, de toute façon, il n'y a pas de fleurs d'erguvan sur la Seine comme sur les rives du Bosphore. La légende dit que ces fleurs, d'abord blanches, se seraient couvertes de sang après une trahison et seraient devenues rouges. On les mettait sous les pieds

des empereurs byzantins à Constantinople, et elles ornaient les caftans [longues tuniques] des sultans ottomans. Pour que les puissants n'oublient jamais qu'ils pouvaient être victimes de trahison à leur tour. Depuis ce jour de l'équinoxe, où la Turquie s'est retirée de la convention qui porte le nom de la ville des erguvan, ces fleurs nous rappellent aussi le sang des victimes.

Mais malgré les restrictions sanitaires et la répression, le week-end qui a suivi le retrait, nos amies turques ont manifesté. Et elles continueront de clamer qu'elles ne renonceront jamais à leur cause, qu'elles ne reconnaissent pas cette décision. Elles croient à leurs revendications, et elles ont raison : les mouvements des femmes sont les plus vivants, les plus visibles et les plus enthousiasmants de la Turquie d'aujourd'hui. Elles descendent dans la rue parce qu'elles n'ont pas le choix : elles savent parfaitement que ce sont toujours les femmes qui ont le plus à perdre. Parmi elles, des femmes voilées et conservatrices. Et bien sûr, il y aura aussi des personnes LGBTQ et des hommes féministes à leurs côtés. Toutes et tous aspirent à une seule chose : que l'on continue la lutte contre les violences à l'encontre des femmes et des filles. Et que les erguvan ne soient plus jamais tachées de sang.

Une mosquée subventionnée à Strasbourg, ce symbole qui plaît tant à Erdogan

La plus grande mosquée d'Europe sera construite à Strasbourg. Elle coûtera 32 millions d'euros – dont 2,5 millions directement financés par la mairie. Mais que représente cette mosquée basilique pour le président turc

La mosquée turque Eyyub Sultan à Strasbourg sera la plus grande mosquée d'Europe. Elle coûtera 32 millions d'euros. Une entreprise sultanesque. Et un peu écolo aussi, puisque 2,5 millions seront directement financés par la mairie verte de la ville. Si le tribunal administratif, que le ministre de l'Intérieur a demandé de saisir, n'annule pas ce financement. Cas intéressant, puisque les pouvoirs locaux ont le droit de réaliser une telle subvention, l'Alsace n'étant pas soumise à la loi de 1905 mais régulée par le Concordat napoléonien.

Que représente cette mosquée géante pour la Turquie ? Un arc de triomphe dans sa conquête du territoire européen. Une jouissance suprême dans son leadership mondial de la communauté des musulmans. Le futur Vatican de l'islam frériste turc, en attendant que Rome tombe entre leurs mains, selon la prophétie du Prophète, sera donc fiché en territoire français. Cette volonté turque de projection à l'intérieur de l'Europe s'affirme en effet par la construction d'immenses mosquées que chapeaute le Dinayet (Bureau central des Cultes), fort de 120 000 imams fonctionnaires, et dirigé par Ali Erbas, l'imam qui a conduit la prière dans l'ex-basilique Sainte-Sophie, reconverte en mosquée le 24 juillet dernier, un sabre à la main. Erdogan, le premier des « entrepreneurs de colère »

Mais pourquoi cette mosquée basilique en France ? « La hargne viscérale et spécifique que M. Erdogan voue à la patrie de Voltaire est tapie dans l'identification de cette nation à la laïcité haïe et à une influence culturelle néfaste impie qu'il brûle d'éradiquer », explique Gilles Kepel dans



La mosquée Eyyub Sultan à Strasbourg le 24 mars 2021. Elle sera la plus grande mosquée d'Europe. (Photo by FREDERICK FLORIN / AFP) (FREDERICK FLORIN / AFP)

son dernier essai, « le Prophète et la Pandémie », décryptage indispensable de la nouvelle équation moyen-orientale.

Les écologistes de la mairie de Strasbourg savent qu'Erdogan est devenu le premier des « entrepreneurs de colère », toujours selon l'expression de Kepel, attisant les flammes du procès en islamophobie intenté à la France. Ils connaissent les insultes proférées par le président turc traitant le président Macron de malade qui « doit aller faire des examens de santé mentale » dans un hôpital psychiatrique. Ils l'ont entendu dire que les citoyens français d'origine turque devaient allégerance à la Turquie plus qu'à la France. Ils sont informés qu'il a accueilli en Turquie les frères musulmans pourchassés en Egypte par le général Al-Sissi et qu'il finance leurs tentacules associatifs dans toute l'Europe. Ils connaissent les liens du régime turc avec les barbares de l'Etat islamique. Ils comprennent que le procès que le président turc vient d'intenter à « Charlie Hebdo » menace une

nouvelle fois ses journalistes de mort.

Alors pourquoi ces subventions, qui encore une fois sont légales mais, comme l'a souligné Macron, antipatriotiques ? Est-ce la défiance vis-à-vis du président français, seul à s'être véritablement dressé contre les guerres de colonisation que la Turquie mène aux marches de l'ex-Empire ottoman, de la Grèce à la Libye et jusqu'en Arménie, qui aveugle la municipalité EELV ? Ou partagent-elles cette conviction multiculturaliste que la laïcité et la liberté de blasphémer défendues en France sont « un permis de cracher sur la religion des faibles », selon la formule cinglante d'Emmanuel Todd ?

En répondant à ces questions, une partie des élus de la gauche française devraient se rappeler le sort réservé à leurs homologues turcs. Eux, qui avaient fait d'Erdogan le champion de la liberté religieuse et culturelle face aux fascistes laïques, héritiers d'Atatürk, et qui se sont retrouvés bien vite dans les geôles du sultan...

L'aide pour la Syrie se réduit malgré l'urgence humanitaire

La Ve conférence des donateurs pour la Syrie, organisée par l'ONU et l'Union européenne, n'a récolté que 6,4 milliards de dollars de promesses d'ici à 2022, bien loin des objectifs fixés par les Nations unies.

Entre crise économique, sanitaire, lassitude des pays donateurs et calculs politiques des puissances impliquées dans le conflit syrien, les acteurs humanitaires ne cachaient ni leurs craintes ni leur scepticisme lors de la Ve conférence des donateurs pour la Syrie, organisée par les Nations unies et l'Union européenne, lundi 29 et mardi 30 mars.

L'ONU avait appelé à des dons d'au moins 10 milliards de dollars (8,5 milliards d'euros) pour l'année en cours, rappelant que 24 millions de personnes ont besoin de soutien en Syrie et dans la région, soit 4 millions de plus qu'en 2020. L'objectif affiché était de collecter « au moins 4,2 milliards de dollars pour la réponse humanitaire à l'intérieur de la Syrie et 5,8 milliards supplémentaires pour soutenir les réfugiés et les communautés d'accueil dans la région », avaient précisé les Nations unies.

Avec seulement 4,4 milliards de dollars de promesses pour 2021, et 2 milliards pour 2022 et les années suivantes, selon un premier décompte fait par le commissaire européen Janez Lenarcic, on est loin du compte. Le montant des promesses « confirme les craintes que les donateurs n'entendent pas les appels de millions de Syriens qui ont fui leurs foyers et dont les vies ont été déchirées par dix ans de guerre », s'est alarmée l'ONG Oxfam. « La situation empire », avait pourtant alerté le secrétaire général adjoint de l'ONU aux affaires humanitaires, Mark Lowcock.

6,2 millions de déplacés internes

Sur le terrain, la vulnérabilité des populations syriennes, en Syrie même comme dans les pays environnants, continue de s'aggraver. Loin du « retour à la normale » vanté par le régime de Damas, qui a repris le contrôle de plus de 70 % du territoire ces dernières années, reléguant dans les marges du pays près de 3 millions de personnes dans la région d'Idlib, la dernière zone encore aux mains de la rébellion dans le Nord-Ouest ; quelque 2,6 millions dans les territoires administrés par les forces kurdes, dans le Nord-Est et l'Est ; et environ 1,3 million dans des poches de territoires dans le Nord fron-



Un agent de sécurité kurde près du camp de déplacés d'Al-Hol, dans la province de Hassaké, en Syrie, le 18 mars 2021. DELIL SOULEIMAN / AFP

talier de la Turquie, sous le contrôle des forces turques et de leurs suppléants syriens. Le Programme alimentaire mondial estimait en février que 12,4 millions de personnes, soit près de 60 % de la population syrienne, vivaient dans une situation d'insécurité alimentaire en décembre 2020, contre 9,3 millions de personnes ne mangeant pas à leur faim au mois de mai de cette même année, tandis que la monnaie n'en finit plus de plonger. En dix ans, la livre syrienne a perdu près de 99 % de sa valeur.

Aux 6,2 millions de déplacés internes, s'ajoutent 5,6 millions de Syriens durablement réfugiés au Moyen-Orient : 3,6 millions en Turquie (près de 4,5 % de la population), 800 000 à 1,5 million au Liban (entre 16 % et 26 % de la population), 660 000 à 1,2 million en Jordanie (jusqu'à 13 % de la population). Au Liban, 90 % d'entre eux vivent sous le seuil de pauvreté, au moins 76 % sont hautement ou sévèrement vulnérables en Jordanie, et 70 % sont privés d'un logement décent en Turquie, selon des données de l'Agence française de développement.

Dans l'impasse

La question du contrôle de l'acheminement de l'aide humanitaire dans les régions qui échappent toujours au contrôle de Damas, objet de tensions diplomatiques récurrentes entre les pays occidentaux et la Russie, parrain et protecteur du gouvernement syrien, est toujours dans l'impasse. En témoignage une nouvelle passe d'armes entre

Washington et Moscou à l'ONU après que les Etats-Unis ont réclamé, lundi, la réouverture des points d'accès humanitaires aux frontières syriennes, fermées en 2020 sous pression russe.

« Comment est-il possible que nous ne puissions pas trouver dans nos cœurs l'humanité commune pour réellement prendre des mesures significatives ? Regardez dans vos cœurs », s'est exclamé le chef de la diplomatie américaine, Antony Blinken. Des propos jugés « hypocrites » par Damas : « Les Etats-Unis violent la charte des Nations unies et le droit international en imposant des sanctions unilatérales, en politisant les questions humanitaires, en occupant des territoires [d'autres pays] », a répliqué mardi le ministère syrien des affaires étrangères.

En juillet 2020, la Russie et la Chine avaient usé de leur droit de veto pour imposer au Conseil de sécurité de réduire à un seul le nombre de points d'entrée nécessaires à l'acheminement de l'aide humanitaire dans le pays sans passer par l'aval du gouvernement syrien. Aux critiques peu amènes des Etats-Unis, le vice-ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Verchinine, a opposé la « souveraineté » de son allié, critiquant le fait que la Syrie n'ait pas été invitée à Bruxelles. Une « politisation croissante de l'aide humanitaire », selon lui, qui a estimé que l'aide transfrontalière « violait les principes du droit international ». Le blocage continue, et les aides ne suivent plus.

HDP's Gergerlioğlu sent to prison following angiography at hospital

Ömer Faruk Gergerlioğlu, former deputy for the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) who was taken into custody from his home on Friday evening, has been sent to prison on Saturday, after having an angiography in Ankara City Hospital, Artı Gerçek reported.

The politician's son, Salih Gergerlioğlu said his dad had been taken from the hospital following a *mise-en-scène*, via social media. In an earlier Tweet, he said Gergerlioğlu would stay in intensive care through the day. Turkish police took Gergerlioğlu into custody from his home in the Turkish capital on Friday evening.

"They took him away, without even letting him put his shoes on," the politician's son Salih Gergerlioğlu said.

Officers were seen pushing and shoving Gergerlioğlu, whose status as a member of parliament was revoked on March 18. As seen in another video shared by the HDP, the police didn't let Gergerlioğlu to make a statement to the camera after he performed his prayers.

"This is the second act of the disgrace at parliament," Gergerlioğlu told the officers as he was pushed and shoved out of his apartment.

After he was taken to the Ankara courthouse, Gergerlioğlu experienced chest pains and was hospitalised. His family and lawyers weren't informed on which hospital he was taken to.

Gergerlioğlu's lawyer, Bişar Abdi Aliak, later said that Gergerlioğlu was taken to Ankara City Hospital, via his social media post. Aliak also shared Gergerlioğlu's assault report.

In the report, doctor's observations took place as, "There is a scratch on the outer surface of his left hand's thumb joint, a rash on the inside of the elbow and behind the neck. He stated that he is suffering from a shortness of breath. Nasal oxygen was given. Cardiology opinion is appropriate..." Friday marked the tenth business day after Gergerlioğlu was subpoenaed to turn himself in to be placed in prison. On the day before he received the subpoena, Gergerlioğlu was briefly detained on parliament grounds



where he continued what he called a vigil for justice protesting the revocation of his status.

The former deputy is facing a two year and six month prison sentence on terrorist propaganda charges, over a retweet about the Kurdish conflict and the collapse of a peace process between the state and the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), an armed group that has been fighting for Kurdish self-rule in Turkey for some 40 years.

Turkey accuses the HDP of having links with the PKK, a claim that the party denies. Earlier in the week, the Constitutional Court rejected an indictment prepared by the Court of Cassation's top public prosecutor for the HDP's closure on the grounds of similar terrorism charges, citing procedural errors and weak links between alleged crimes and HDP members.

Before Gergerlioğlu's hospitalisation, his son had said the family and their lawyers didn't know where the former deputy was. Some officials told the family that Gergerlioğlu was at the anti-terror unit at the police headquarters, and others said he had already been brought to the courthouse.

The pressure HDP has faced has peaked

with the recent indictment and the stripping of Gergerlioğlu's status, but the party has been under scrutiny for a long time.

Since March 2019, when the party won 65 municipalities in local elections, at least 51 mayors were removed from their posts and replaced with government appointed proxies. Most of them have faced terrorism charges, and many have been arrested. With the removal of HDP's mayors, the proxies appointed to replace them have targeted Kurdish-language services in their constituencies, including services for women and children and multilingual signage for public institutions and streets. Kurdish courses for adults were also shut down, as were daycare centres.

The party's former co-chairs Selahattin Demirtaş and Figen Yüksekdağ have been in prison since Nov. 2016, arrested alongside several HDP deputies and former deputies at the time, shortly after the resurgence of conflict that Gergerlioğlu spoke against.

The European Court of Human Rights (ECHR) maintains Demirtaş's arrest is "politically motivated", and has ruled for the popular former co-chair's immediate release. Turkish courts have refused to comply with the ruling.



April 02, 2021
By Wladimir Van Wilgenburg

Kurdish activist Dr. Nemam Ghafouri dies from COVID-19 in Sweden

Doctor Nemam Ghafouri, the 52-year-old founder of a charity for Yezidis (Ezidis) set up after the Islamic State genocide, died this week of COVID-19 in Stockholm.

"My beautiful, brave and amazing sister," Ghafouri's sister Nazdar wrote on Facebook on Thursday. "You risked your life to save the mothers and children who were victims of Islamic State. Now you have left us physically."

The Danish-Kurdish news website Jiyan reported that Ghafouri, a Kurd, survived Saddam's bombs and fled with her family to Sweden. Both her father and grandfather served in the Peshmerga forces under Mullah Mustafa Barzani.

"I was born in a cave in 1968," Ghafouri told Harper's magazine in 2016. Ghafouri's family took her to Iran in 1974 and she eventually made her way to Sweden where she studied medicine, the magazine reported.

The emergence of the Islamic State group and its violent assault on Iraq's Yezidi-majority city of Sinjar (Shingal) in August 2014 led to the displacement of hundreds of thousands of members of the community and a genocide in which scores were killed.

After 35 years, she dropped her stable life in Sweden to go to Kurdistan, Jiyan reported. After the genocide she helped Yezidi survivors and refugees from the Syrian Kurdish town of Kobani.

"Nemam was only genetically my sister. In reality, she's a sister for all the people in need and displaced individuals in the four parts of Kurdistan," Nazdar Ghafouri told Kurdistan 24 on Friday.

"She did not have [her own] kids, but thousands of kids cry for her now as if they have lost their mother."

Ghafouri worked in the part of Syria predominantly populated by Kurds – who



Kurdish activist Dr. Nemam Ghafouri dies from COVID-19 in Sweden

commonly refer to their region as Rojava – as well as the Kurdistan Region of Iraq. "I was born in the mountains during the war, so I know what it's like to be a refugee. That is why I know how to help refugees now," she said in 2015.

"I guess I have been lucky to be born into a house of love in the middle [of] wars and bombs," Ghafouri wrote on her Facebook last month.

"Global warming has changed it a lot but in my mom's memory nothing has changed: the sounds of water, the smell of greens, playful kids ... all could suddenly mixed with smell and sounds of napalm and the deadly silence afterwards. We have come long, yet not far enough from [the] same danger," she wrote.

Ghafouri told the news website Majalla in 2017 that before returning to Kurdistan she did charity work in other countries, including India and parts of Africa.

"In July 2014 I went down to Erbil, the capital city of Kurdistan, to do a 2 weeks' mission in a camp called Kawergosk- which

is just outside Erbil for Syrian refugees," she said. "And at the end of my stay we heard about what happened in Sinjar and how ISIS had attacked the area after taking over Mosul."

"So my friends and I said let us go and see what is happening. We were hearing really disastrous news about how people have been walking for 10 days in 50 degrees' heat. We went there up to the border between Iraq and Syria, because people from Sinjar had taken the escape way to Syria and were then coming back over the Tigris river towards the Iraqi side."

"When we got there we could not believe our eyes. It was an ocean of disaster and nobody knew how to tackle the situation. We immediately saw the need for rehydration. Luckily, we were doctors, and we talked to our colleagues in Sweden with an urgent call for oral rehydration tablets that contain the salts and minerals necessary for rehydration. We received tons and we started helping people."

"Nemam was a selfless volunteer. Her job became part of her personality," Nazdar said.

Situation alarmante des droits humains au Rojhilat

L'Iran continue de persécuter sévèrement les kurdes du pays. Exécutions, torture, arrestations, interdiction d'enseigner la langue kurde... les données publiées par le Réseau des droits de l'Homme du Kurdistan (KHRN), dans un rapport récent ne font que confirmer le drame vécu par les Kurdes du Rojhilat (Kurdistan de l'Est sous l'occupation iranienne).

Le Réseau des droits de l'homme du Kurdistan (KHRN) a présenté son rapport mensuel sur la situation des droits de l'homme à Rojhilat (Kurdistan oriental). Le rapport montre que la situation déjà dramatique de la partie kurde de la population iranienne continue de s'aggraver.

Selon les informations recueillies par le centre de statistiques et de documentation du KHRN, un prisonnier kurde a été exécuté par l'Iran, un civil a été abattu par la police et trois kolbars ont perdu la vie en transportant des marchandises dans les zones frontalières au cours du mois dernier. Dans le même temps, dix kolbars ont été abattus et blessés par les forces militaires iraniennes. En mars, au moins 25 civils et militants kurdes ont été arrêtés et au moins 22 autres ont été condamnés à des peines de prison différentes. En outre, deux civils ont été blessés dans des explosions de mines terrestres et trois travailleurs ont été blessés dans des incidents de travail.

Les exécutions

Le 14 mars, l'Iran a exécuté un prisonnier kurde de 33 ans de Bukan, Nasser Valizadeh, à la prison centrale d'Orumiyeh. Il a été arrêté en 2014 et inculpé de «meurtre prémédité».

Kolbars

La situation des porteurs de marchandises (kolbars) et des commerçants frontaliers (kesikbar) au Kurdistan oriental reste également dramatique. Selon le rapport, trois kolbars sont morts au cours du mois dernier alors qu'ils transportaient des marchandises dans la zone frontalière. Deux d'entre eux sont morts de froid, un autre a été tué sous la torture par des



soldats turcs et dix autres ont été blessés à la suite de tirs par les forces iraniennes.

Arrestations

Au moins 25 civils et militants kurdes ont été arrêtés par les forces de sécurité iraniennes dans diverses villes du Kurdistan iranien au cours du mois dernier. Si quatre de ces détenus ont été arrêtés pour purger des peines de prison, la dernière situation d'au moins 14 d'entre eux n'est pas connue.

Peines de prison

En mars, au moins 22 civils et militants kurdes ont été condamnés à des peines allant de six mois et de 30 coups de fouet à 15 ans de prison. Parmi ces personnes, 13 ont été condamnées à six mois de prison et 30 coups de fouet pour avoir protesté contre l'offensive de l'armée turque contre la ville kurde de Serêkaniyê (Ras al-Ain), au Rojava, dans le nord de la Syrie.

Explosions de mines terrestres

Le 2 mars, KHRN a documenté deux explosions de mines terrestres à Rojhilat. Les détonations ont blessé un fermier et un berger.

Accidents du travail

En outre, au moins trois travailleurs kurdes ont été blessés au cours du mois

dernier à la suite d'une chute de hauteur pendant le travail. Le KHRN avait également signalé précédemment que le 17 mars, la police iranienne avait tué le civil kurde Sirwan Mohammadi, âgé de 25 ans, après avoir ouvert le feu sur un groupe de personnes dans la ville de Darreh Drezh, dans la province de Kermanshah. La police les aurait abattus pour les empêcher de se rendre dans la ville de Dolatabad pour participer à une bagarre qui avait eu lieu entre deux groupes. Un homme de 70 ans, Ali Ahmadi, a également été gravement blessé et emmené à l'hôpital à la suite de la fusillade de la police.

Détenu malade ramené en prison avant la fin du traitement

En outre, le prisonnier politique kurde Kamal Sharifi, qui purgeait la 13e année de sa peine de 30 ans de prison en exil interne dans la prison de Minab de la province d'Hormozgan, a été victime d'une crise cardiaque le 1er mars et a été conduit à l'hôpital de la ville. Il avait été renvoyé en prison après quatre jours d'hospitalisation sans avoir terminé son traitement. Sharifi a été transporté à l'hôpital une deuxième fois le 7 mars et a subi une angioplastie. Cependant, une fois de plus, il a été ramené en prison avant la fin de son traitement. Des sources proches de la famille des prisonniers ont déclaré au KHRN que cette situation avait mis en danger sa vie.



April 05, 2021
By Karwan Faidhi Dri

Turkish security forces arrest over 20 Kurdish women activists in southeastern province

Security forces in Turkey's southeastern province of Diyarbakir (Amed) raided a women's foundation and houses of several of its members and a journalist early Monday, arresting at least 20 people, according to the foundation. The reasons for the arrests are unknown.

"Around 6am, our foundation was raided by the security forces. The houses of several of our women friends were raided as well," Adalet Kaya, head of Rosa Women's Foundation, told reporters in Diyarbakir, adding that they are under "unlawful pressure" from the government for their recent feminist activities such as their opposition to Turkey's withdrawal from the Istanbul Convention last month.

"We as Kurdish women ... have been under at-

tack for a year: four operations and two raids. They were all related to our activities," she said.

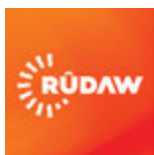
According to the foundation, 22 Kurdish women were arrested in Monday's raids, mostly from Rosa - which was raided on May 22, 2020 for their alleged links to the Kurdistan Workers' Party (PKK).

The PKK is an armed group struggling for the increased rights of Kurds in Turkey. It is designated as a terrorist organization by Ankara.

Monday's arrests also included Beritan Canoz, a journalist for Jinnews, which covers news on Kurdish women in Turkey. Members of the pro-Kurdish People's Democratic Party (HDP) were also arrested.

Both Jinnews and Rosa are unofficially linked to the HDP, which has come under intense pressure from Turkish government for its alleged link to the PKK in recent years.

The Coalition For Women In Journalism (CFWIJ), which advocates for the rights of women and LGBTQ journalists, condemned Canoz's arrest. "We demand the Turkish state to release Beritan immediately. We find those brutal attempts are aiming to intimidate and silence journalists in Turkey. We urge Turkish authorities to end these attacks against reporters. Journalism is not a crime," it said. Ayse Acar Basaran, spokesperson for the HDP's Women's Council, condemned the raids, telling reporters that the raids on "our friends ... cannot make us retreat from struggling for women's rights."



April 05, 2021
By Dilan Sirwan

IRGC bomb Shaho mountain in Iran's Kurdistan province: rights group

Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) convoys shelled Shaho mountain in Iran's Kurdistan province on Monday, a Kurdish rights group reported, saying the attack was earlier in the year than expected.

"An Iranian military convoy carrying the heavy equipments of the [IRGC] have stationed near the village of Kani Hosseinbag of Sarvabad, bombarding the heights of Shaho Mountain located between the villages of Deyvaznav and Daleh Marz," said the Paris-based Kurdistan Human Rights Network (KHRN).

The bombing continued for around four hours, and damaged a lot of the area's nature, the director of Hengaw Organization for Human Rights, Arsalan Yarahmedi told Rudaw English on Monday. Shaho mountain is part of the Zagros mountain range located on the border with the Kurdistan Region, between the cities of Sarvabad, Ravansar,

Paveh, Marivan, and Kamyaran. It is considered to be a protected area for its nature and vast wildlife habitat.

KHRN founder Rebin Rahmani said that it had been the target of IRGC bombings since 2008, as the activity of Kurdish opposition parties has increased in the region.

"PJAK (The Free Life Party of Kurdistan) and Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI) are mostly active in the area, however they do not have any military base there," Rahmani told Rudaw English on Monday.

"Before 2005, there were no IRGC military bases at Shaho, however since 2008, they have built many roads and have set up at least eight bases there," he added.

Video footage sent to Rudaw English by Rahmani shows an IRGC operation on Shaho back in 2018. "On Sunday, Oct 6, a live streaming video from the

provincial channel showed that Pearkhrad area has been bombarded by IRGC helicopters. This impassable area is one of the few habitats of wild goats due to the lack of resistance," KHRN reported at the time.

Established in 2003, the PJAK is considered the Iranian wing of the Kurdistan Workers' Party (PKK), but the PJAK claims it is linked only by shared ideology.

The PJAK has lost 300 fighters in clashes with Iranian security forces and in shelling by both Iran and Turkey since the group's foundation, according to a written statement sent to Rudaw English by senior PJAK member Ahvand Chiako in July.

Rahmani added that this year, the IRGC bombing started earlier than usual, saying bombing so soon after Newroz is "uncommon."



April 04, 2021
By Bethan McKernan & Adam Gnych

Kurds in 'mountain prison' cower as Turkey fights PKK with drones in Iraq

As decades-old battle intensifies, civilians count cost in lives and livelihoods

It took 10 days to find Muhsin Speri's body. The 64-year-old had left his town in the mountains of Iraqi Kurdistan along with friends Hassan Sadiq and Safar Sini on a dry, windy day in December last year to fish and forage for wild honey and mushrooms.

Life in the Amedi region of the Zagros mountains is hard and physical, but the area has been home to Kurdish and Assyrian communities in sync with the rhythms of the mountains for thousands of years. Many locals like to roam and camp for several days at a time, but after Speri's family failed to reach him by phone for more than a week, a search party was launched.

The bodies of the three former peshmerga soldiers were found in the Zeri valley, torn to pieces by what is believed to have been a Turkish drone strike. Sadiq and Sini appeared to have been killed instantly, but Speri was found nearly 100 metres away, a trail of blood in his wake.

"He tried to move to get help, to get a phone signal or fire his gun, to alert someone," said his son, Baxtiyar, 35, at home in the town of Deraluk. "That's how he died. Suffering for maybe two or three days."

According to the Turkish defence ministry, five Kurdistan Workers' party (PKK) combatants were "neutralised" in Iraq the same week as the three childhood friends died. Requests for more information about the strike that killed the ci-

vilians went unanswered. A defence ministry source said operations only targeted terrorist elements and that all necessary measures are taken to prevent civilians from being harmed.

Yet Speri and his friends are names on a growing list of civilian casualties as Turkey steps up its long-running fight against Kurdish militants outside its own borders. The conflict is now claiming more Iraqi civilian lives than at any point since a ceasefire broke down in 2015, according to data from the monitoring group Airwars. Residents in Amedi and other targeted areas, watching Turkish drones soar silently above the mountain peaks, fear worse is to come.

Turkey and the PKK have fought a cat-and-mouse war since the rebels launched a full-scale, Marxist-inspired insurgency against the Turkish state's repression in 1984. More than 40,000 people have died in the violence since then, the vast majority civilians, and the PKK has been designated as a terrorist organisation by Turkey and most of its western allies.

Iraq's mountainous north has long been a PKK stronghold, but the area's autonomous Kurdistan regional government (KRG) is divided on how to deal with it. The main political power, the Kurdistan Democratic party (KDP), has fostered deep economic ties with Turkey and allowed Ankara to set up military bases and expand operations against the rebels on Iraqi soil in recent years. Its own forces also regularly clash with the PKK.

A ceasefire between the PKK leadership and the government of the Turkish president, Recep Tayyip Erdoğan, collapsed owing to internal Turkish politics in 2015, igniting a new quasi-war across the south-east of Turkey as well as cross-border



Mukhlis Adam's mother and sisters at his grave in Sheladze. Adam was killed by an airstrike in June 2020, aged 28. Photograph: Adam Gnych/The Guardian

offensives in Syria designed to stem the successes of PKK-linked Kurdish forces there.

At the same time, Ankara has begun to pursue a more aggressive foreign policy in places as far away as Libya and Somalia, helped in large part by its rise as a drone power.

Ground zero of this new military reality, however, is still just next door. In Iraq's mighty Zagros mountain range, Turkish aerial operations are successfully hammering senior PKK leaders, killing more in 2020 than ever, but families like Speri's say there is no accountability for strikes that injure and kill civilians.

The increase in violence has sent shock waves through communities across Amedi, many of whom have already had to flee home because of Saddam Hussein, the battle between the PKK and Turkey or intra-Kurdish fighting during the 80s and 90s.

The mountains were known as the "forbidden zone" under Saddam's regime when they hosted the peshmerga, or Kurdish freedom fighters. Today the mountains are still off-limits, but to

those who used to call them home. The renewed fighting has emptied an estimated 400 villages and killed almost 100 civilians to date, according to the rights group Christian Peacemaker Teams. Locals estimate that Turkish airstrikes and drone strikes now hit up to 70% of the area's rugged peaks.

Many displaced families have sought refuge in district centres such as Deraluk, where Speri's family live, but the influx of people has resulted in overcrowding and underemployment.

The limited economic opportunities are part of the reason so many people are compelled to return to the forbidden zone. Selling wild herbs, mushrooms and honey foraged in the mountains can significantly supplement a family's income.

"We are refugees here, we don't own an inch of this land. We have to smuggle ourselves back into our own hills and valleys because the Turkish planes drop bombs every day, and the PKK don't even let us light a single fire," said Baxtiyar.

"In these times of economic crisis my father was trying to pro-

vide for our family. All we want is to make a living on our own soil, but our homelands have turned into an arena for political and power games. Both the Turks and the PKK have my father's innocent blood on their hands."

Asked about the impact of Turkish operations on civilian communities in northern Iraq, a defence ministry source said that "all military operations by the Turkish armed forces are carried out only targeting terrorist elements and in accordance with the article 51 of the United Nations Charter that gives nations the right of self-defence.

"All necessary measures are taken to prevent civilians from being harmed and the targets detected are fired at only after confirming that they are only terrorist elements ... For the Turkish Armed Forces, civilians, environment, historical and cultural structures are inviolable in all its operations."

The PKK has long been accused by rights groups such as Amnesty International of abducting teenagers to train as fighters, as well as the detention and murder of civilians suspected of spying – claims the group denies.

According to Turkey, 12 Turkish hostages and one Iraqi Kurdish hostage were killed, all but one with gunshots to the head, in a cave complex in Gara earlier this year. The PKK said the deaths were caused by Turkish airstrikes.

"We feel the danger," said Barani Abdujubar Shexo, who owns 50 sheep he keeps in Amedi in the summer months. "I know two shepherds killed by the PKK and one by a Turkish airstrike. During the night we cannot move."

In the summer of 2020, emboldened by its growing military prowess, Ankara launched Operation Claw-Eagle, swiftly followed by Claw-Tiger, Turkey's most intense military action in Iraq in the last six years. The defence ministry said more than 150 suspected PKK positions were hit by jets, helicopters,

drones and artillery, including targets in the Amedi border region, the Yazidi homeland of Sinjar, and the Qandil mountains.

According to Airwars, the operations caused a "sharp rise in reported civilian harm": between 27 and 33 Iraqi civilians were killed and 23 were injured, amounting to more than double the number of civilians killed in 2019, said Mohammed al-Jumaili, the organisation's Iraq researcher.

When presented with Airwars' findings, a senior Turkish presidency official rejected the data, saying: "Turkey has an excellent and unparalleled track record for avoiding civilian casualties during all military operations." A defence ministry source also said it did not confirm the claims.

Baby Zeri may not see it that way when she grows older. The three-month-old will never know her father: Mukhlis Adam, 28, was killed before she was born. In an act of grief, the family burned the photos they had of Mukhlis. His image now lives on in Zeri, they say: his daughter looks just like him.

Adam's car was hit by a Turkish airstrike while he was on the way to a picnic in June last year. Human Rights Watch interviewed witnesses who raised the possibility that the men may have been stopped at a PKK checkpoint moments before being targeted.

"Turkey might argue that even if it had known about the presence of civilians, the value to its military campaign of killing the PKK fighters meant that any additional harm to civilians in the strike was proportional. It may instead argue that it was unaware of the presence of civilians in the vehicle – or that it disputes their status as civilians," said Chris Woods, Airwars' director. "We often encounter such discrepancies between public and military casualty counts in our work."

The Turkish defence ministry did not respond to specific re-

quests for more information about the alleged attack.

None of the families the Guardian met in Deraluk and Sheladze have been offered support or compensation by either the KRG or Turkey for their losses, and they are unaware of any investigatory procedures into how and why their loved ones died.

"No politician has even come to talk to us and offer condolences," said Ahmad Nuradeen Muhiyadeen, whose brother and nephew were killed in May last year while they were out foraging north of the Rashava valley. The Turkish defence ministry did not respond to requests for comment about the incident.

"We are too scared to go foraging in the area now, even though we have to, to survive. Neither the PKK or Turkey have any reason to be here. They are just here to ruin our lives," Muhiyadeen said.

Anger at the situation in Amedi boiled over even before Turkey stepped up operations in 2020: the year before, hundreds of protesters in Sheladze stormed a Turkish military base on the outskirts of town, sparking clashes in which at least 10 people were injured and a 13-year-old boy was shot in the head and died.

"We feel like we are besieged," said one of the protesters, who asked not to be named for fear of retribution from the local authorities. "We have no freedom. We consider this a prison surrounded by mountains."

According to Dr Dindar Zebari, the KRG's international advocacy coordinator, parliament is in the process of assessing compensation claims. The impact of Turkish military operations for civilians is "undoubtedly critical", he said, and "neither the [federal] Iraqi government nor the Turkish authorities have stepped in to reach an equitable outcome for affected civilians."

For all of the new civilian suffer-

ing caused by the conflict in Iraq, Ankara's strategy appears to be paying off at home in what the Armed Conflict Location & Event Data Project says is an "increasingly aerial and asymmetrical conflict".

According to the conflict monitor, there was a 60% decrease in armed clashes in which the PKK claimed to be the aggressor inside Turkey in 2020 compared with 2019.

But for the people of Amedi, a cycle of violence is repeating itself in new and terrifying ways.

Tamar Ameen Tamar, 66, lost his daughter and his mother as a result of the fighting in 1997. His son was killed in a Turkish strike in 2017, leaving his six grandchildren fatherless. Tamar himself lost his right leg above the knee while tending his goats in 2018 after stepping on a mine he believes was laid by the PKK.

"Every year our movements get more restricted ... We are losing our freedom, but I am scared to let the children go out and play," he said. "I expect us to be targeted at any moment now."

In a social club in Sheladze, serving and former peshmerga watch the news with the volume turned up to maximum on an old television set. Wrinkled fingers caress prayer beads and light an endless stream of cigarettes as those assembled reflect on how warfare has changed since their youth.

"Our war was a war of rifles and artillery. This is different. The technology was not like it is now," said Tayar Ahmed, one of the oldest men present. There is a long silence after Ahmed finishes speaking. Later that day, the television will tell them there have been several new Turkish strikes: two children have been injured and hundreds of sheep killed.

"We used to control the mountains when we were peshmerga fighting Saddam," he said. "We had to send the women into towns like Sheladze to buy oil and food. Now, we can't leave.



4 Avril 2021

La diaspora arménienne appelle l'État français à prendre des mesures fermes face aux Loups Gris

Hier, un groupe de fascistes turcs encagoulés a attaqué le centre kurde de Lyon, saccageant le local et blessant 4 Kurdes présents sur les lieux avec des barres de fer et des battes de baseball. Une attaque sanglante qui a indigné notamment la diaspora arménienne qui a subi des attaques similaires en automne dernier dans la région lyonnaise.

C'est dans ce climat de colère que le Conseil de coordination des Organisations Arméniennes de France (CCAF) appelle l'État français à prendre des mesures fermes face aux Loups Gris turcs inféodés au régime turc qui sèment la terreur sur le sol français.

Voici le communiqué de CCAF:

Le CCAF exprime sa plus vive indignation après l'attaque perpétrée ce samedi 3 avril

contre une association kurde de Lyon membre du réseau du Conseil démocratique kurde de France.

L'attaque a été orchestrée par un groupe de jeunes Turcs ou d'origine turque qui sembleraient appartenir aux « Loups gris », organisation fasciste et paramilitaire turque dissoute en France en novembre dernier à la suite des attaques répétées à Décines et celles de Vienne et de Dijon contre les Français d'origine arménienne.

Depuis de nombreuses années, les nervis islamo-nationalistes à la solde d'Erdogan s'en prennent en Europe, aux démocrates turcs, aux ressortissants d'origine arméniennes et aux représentants de la communauté kurde, comme cette fois-ci à Lyon.

Cette agression à caractère fascisant s'inscrit dans le cadre de la montée de l'expansion-

nisme turc au Caucase, au Moyen-Orient, en Méditerranée et en Europe.

Elle exige une riposte ferme des pouvoirs publics français en particulier sur le plan pénal et de réelles mesures de protection en faveur des opposants à Erdogan et au panturquisme sur le territoire national.

Nous demandons au gouvernement et en particulier aux ministères de la Justice et à celui des Affaires étrangères de se montrer moins frileux et complaisants envers les menées d'Ankara qui portent en germe de graves menaces sur l'ordre public et l'intégrité de la France et de ses ressortissants.

Nous exprimons notre totale solidarité au (Conseil Démocratique kurde en France), au mouvement progressiste kurde, et à l'ensemble des forces qui disent non à la politique criminelle de l'Etat turc à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières.



April 05, 2021
By Daren Butler

Kurdish leader Demirtas answers questions from Turkish prison

Former pro-Kurdish party leader Selahattin Demirtas answered questions from Reuters from the prison where he has been held since 2016.

He said the Turkish opposition should form an alliance against President Tayyip Erdogan's ruling AK Party (AKP) and his nationalist allies rather than wait until elections scheduled for 2023.

Following are key quotes:

"The AKP and Erdogan have cast to one side virtually all their founding principles. Hence, it is not at all surprising that they should have given up on their principles regarding party closures too... There is nothing they wouldn't do to stay in power. And yes, all this shows that their political options have lessened."

Asked whether he thought pressure from the

AKP's allies, the Nationalist Movement Party (MHP), played a role in the decision to bring the party closure case:

"However much pressure there is from the MHP, it is always Erdogan who makes the final decision, don't forget that. Hence, all the responsibility lies with Erdogan and the AKP."

On the possibility of early elections:

"Before an economic crisis leads to a complete collapse they may want to go for an early election. Because if the economic crisis deepens greatly, there could be social explosions. The AKP may go for an early election to avoid this. In any case, it is necessary to be ready."

On his chances of release or acquittal:

"However deep the injustice is, nobody can keep us in prison for many long years. Of

course, eventually we will be acquitted. But there is a need for a bit more time for this. Achieving the supremacy of law and the independence of the judiciary is only possible with a change in the political atmosphere, and this with a change in the government. The people will achieve this. For this reason, I request my release not from the courts but from the people. We trust our people."

On how being in jail for years has affected him:

"I feel very well, strong and in good morale. My conscience is very clear. Thankfully, I am not in jail for stealing the people's money."

"Aside from that, I do not feel the need to talk about prison conditions at length. I can say generally that the conditions are not good and that everything has become really difficult because of the pandemic." (Writing by Ece Toksabay; Editing by Angus MacSwan)



April 05, 2021
By Daren Butler

Jailed Kurdish leader calls on Turkish opposition to unite against Erdogan

Former pro-Kurdish party leader Selahattin Demirtas, jailed since 2016 despite Western calls for his release, said the Turkish opposition should unite against rising oppression and moves to divide them, including a court case to ban his party.

Demirtas told Reuters that opponents of President Tayyip Erdogan's ruling AK Party (AKP) and his nationalist allies should agree shared democratic principles and form an alliance now rather than wait until elections scheduled for 2023.

"All parties which want to fight side-by-side for democracy must come together," Demirtas said in reply to written questions from Edirne prison in northwest Turkey.

Speaking of his personal condition after 4-1/2 years in prison, Demirtas said he felt very well, strong and in good morale, with a clear conscience.

"We were abducted from our homes one midnight in an illegal way and turned into political hostages. For this reason we are proud," he said. "Those who threw us here are in shame and distress. They have passed into the dirty pages of history."

A Turkish court sentenced Demirtas last month to 3-1/2 years in prison for insulting the president. However, the main case against him is ongoing.

He is being held on terrorism-related charges that he denies. The European Court of Human Rights (ECHR) has said his imprisonment is cover for limiting pluralism and debate, but Turkey has ignored its calls for his immediate release.

"The pressure, oppression and destruction is increasing each day. So, without waiting for an election, an actual democracy alliance from today would be very meaningful and valuable," he told Reuters.

In 2019 local elections, opposition parties allied to win control of Turkey's main cities and deal a blow to Erdogan. But opposition cooperation is fragile given the diverse secularist, nationalist and pro-Kurdish elements within it.

Demirtas' Peoples' Democratic Party (HDP),



A supporter of Turkey's main pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) holds a portrait of their jailed former leader and presidential candidate Selahattin Demirtas during a campaign event in Istanbul, Turkey, June 17, 2018. REUTERS/Huseyin Aldemir

the third largest in parliament, has been targeted in a years-long crackdown in which thousands of its officials and members have been jailed and many of its lawmakers and mayors unseated.

It culminated last month when a case was filed to ban the HDP for alleged militant ties. The trial has not yet begun.

Demirtas said the move showed Erdogan and his AKP had cast aside its founding principles given his past opposition to party closures.

"They have neither goals nor targets, other than staying in power," he said. "One of the aims of the closure case is to cause disputes within the opposition, to weaken and divide it. The opposition must not fall into this trap."

Ankara accuses the HDP of links to Kurdistan Workers Party (PKK) militants, who have been waging an insurgency in mainly Kurdish southeast Turkey since 1984 in which more than 40,000 people have been killed.

The PKK is designated a terrorist group by Turkey, the United States and European Union. The HDP denies such ties.

DEPENDENCE ON NATIONALISTS

Erdogan's nationalist MHP allies, led by Devlet Bahçeli, have repeatedly called for a HDP ban and Demirtas said his party was exerting increasing pressure.

The MHP "are taking advantage of the AKP's dependence on them to try and seize control of the state and reshape it, but they will never succeed in this," he said.

In the main case targeting Demirtas, he is accused of fomenting violent protests in Turkey triggered by an Islamic State attack on the Syrian town of Kobani in 2014.

Erdogan has called the ECHR hypocritical for defending Demirtas, whom he called a terrorist.

But in the interview, Demirtas dismissed it as a political trial and said the AKP bore all the responsibility for the protests, which led to the deaths of 37 people. He faces up to 142 years in prison if convicted.

Reuters' written questions were conveyed to him via the HDP and his lawyer and he responded orally to them, with his lawyer transcribing his answers.



April 05, 2021
By Khazan Jangiz

Iran executes three Kurdish prisoners in Urmia

Three Kurds were executed in Iran's Western Azerbaijan province at dawn on Sunday, human rights monitors have reported, the first since Iran celebrated the New Year late last month.

Sadiq Mahi, Ahmed Nematwand and Mohammed Mahmoudi were executed at Urmia's central prison after having been transferred to solitary confinement, the Human Rights Activists News Agency (HRANA) reported on Sunday.

The six were sentenced on drug-related charges, but three of the men had their executions halted for unknown reasons, the agency added.

The families of the deceased had been informed of the executions before they took place, according to the Paris-based Kurdistan Human Rights Network (KHRN).

One execution was carried out in March and at least 25 Kurdish civilians and activists were detained, according to data from KHRN. At least 22 Kurdish civilians and activists were sentenced from six months and 30 lashes to 15 years in prison on various charges.

Iran is one of the biggest executors in the world, with its number of death sentences branded "troubling" by UN Special Rapporteur on Human Rights in Iran Javid Rehman in a March statement.

According to a yearly report by Iran Human Rights (IHR), at least 267 people were executed in 2020, in addition to 280 executions in 2019 and 273 in 2018.



Urmia's central prison. Photo: KHRN

"Iranian authorities use the death penalty as an instrument to create fear among people - just like the way Daesh did [Arabic acronym for Islamic State]," Mahmood Amiry-Moghaddam, IHR director told Rudaw English on Sunday.

"We are very aware of the fact that the number of executions in the ethnic regions of Iran, especially in Kurdish regions increased in 2020, compared to previous years and we have called on the international community to give special attention to the situation in Kurdistan and Baluchistan," said Moghaddam, saying authorities would "back off" if "we manage to increase the political cost of executions."

Last June, dozens of human rights groups and organizations sent a joint letter to the UN Human Rights Council to extend the mandate of the UN Special Rapporteur monitoring the situation of human rights in Iran, accusing

the Iranian government of "wide range of human rights violations" in the letter, according to Radio Farda.

Activists in Iran's Kurdistan province work to secure commutation of sentences or releases for people sentenced to death by hanging for crimes including murder, despite risking arrest and facing backlash for their advocacy.

In a 2020 human rights report published by the US State Department on Tuesday, numerous human rights violations were listed in Iran, "most commonly executions for crimes not meeting the international legal standard of 'most serious crimes' and without fair trials of individuals."

According to an October 2020 survey by IHR in coordination with the World Coalition Against the Death Penalty (WCADP), 70 percent of Iranians oppose the death penalty.

HDP'S PARLIAMENTARY QUESTION: 'Human Rights Action Plan a window dressing to improve relations with EU'

Peoples' Democratic Party (HDP) Diyarbakır MPs Remziye Tosun, Dersim Dağ and Salihe Aydeniz have submitted a Parliamentary question about the "Human Rights Action Plan" unveiled by President and ruling Justice and Development Party (AKP) Chair Recep Tayyip Erdoğan.

Referring to the violations of rights committed in Turkey, especially over the past five years, the Parliamentary question of the MPs has criticized the content of the action plan, noting that "it is, in essence, described as an attempted window dressing to improve the relations with the EU."

HDP MPs have also underlined that the Ministry of Interior and the prosecutor's offices have been granted new authorities to target civil society organizations with the amendments introduced to the Law no. 5253 on Associations and the Law no. 2860 on Charity Collections.

Tosun, Dağ and Aydeniz have stressed that these amendments have seriously harmed democracy and freedom of association.

The Parliamentary question of the HDP has also attracted attention to the timing for unveiling the action plan, saying:

"In a period when new attacks targeted democratic politics through debates on the HDP's closure and the open threats against civil society organizations increased even further and around the hours when MEBYA-DER executive 79-year-old Meryem Soylu and 71-year-old Hatun Aslan, two of the 14 people detained in Diyarbakır, were arrested, AKP Chair Recep Tayyip Erdoğan unveiled the 'Human Rights Action Plan'."

'What has been done in five years'

Accordingly, HDP MPs Tosun Dağ and Aydeniz have addressed the following



* Photo: HDP

questions to Vice President Fuat Oktay: "Since the State of Emergency was declared, how many civil society organizations have been closed and for what reasons?"

"Since the declaration of the State of Emergency, how many civil society organization members and executives have been detained and arrested?"

"How many complaints have been submitted about torture and ill treatment in detention in the last five years? How many security officers have faced an investigation as a result of these complaints and how many of them have faced what kind of sanctions?"

"How many complaints have been submitted about torture and ill treatment in prisons in the last five years? How many prison personnel have faced an investigation as a result of these complaints and how many of them have faced what kind of sanctions?"

"How many meetings, press statements, demonstrations and marches have been banned in the last five years by provinces and years?"

"How many writers, academics and journalists have been detained and arrested in the last five years? How many magazines, publications and newspapers have faced fines, closures, publication bans and access blocks in the last five years? How many people have been detained and arrested due to their social media posts in the last five years?"

"How many migrants/refugees have lost their lives for reasons such as death by exposure, drowning and police violence in the last five years?"

"How many court cases has Turkey lost at the European Court of Human Rights (ECtHR) due to violations of freedom of thought, belief and expression in the last 20 years? How much compensation has been paid within this context?" (AS/SD)

Erdogan se dit victime d'« un coup d'Etat politique » de militaires à la retraite en Turquie

Dix amiraux retraités, considérés comme étant les instigateurs d'une déclaration critique du gouvernement, ont été placés lundi en garde à vue.

Dix amiraux turcs à la retraite ont été placés en garde à vue, lundi 5 avril, pour avoir critiqué le projet de contournement du Bosphore voulu par le président Recep Tayyip Erdogan et dénoncé l'islamisation croissante de l'institution militaire. Arrêtés à l'aube à leurs domiciles, les dix prévenus sont considérés comme les organisateurs d'une conspiration « visant à commettre un crime contre la sécurité de l'Etat et l'ordre constitutionnel », selon le parquet d'Ankara.

Parmi eux figure le contre-amiral Cem Gürdeniz, l'auteur de l'ambitieuse doctrine appelée « Patrie bleue », présentant le contrôle de la Turquie sur de larges pans de la Méditerranée. Quatre autres anciens officiers de la marine, soupçonnés eux aussi d'être parmi les meneurs, n'ont pas été arrêtés en raison de leur grand âge mais, ils devront se présenter à la police dans les trois jours.

En cause, la publication, samedi, d'une déclaration critique du gouvernement signée par 104 amiraux à la retraite, dont les quatorze instigateurs présumés. Une enquête judiciaire a immédiatement été ouverte contre tout le groupe, pour beaucoup des septuagénaires. Le gouvernement crie au putsch. « Tous les putschs ont commencé par une pétition », a rappelé le président Erdogan, qui à cette occasion a réuni lundi les membres de son gouvernement dans son palais de Bestepe à Ankara.

Mise en garde contre la sortie de la convention de Montreux

Dénonçant, de la part des signataires, « des allusions à un coup d'Etat politique », il a joué sur la peur de ce phénomène, récurrent en Turquie. Coup d'Etat en 1960, en 1971, en 1980, sans compter le semi-putsch de 1997 et la tentative de putsch de 2016, qui a fait 250 morts et ouvrit la voie aux purges sans fin et à l'hyperprésidence de M. Erdogan.

En quoi les amiraux à la retraite ont-ils dépassé les bornes ? Leur texte met en garde



Le président turc Recep Tayyip Erdogan assiste au grand congrès du Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur), à Ankara, le 24 mars 2021. MURAT CET N MUHUR-DAR/PPO / VIA REUTERS

contre la sortie de la Turquie de la convention de Montreux, le traité international qui régleme la navigation à travers le détroit du Bosphore et des Dardanelles, entre la mer Méditerranée et la mer Noire. Ce traité, signé en 1936, est âprement débattu depuis que le président Erdogan a mis les bouchées doubles pour réaliser son projet pharaonique, soit l'ouverture à Istanbul, entre la mer Noire et la mer de Marmara, d'un canal artificiel de navigation censé contourner le Bosphore.

Ce chantier, estimé à plus de 25 milliards d'euros, est assorti d'un plan ambitieux de construction d'une ville nouvelle des deux côtés de cette voie d'eau, baptisée « Kanal Istanbul », notamment grâce à des investisseurs venus du Qatar. Le 24 mars, le président du Parlement, Mustafa Sentop, avait déclaré que la Turquie, une fois le canal achevé, ne se sentirait plus liée par la convention de Montreux et que le président Erdogan aurait alors toute liberté d'en sortir.

Islamisation de la société

Pour les anciens officiers de marine, c'était le mot de trop. Sortir du traité « serait

contraire à l'intérêt de la nation », d'où leur « inquiétude ». Ils ne sont pas les seuls. Quelques jours plus tôt, 126 anciens diplomates avaient tiré la sonnette d'alarme, déclarant que la construction du « Kanal Istanbul » et la sortie de la convention de Montreux mèneraient « à la perte de la souveraineté absolue de la Turquie sur la mer de Marmara ».

Autre sujet d'appréhension pour les 104 pétitionnaires, l'armée, devenue de moins en moins laïque et républicaine, s'éloigne de « la voie civilisée tracée par Atatürk », le surnom de Mustafa Kemal, le père de la République turque. Avant tout, ils n'ont pas aimé les images sur les réseaux sociaux de l'amiral en exercice Mehmet Sari, apparu en tenue de prière dans la loge de la confrérie islamique Nurcu (branche Kurdoglu) dont il est le disciple. Et encore moins le fait qu'il se soit rendu sur les lieux en grande pompe, avec sa voiture de fonction et revêtu de son uniforme.

« Un éminent membre de l'armée turque fréquente les groupes et les confréries secrètes en costume officiel, ces images sont inquiétantes », ont déclaré au quotidien

Cumhuriyet les « Lions de mer », un autre groupe d'officiers de marine à la retraite. Institution non homogène, l'armée est traversée par différents courants de pensée.

Les représentants de l'aile kémaliste, favorables à la laïcité et pro-atlantistes, estiment que l'institution s'est éloignée des valeurs républicaines et laïques au profit des valeurs religieuses chères au cœur du président Erdogan, pressé de parachever son projet d'islamisation de la société.

Dérive idéologique dans l'armée

Ayant vu ses rangs lourdement purgés après le coup d'Etat manqué de 2016, l'armée a perdu bon nombre de ses cadres,

remplacés par le tout-venant. Le règlement militaire a changé. Autrefois, les membres des confréries religieuses n'étaient pas admis, aujourd'hui les portes leur sont ouvertes. Les concours d'entrée des Académies militaires sont accessibles aux élèves des imam hatip (lycées religieux qui forment les imams) et la recommandation d'une confrérie est un plus sur le CV. Il y a aussi ces petits détails, blessants pour les kémalistes. Depuis quelque temps déjà, la mention « République de Turquie » ainsi que le profil d'Atatürk ont disparu de l'insigne du mérite.

Volontiers critiques de la dérive idéologique dans l'armée, les anciens amiraux nient avoir eu l'intention de renverser le gouver-

nement. « Les vrais putschistes sont ceux qui nous gouvernent », a déclaré au quotidien Cumhuriyet Türker Ertürk, l'un des signataires. L'amiral à la retraite ne mâche pas ses mots. « Ces dirigeants sont finis, ils n'ont aucune chance de gagner des élections. En créant des tensions, ils essaient de détourner l'attention des vrais problèmes, l'inflation, la perte du pouvoir d'achat, le fiasco de la réponse sanitaire à la pandémie, la politique étrangère... »

Sa critique est sans concession : « Aujourd'hui, les dirigeants disent vouloir ouvrir une page blanche avec tout le monde, avec les Etats-Unis, avec Israël. Mais cette page blanche existait bel et bien jadis. Qui l'a salie ? Ceux qui sont au pouvoir. »

The
New York
Times

7 Avril, 2021
By Carlotta Gall

In Turkey's Failed Coup, Trainees Face the Same Stiff Punishments as Generals

The families of trainee pilots sentenced to life in prison broke their silence to protest the men's innocence. The pilots are among more than 600 trainees and conscripts swept up in prosecutions.

ISTANBUL — Their happiness shines out of the photograph: 14 graduates of Turkey's Air Force Academy celebrating their completion of a flight training program with a picture together in front of a fighter jet.

Within months, all but one of the group would be in jail, accused of joining a 2016 coup attempt that brought blood to the streets and threw the country into turmoil from which it has yet to emerge. Last November, 13 of them — the other was not on base, because he was getting married — were found guilty of trying to overthrow the constitutional order and sentenced to life in prison, their military careers and their dreams of flying F-16s dashed.

President Recep Tayyip Erdogan faced down the coup attempt and cracked down hard in the aftermath, imposing a state of emergency for two years, detaining 100,000 people and purging 150,000 public employees from their jobs. More than 8,000 military personnel were prosecuted for their part in the insurrection, including more than 600 trainees, cadets and conscripts — most in their early 20s — whose



Clothes and weapons belonging to soldiers involved in the failed coup attempt on the Bosphorus bridge in Istanbul in 2016. Getty Images

misfortune was to have been given orders that night.

Their fate has been largely overlooked in Turkey, where government rhetoric against the coup perpetrators is strident and families and lawyers of the defendants have been scared to speak out. But

after the 13 were sentenced to life in prison — 12 of them receiving “aggravated life,” the harshest form of life sentence, without parole — some of their families decided to break their silence.

“We were not expecting them to be acquitted, to be honest, but we were expect-

ing them to be released at least,” said Kezban Kalin, whose son Alper, 30, was among those sentenced. “But aggravated life?”



A picture taken remotely of Alper Kalin's parents, Kezban and Ali, at an office in Ankara. Credit... The New York Times



Alper Kalin, right, is one of 13 air force trainee pilots sentenced to life in prison on charges related to the coup attempt. Credit... Kalin family

At first, the trainee pilots and their families had trusted in the system, in part because Turkey's history has been littered with coups and lower-ranking troops had never been held accountable in such a way.

“When it comes to a coup, it is at the level

of generals,” said Ali Kalin, Alper's father, who is himself a retired army sergeant. “I want to emphasize the injustice. What did they do?” he said of the trainees.

In the summer of 2016, the group had just arrived at Turkey's Akinci Air Base outside Ankara, the capital, to start training on F-16 fighter jets — the pinnacle of a 10-year military education. On July 15, they were called in to the base take an English exam and were then told to stand by to observe a counterterrorism operation.

But Akinci air base turned out to be the headquarters of the coup plotters, a collection of military personnel and civilians who that evening ordered troops to seize control of key installations, planes to bomb Parliament and a unit of commandos to capture Mr. Erdogan.

The president evaded capture, and in a cellphone interview with a television station, he called on members of the public to face down the putsch. By morning, troops loyal to the government had regained control and attacked Akinci air base, detaining many of those involved.

The trainee pilots had been largely unaware of what was going on, according to their statements to investigators and in court, which the government challenged and which could not be independently verified.

Their cellphones had been taken away — which was normal during a military operation — and the television had been re-

moved from the mess hall where they spent much of the night sitting around, they said. They moved chairs, made tea. Some stood guard on the back entrance to the squadron building, and three were sent to the front gate and handed rifles, although the court found that they had not used them.

As the base came under fire from special forces troops, the trainees were told to leave, which most of them did around 8 a.m., driving their own cars. Alper Kalin arrived home scared and exhausted, but his parents reassured him.

“I did not think anything would happen to those trainees,” Ali Kalin said. “They did not use firearms. They were not involved in anything — just Akinci base was their place of duty.”

Eleven days later, the group was called back to the base to give testimony about the events, and they were immediately detained. Within hours, their names had appeared on a list of personnel purged from the military.

That was a bombshell for the trainees and their families from which they are still reeling. The pilots have been in detention ever since. When their parents and siblings tried to find them at police stations and army bases, they encountered insults and abuse. From being proud parents of celebrated military achievers, suddenly they were branded traitors and terrorists.

“I did not go to the hearings,” said Su-



A picture taken remotely of Ali Soylu's sister, Sumeysra, and parents, Mehmet and Mefaret, at their home in Manisa. Credit... The New York Times



Ali Soylu with his sister, mother and aunt. His sister said he hadn't wanted his family to hear the court proceedings. Credit...via Soylu Family

mevra Soylu, 25, whose brother Ali was one of the 13 detained. "There was a certain group of people, known as the plaintiffs, who were cursing and swearing loudly at the relatives of the defendants, and he didn't want us ever to hear them."

Then followed four and a half years of legal proceedings as prosecutors indicted more than 500 defendants in the Akinci base trial. In a courtroom the size of a sports arena at Sincan, outside Ankara, 80 trainee pilots went on trial alongside senior commanders and civilians accused of leading the coup. The United States-based Islamic preacher, Fethullah Gulen, was charged in absentia of being the mastermind.

Mr. Erdogan was listed among the victims of the events and was represented throughout the trial by his lawyer, Huseyin Aydin, who often clashed with the defendants and their lawyers.

"The target of the crime of breach of Constitution that many defendants, including the trainee lieutenants, were charged with was President Erdogan," Mr. Aydin said in written answers to questions from The New York Times.

The trainees were charged with being members of a terrorist organization, trying to overthrow the constitutional order, murder and attempted murder, since eight civilians died in clashes at the entrance of the base. But the prosecution did not produce evidence that implicated them in the

coup plot or the clashes that occurred, their lawyer said. The lawyer asked not to be named to avoid legal repercussions for himself.

As trainee officers, they are still undergoing their education and can only take orders, not issue them, he said. Akinci base was their place of work, so they should not be considered guilty simply for being present there, and their own commanders testified in court that the trainees had played no part in the events, he said. Yet in the end, they were convicted, along with all of the others present at the base that night, of trying to overthrow the constitutional order.

"The top commander received the same sentence. The lowest-level soldier received the same sentence," Ms. Kalin said. "How is that possible?"

Mr. Aydin said that trainee pilots had provided support services that night to the coup plotters in place of the usual staff, including transporting pilots and guarding buildings and captives. "There is no doubt that the trainee pilots contributed to the coup attempt," he said, adding that the

conviction was not final and still had to go through the appeal process.

Many Turks opposed the coup. But as the crackdown has continued for more than four years and swept up many with no connection to the events surrounding it, they have become deeply unhappy with the state of justice.

Kemal Kilicdaroglu, the leader of Turkey's largest opposition party, supported Mr. Erdogan against the coup plotters but has since accused him of orchestrating a civilian coup when he rounded up tens of thousands of political opponents, academics, lawyers and journalists who had nothing to do with the coup attempt.

The purges in the armed forces were systematic, rooting out whole units and conducting yearly roundups. Only two pilots remain in the air force from the class of 2010, to which the group of 13 belonged, said a former classmate who was among those purged.

Mr. Kalin, who served much of his career in the gendarme, said: "Our trust in the law, in the courts, in justice, in the state, in the government fell to zero. Even below zero."



Soldiers involved in the coup were beaten up and arrested in July 2016. Credit...Gokhan Tan/Getty Images

By now, the purges and prosecutions have included thousands in the military — officers and cadets alike.

"Is it OK to darken the lives of that many people without discriminating between the innocent and the guilty?" said Hatice Ceylan, whose son Burak, 29, is among the 13 trainees sentenced. "They are just children. There are plenty like my son, rotting in jail."

En visite à Ankara, les dirigeants européens proposent un « agenda positif » au président Erdogan

Charles Michel, le président du Conseil, et Ursula von der Leyen, son homologue de la Commission, veulent croire à la reprise d'une relation apaisée avec la Turquie, un « partenaire important », notamment sur la question de l'accueil des réfugiés.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a eu droit, mardi 6 avril, à un traitement de faveur dont peu de chefs d'Etat peuvent se vanter d'avoir bénéficié.

Charles Michel, le président du Conseil européen, et Ursula von der Leyen, son homologue de la Commission, sont venus tous deux jusqu'au palais présidentiel de Beştepe, à Ankara, pour lui exposer les grandes lignes du « nouveau chapitre » que l'Union européenne (UE) souhaite ouvrir dans sa relation avec la Turquie.

La visite a eu lieu à l'invitation de M. Erdogan, soucieux, au moment où son pays est sous le coup de sanctions américaines et alors que son économie bat de l'aile, de recoller les morceaux de la relation avec le Vieux Continent, abîmée par son chantage aux migrants, ses ambitions énergétiques en Méditerranée orientale, l'envoi de mercenaires syriens en Libye et dans le Caucase.

L'accord de 2016 sur les flux migratoires prolongé

Les dirigeants de l'UE veulent capitaliser sur les concessions faites tout récemment par le numéro un turc, devenu plus conciliant envers la Grèce et Chypre. Les navires turcs qui prospectaient sur les gisements gaziers grecs et chypriotes en Méditerranée ont été rappelés au port, et les pourparlers directs entre Athènes et Ankara, interrompus depuis 2016, ont repris leur cours.

Les Vingt-Sept veulent croire à la reprise d'une relation apaisée avec Ankara, un « partenaire important », notamment sur la question de l'accueil des réfugiés, pour la plupart des Syriens. « Nous sommes reconnaissants à la Turquie pour l'accueil des réfugiés », a tenu à souligner M. Michel, lors de sa visite.

L'accord, signé en 2016 avec l'Europe et



Les responsables européens, Charles Michel, et Ursula von der Leyen, en visite au palais présidentiel de Recep Tayyip Erdogan, le 6 avril à Ankara. BUREAU DE PRESSE PRESIDENTIEL / HANDOUT VIA REUTERS

par lequel les autorités turques s'engagent à bloquer les flux migratoires vers la Grèce, en contrepartie d'une aide financière, soit 6 milliards d'euros, sera prolongé. « Je suis très attachée à assurer la continuité du financement européen », a insisté Mme von der Leyen, à l'issue des entretiens avec le président turc.

Les 3,6 millions de réfugiés syriens actuellement hébergés par la Turquie étant voués à rester, l'aide humanitaire ne suffit plus, il faut développer des projets d'intégration. Ce sujet préoccupe particulièrement l'Allemagne et la démocratie-chrétienne (CDU) de la chancelière, Angela Merkel, en cette période de campagne électorale. Une préoccupation partagée par M. Erdogan, qui s'est dit favorable, selon son porte-parole, Ibrahim Kalin, à une « extension rapide » du pacte, arrivé à expiration en mars.

« L'UE met en scène le spectacle de sa fai-

blesse par rapport à la Turquie. C'est [son] impuissance à maîtriser ses frontières qui produit cette faiblesse sidérante », s'offusque l'eurodéputé François-Xavier Bellamy, pour qui « l'Europe fait une lecture erronée de la situation actuelle : la Turquie est fragilisée, et l'UE a des leviers à sa disposition pour poser ses exigences ».

Visibilité induite au moment où Erdogan renforce la répression

D'exigences, il ne saurait être question. Les chefs d'Etat et de gouvernement européens proposent un « agenda positif », avec, à la clé, une possible modernisation de l'accord d'union douanière pour un accès plus large au marché européen, l'octroi de facilités de visas pour les ressortissants turcs et le renouvellement de l'accord migratoire. « Nous voulons aller de l'avant ensemble vers de meilleures relations à l'avenir, mais nous sommes au début du chemin, et les se-

maines et mois à venir montreront jusqu'où on pourra aller », a affirmé Mme von der Leyen, évoquant un processus « graduel, proportionné et réversible ».

Pour l'UE, la nécessité de maintenir une relation stable avec la Turquie semble l'emporter sur la volonté de voir des avancées en matière d'Etat de droit. La visite des dirigeants européens au palais de M. Erdogan ne pouvait pas tomber plus mal, offrant à ce dernier une visibilité indue au moment où il renforce la répression.

La veille, il n'avait pas hésité à faire arrêter dix amiraux à la retraite, signataires d'une lettre ouverte critique du gouvernement.

Un peu plus tôt, le député du Parti de la démocratie des peuples (HDP, gauche prokurde), Ömer Faruk Gergerlioglu, était arrêté chez lui et emmené en prison, où il doit pur-

ger deux ans et demi pour une phrase rédigée en 2016 sur son compte Twitter. Dans le même temps, une procédure judiciaire a été entamée par les autorités turques pour interdire le HDP, la seconde force d'opposition au Parlement, au mépris des six millions d'électeurs qui ont voté pour cette formation lors des élections législatives de 2018. Sans compter les cinquante et un maires kurdes du HDP destitués et remplacés par des administrateurs nommés par le gouvernement.

Dépendance de l'UE à l'égard d'Ankara

Le 20 mars, enfin, M. Erdogan a dénoncé la convention d'Istanbul, un traité européen destiné à protéger les femmes des violences sexistes. « C'est un mauvais signal », a rappelé la présidente de la Commission européenne.

« La Turquie doit respecter les droits humains », a-t-elle renchéri, citant les cas du mecène et personnalité de la société civile Osman Kavala, ainsi que celui du dirigeant kurde Selahattin Demirtas, tous deux emprisonnés malgré les décisions des juges de la Cour européenne des droits de l'homme qui ont statué en faveur de leur libération.

La question des droits humains est « non négociable », a tenu à rappeler Mme von der Leyen. Mais la dépendance de l'UE à l'égard de la Turquie, à laquelle elle a délégué l'accueil des migrants, semble avoir eu raison des réticences que ces derniers événements auraient pu susciter.



10 Avril, 2021

Iran : plus de 247.300 décès dus au coronavirus dans 535 villes

Un membre du comité scientifique du CNLC : Notre taux de mortalité est désormais à trois chiffres et va le rester pendant quelque temps. Si nous nous y étions pris plus tôt et avec plus de sérieux, nous n'aurions pas actuellement eu un tel taux de cas positifs et de mortalité. Il était clair comme le jour que cela arriverait. (Agence Isna, 9 avril)

· Tavakoli, numéro 2 du CNLC : Hier, le nombre total d'hospitalisations à Téhéran était de 5500 et le nombre de morts à Téhéran était de 58, un chiffre qui augmente en raison de la gravité de l'infection. (Agence Irna, 9 avril) L'agence Mehr du 9 avril 2021 : Selon un rapport de trois facultés de médecine de Téhéran, plus de 300 malades du coronavirus étaient en attente de soins intensifs ces deux derniers jours.

La faculté de médecine d'Illam: ces dernières semaines, le nombre de patients a été multiplié par 10. (Agence Tasnim 9 avril 2021)

L'Organisation des Moudjahidine du



peuple d'Iran (OMPI/MEK) a annoncé 9 avril 2021, que le nombre de décès dus au coronavirus dans 535 villes est supérieur à 247.300.

Le bilan des morts dans les provinces est le suivant : Téhéran 56.701, Ispahan 16.145, Khorassan-Razavi 15.935, Khouzistan 14.779, Mazandaran 10.540,

Lorestan 10.424, Azerbaïdjan oriental 9983, Azerbaïdjan occidental 9298, Guilan 8651, Fars 7277, Golestan 6370, Alborz 6158, Sistan-Baloutchistan 5676, Kerman 5474, Markazi 5143, Yazd 4444, Kurdistan 4272, Ardebil 3072, Khorassan du nord 3728, Zanjan 2685, Ilam 2531, Chaharmahal-Bakhtiari 1995 et Kohgiluyeh-Boyer- Ahmad 1914.

L'Europe face au sultan

S'inspirant de Vladimir Poutine qui expulsa en février des diplomates d'Allemagne, de Pologne et de Suède au cours de l'entretien entre Josep Borrell et Sergueï Lavrov à Moscou, Recep Tayyip Erdogan a humilié l'Union en reléguant Ursula von der Leyen sur un sofa, à bonne distance de Charles Michel et de lui-même. Il a ainsi affiché son mépris pour l'égalité entre les sexes et plus largement pour les valeurs universelles dont se réclame l'Europe, dans le droit fil du retrait d'Ankara de la convention d'Istanbul destinée à lutter contre les violences faites aux femmes.

Cette mise en scène indigne, dont il reste incompréhensible que les deux plus hauts dirigeants de l'Union s'y soient soumis, souligne l'inconséquence de la politique d'apaisement poursuivie vis-à-vis de la démocratie islamique de Recep Tayyip Erdogan. Elle illustre le fossé entre les ambitions de l'Union et son incapacité à défendre ses intérêts comme ses principes. Avec la Turquie, l'Union est en passe de faire la démonstration de son impuissance à assurer sa sécurité.

Sur le plan intérieur, Recep Tayyip Erdogan a achevé la liquidation de l'héritage de Mustafa Kemal, avec pour symbole la transformation de Sainte-Sophie en mosquée en juillet 2020. Il concentre tous les pouvoirs de par la Constitution de 2018 et a créé un État AKP qui contrôle l'économie et islamise la société, quadrillée par des milices armées.

Sur le plan international, la Turquie poursuit méthodiquement la reconstitution de l'empire ottoman. Elle s'est mise au ban de l'Alliance atlantique en déployant des systèmes antimissiles russes S-400. Elle multiplie les

interventions militaires dans le nord de la Syrie et de l'Irak, en Libye et au Haut-Karabakh. Enfin, elle déstabilise l'Europe en violant la souveraineté de la Grèce et de Chypre en mer Égée, en réislamisant les Balkans, en manipulant les communautés turques émigrées et en pratiquant un chantage aux 4 millions de réfugiés qu'elle menace de lancer vers le continent.

Force est de constater que les Européens, tétanisés par l'arme fatale des migrants, commettent une double erreur face à la Turquie. D'un côté, ils sous-estiment la menace stratégique que constitue la démocratie islamique d'Ankara. Mais de l'autre, ils surestiment la position de Recep Tayyip Erdogan, qui est surtout fort des faiblesses de l'Union.

Avec plus de 3 millions de cas et un chiffre officiel de 30 000 morts - mais dans la réalité plus du double -, la Turquie paie un tribut très lourd à l'épidémie de Covid-19. Elle fait partie des rares pays à avoir enregistré une croissance positive en 2020 (1,8 %), mais au prix d'une politique insoutenable fondée sur la hausse de 25 % de la dette des ménages en trois mois et sur un déficit de la balance courante de 5 % du PIB. La récession n'a été que différée et amputera la richesse nationale de 4 à 5 % en 2021, sur fond d'un chômage touchant 17,4 % de la population active en dépit de l'interdiction des licenciements et d'une inflation sortie de tout contrôle à 16 %.

Depuis l'élection de Joe Biden, Recep Tayyip Erdogan ne bénéficie plus de la complaisance des États-Unis. Sa relation avec la Russie de Vladimir Poutine est dans l'impasse du fait de leur confrontation en Syrie et dans le Caucase. La Turquie est totalement isolée au sein du monde arabo-mu-

sulman où les Frères musulmans sont discrédités ; il n'est pas jusqu'au Qatar qui a renoncé à assurer ses fins de mois.

La politique d'apaisement de l'Union est d'autant plus absurde alors qu'elle se trouve en position de force en absorbant 41 % des exportations et en générant les deux tiers des investissements directs étrangers en Turquie. Elle doit céder la place à une stratégie de cantonnement de la démocratie islamique de Recep Tayyip Erdogan, en application du proverbe turc qui veut que « sabre d'argent coupe sabre d'acier ». Et ce autour de sept priorités : l'arrêt des négociations autour de l'adhésion de la Turquie à l'Union ; la suspension de l'accord douanier et l'instauration de sanctions économiques contre Recep Tayyip Erdogan, sa famille et les oligarques proches en cas de poursuite des agressions ; la conditionnalité de toute aide européenne à la saisine de la Cour internationale de justice de La Haye sur la délimitation des zones économiques exclusives en mer Égée ; le non-renouvellement de l'accord léonin de 2016 sur les migrants ; le soutien à la Grèce et à Chypre et la mise en place d'un contrôle strict des frontières terrestres et maritimes avec la Turquie ; le dialogue avec la société civile et les forces démocratiques turques associé au démantèlement des réseaux islamistes et nationalistes turcs en Europe ; la suspension de la coopération militaire avec la Turquie au sein de l'Otan.

L'Union européenne connaît à l'occasion de l'épidémie de Covid-19 un moment de vérité. Mais si elle échoue, elle ira vers la désintégration. Continuer à céder à Erdogan, ce n'est pas seulement affaiblir gravement la sécurité du continent, c'est dire adieu à l'Europe !

POLITICO April 12, 2021
By Matthew Karnitschnig

Europe deserves Erdoğan's sofa

Turkish leader Recep Tayyip Erdoğan's quarantining of European Commission President Ursula von der Leyen to his receiving room sofa in Ankara last week united the fractious Continent — in outrage.

Amid the gaudy décor of Erdoğan's fake sultan's palace, the choreography evoked an absurdist painting: at the center of the action, the Turkish president, with his trademark man-spread on full display seated next to a jittery Charles Michel, the president of the European Council; across the room, perched upright on a sofa, von der Leyen in a neat red blazer, a picture of the well-bred German Frau, hands neatly clasped in her lap, in silent defiance.

The image absolutely enraged Europeans, left, right and center. Iratxe García Pérez, leader of the Socialists & Democrats group in the European Parliament, called von der Leyen's treatment "shameful." Italian Prime Minister Mario Draghi, a man famous for his temperate tone, made no effort to disguise his anger over what he described as von der Leyen's "humiliation," comparing Erdoğan on Thursday to a "dictator."

All because of a sofa?

Not exactly.

If Europe itself were on the couch, the sofa might represent something else: the sum of the region's insecurities, resentments and, above all, the depth of its inferiority complex.

Contrary to the prevailing European perception, the episode wasn't chiefly about disrespect of women, but power. The European Union, through its shiny buildings and the grand titles of its various "presidents," tries hard to project power. A bit too hard, in fact. And people with real power, like Erdoğan, not only see right through the fakery, they revel in putting the Europeans in their place — on a sofa, if need be.

Angela Merkel has never been banished to Erdoğan's sofa. Why? Because Erdoğan takes her and her power seriously. Given that neither Michel nor von der Leyen (their titles notwithstanding)

have much power, humiliating them is all the more tempting for someone like Erdoğan. It goes down well with his base and carries zero downside risk. What's the EU going to do about it?

Not even Michel and von der Leyen seem to know. Since the incident, they've been too busy pointing fingers at one another and their aides for the "protocol" mishap.

In his effort to claim innocence, Michel, a former Belgian prime minister, appears to have gone through the five stages of grief and back again. Mainly, he is just "saddened," Michel confessed in a Facebook post last week. But what he seems most upset about is that he got caught on live TV acting like a chauvinist cad by not offering von der Leyen his seat.

The rivalry in Brussels between Michel and von der Leyen is no secret. And judging by the Commission's response, von der Leyen has enjoyed every minute of Sofagate. Her staff milked the perceived slight in Ankara for everything it was worth. Less than 24 hours after the episode, von der Leyen's aides had already delivered detailed reports on how MEPs and the public were reacting.

"Overall, PEC and Erdogan are blamed for their attitude — clear support to the President with new hashtags like #WeWantOurSeat or #GiveHerASeat," read one internal analysis viewed by POLITICO (PEC refers to the president of the European Council, Michel).

It's telling that the real purpose of the EU leaders' mission to Ankara has been drowned out by the collective indignation over the seating arrangements. But then, few in Europe like to be reminded of the degree to which they rely on Turkey to keep the huddled masses from the Middle East and Africa at bay. Nor do they want to be reminded that the arrangement involves billions in cold, hard cash.

It's less jarring to, as Germany's public TV broadcaster did in its report on the visit, highlight Erdoğan's absence from the post-meeting press conference, where von der Leyen and Michel spoke to the sanctity of human rights and the Istanbul Convention (so what if few Europeans had

ever even heard of the accord until Erdoğan's recent decision to withdraw from it).

Never mind that Turkey has taken in millions more refugees than wealthy Europe.

The European reaction is typical of people plagued by feeling inadequate and powerless. Instead of acknowledging Europe's continued reliance on Turkey to keep migrants off the Continent and the questionable concessions the EU has made to keep that arrangement alive, they focus on style, manners — and especially their particular definition of "morality."

For even if Europe fails at the power game, it is in a class of its own when it comes to projecting moral superiority.

Only a cynic would suggest the EU's engagement with Turkey was about paying it off to keep hosting refugees, Brussels' argument goes. The real mission was human rights, and, in particular, women's rights. The Istanbul Convention! What more is there to say?

Erdoğan is the perfect foil for Europe's morality patrol. He's uncouth, a populist-cum-dictator and, most important — though never to be mentioned or acknowledged — a Muslim.

Europeans may buttress their outrage over Erdoğan's treatment of von der Leyen with the vocabulary of feminism, but the subtext is unmistakable to anyone familiar with the anti-Islamic strain that pervades European society. To many European eyes, Erdoğan didn't just treat von der Leyen with disrespect by sticking her on the sofa, rather he handled her like "they" do all women.

One could almost hear the collective sigh in the reaction to the video from Ankara: How lucky we are to be European.

That's why, instead of attacking Erdoğan, Europeans should be thanking him.

He didn't just reunite Europe's tribes for a few days, he helped them feel like real Europeans again.

European women petition for Michel's resignation over sofagate

A group of European women's organizations started a petition urging European Council President Charles Michel to resign over sofagate, the name given to Michel's failure to yield a seat to European Commission President Ursula von der Leyen while visiting the Turkish president.

Michel has been at the center of global controversy since he took a seat from under von der Leyen during their meeting with President Recep Tayyip Erdoğan on April 7, dubbed "sofagate" by the press since.

Led by the Millennia2025 Women & Innovation Foundation, a collection of women's organizations started a petition for Michel's resignation on the grounds that he "humiliated" von der Leyen, Turkish agencies reported on April 12. The petition said that Michel's oversight was an error against diplomacy, against the European Union (EU) and against human rights, particularly women's rights.

The petition said that Michel "fell into the trap set for you by Mr Erdoğan," noting the Turkish president's recent decree to withdraw Ankara from Istanbul Convention, an international document protecting women's rights.



"By ostensibly taking leadership as a man over a woman who is your political equal, you offer reinforcement to the dictator on the crush he wants to impose to women and girls of Turkey,"

the petition told Michel about the Turkish president.

The petition received over 5,000 signatures on April 12, less than 24 hours before it ended.

Turkey ranks fourth globally in daily COVID-19 cases after normalization process in March

Turkey ranks fourth globally in daily COVID-19 infections numbers, which peaked near 56,000 last week - a five-fold jump from early March, when President Recep Tayyip Erdoğan loosened social curbs in what he called a period of "controlled normalization."

In the face of these numbers, Erdoğan is likely to order a tightening of restrictions this week ahead of the vital tourism season, a senior government official told Reuters on April 12. Ankara has blamed lax public adherence to rules and virus variants for the surge, and on March 29 it announced weekend lockdowns and closed restaurant dining for Ramadan, the Islamic fasting month that starts on April 13. But the official told Reuters the short-lived normalization period did not go well and measures were set to be tightened even more after a cabinet meeting scheduled for April 13.

"There does not appear to be a solution other than taking much harsher measures," the per-

son said. Erdoğan's cabinet will act on proposals made by a government science board that meets on April 12 evening, the official added, requesting anonymity.

The official said steps may include limiting intercity travel, which doctors say is key to transmission, restricting movement of those under 20 and over 65 years, and closing sports and leisure facilities. Separate sources on the 38-member science board said some wanted a complete lockdown throughout Ramadan or failing that, restrictions on movement between cities and reductions in public transport use within cities by adjusting work shifts.

"The plan is to lower case numbers before the tourism season fully begins, because daily case numbers above 50,000 will impact tourism in a seriously negative way," the official said. Last year the pandemic slashed Turkey's tour-

ism revenues - a major source of foreign currency to curb its chronically high current account deficits - by two-thirds to \$12 billion.

Based on Erdoğan's March 29 announcement, restaurants may be limited to delivery and take-outs during Ramadan, while a nationwide curfew from 9 pm until 5 am will continue.

Since January, Turkey has administered 18.7 million vaccinations. Some 11 million people have received a first dose, out of a population of 84 million.

Nurettin Yiğit, head doctor at a specially-built pandemic hospital in Istanbul, said the shots had helped lower the average age of inpatients to below 60, lessening intensive care patients and deaths.

"We plan to have vaccinated a large proportion of the country by June. If we can advance towards this goal, this looks like being the last big wave," he said.

Erdogan's Pact with the Ultra-Nationalists

Turkish President Recep Tayyip Erdoğan is doing what he can to hold on to power – and is following his right-wing extremist coalition partner back to the confrontational style of politics the country saw in the 1990s. Opposition activists are concerned for their safety.

Turkish mafia boss Alaattin Çakıcı has spent decades terrorizing rivals and those holding different political views than his own. As one of the leading figures of a right-wing extremist group called the Grey Wolves, which has focused its ire in the past on leftists, Kurds and Alawites, Çakıcı is thought to be responsible for at least 41 political murders. In 2004, a court sentenced him to 19 years in prison, in part for having his ex-wife murdered in front of their son.

A lot of people breathed a sigh of relief when he was locked up. One of the most dangerous enemies of Turkish democracy had been removed from public life for an extended period.

Now, though, Çakıcı is back. Last April, he was released from high-security Sincan Prison as part of an amnesty related to the coronavirus pandemic. Since then, he has increasingly become a voice in Turkish politics.

Power Shift

Shortly after his release, Çakıcı visited his ally Devlet Bahçeli, head of the right-wing extremist party MHP and President Recep Tayyip Erdoğan's coalition partner. In November, he issued a death threat to opposition leader Kemal Kılıçdaroğlu. "Watch your step," he wrote on Twitter. And when thousands of students took to the streets of Istanbul at the beginning of the year to protest the appointment of an Erdoğan confidant to the position of rector of the renowned Bosphorus University, he branded the demonstrators terrorists.

Çakıcı's newly expanded public profile is the expression of a fundamental power shift in Turkey. For many years, Erdoğan pursued a religious agenda. But following the 2016 putsch attempt involving followers of the Islamist cleric Fethullah Gülen, he has turned to the ultra-nationalists. Since the presidential and parliamen-



Ultra-nationalist football fans in Istanbul Foto: SEDAT SUNA / EPA-EFE

tary elections of 2018, he has governed in a coalition with Bahçeli's secular, right-wing extremist Nationalist Movement Party (MHP).

The party is the political arm of the Grey Wolves. It may only attract around 7 percent support in political surveys, but its importance has increased massively in recent months – as has the influence of Grey Wolves veterans like Çakıcı. Whether it is a conflict over natural gas with Greece, the fight against terrorism or Ankara's approach to minorities, government policy is increasingly influenced by the MHP. Just how extensive the influence of the right-wing extremists has become could be seen in mid-March, when the chief public prosecutor, at Bahçeli's insistence, submitted an application to the country's highest court to ban Turkey's second-largest opposition party, the left-wing, pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP).

Erdoğan has been consistent in his efforts to avoid party bans. His own party, the Muslim-conservative Justice and Development Party (AKP), was almost prohibited in 2008. Ultimately, though, he succumbed to Bahçeli's pressure, say observers in Ankara. "Bahçeli has taken the most powerful man in Turkey as his hostage," says Turkish journalist Can Dündar.

"Erdoğan carries the drum, but Bahçeli pounds out the beat."

Many Europeans see the Turkish president as a kind of modern-day sultan, who can do whatever he likes in Turkey. In fact, though, Erdoğan has never been strong enough to govern the country on his own.

Early on in his tenure, Erdoğan cooperated with the liberals, taking steps to prepare his country for accession to the European Union and opening Turkey up to foreign investors. Later, he formed a coalition with the Islamist Gülen movement, which shares Erdoğan's disdain for the secular elite. Together, Erdoğan and Gülen locked away hundreds of opposition activists, condemning them as terrorists in a series of show trials. When the Gülen movement became too powerful, he tried to strike a balance with the Kurds, with whom he introduced an historic peace process. Following the success of the HDP in 2015 parliamentary elections, though, he turned his back on them, too. The only partners left for him were the ultra-nationalists.

Covert Ruler

Presidential confidantes report that Erdoğan and Bahçeli actually can't stand each other. Erdoğan's roots are in the Islamist Milli-Görüş movement, which was

oppressed in the 1980s and '90s by right-wing extremists and Kemalists in the state apparatus. He, himself, is hardly a passionate nationalist, with the community of Muslims, the umma, consistently more important to him than the nation. When he rose to power in 2003, he pledged to break with the right-wing extremist networks in the military, police and judiciary, the so-called "deep state."

Now, though, the "deep state" is more powerful than ever before. Because Erdoğan doesn't have enough loyalists of his own, he replaced Gülen movement followers in the judiciary, police and military with loyalists from the Grey Wolves following the 2016 putsch attempt, says parliamentarian Mustafa Yeneroğlu, a former member of the AKP leadership who has since switched allegiances to the liberal-conservative Democracy and Progress Party (DEVA). "Erdoğan has made precisely those powers that have fought against us for years into the covert rulers of the country," he says.

The right-wing extremists are no longer particularly shy about leveraging their grip on power. Those who dare criticize the MHP are threatened or, like the opposition politician Selçuk Özdağ, even attacked.

The deputy head of the Mulism-conservative Future Party of former Prime Minister Ahmet Davutoğlu, Özdağ had the temerity to point out inconsistencies in Bahçeli's political platform. In January, he was attacked by several club-wielding men in front of his home in Ankara, beaten so badly that he wound up in the hospital. Özdağ isn't the only government critic who

has been the victim of presumably right-wing attacks in recent weeks. In early March, journalist Levent Gültekin was beaten by 25 men in front of his Istanbul office after he referred to the MHP ideology on air as an "illness."

According to Özdağ, the situation in Turkey today is similar to how it was in the 1980s and '90s, when right-wing extremist groups, especially the Grey Wolves, hunted down their opponents. Thousands of leftists, Kurds and Alawites were murdered back then, frequently at the behest of the state.

Erdoğan tolerates the right-wing extremists. Even as tens of thousands of opposition activists have been arrested in Turkey over the past several years, the attacks on parliamentarians and journalists have gone unpunished. Mafia boss Alaattin Çakıcı has also been allowed to spread his message of hate with no consequences.

Erdoğan apparently can't afford to offend the MHP. The Turkish economy is mired in crisis, with the coronavirus pandemic having made the situation even worse. Meanwhile, Erdoğan's AKP has slipped in the polls to just 30 percent. His re-election to the presidency is entirely dependent on support from the right-wing extremists.

Back to the 1990s

And re-election is all that the president cares about, with all of his other political goals coming second – particularly reconciliation with the Kurds. At one point, Erdoğan granted more rights to the Kurds than any Turkish president before him. He loosened the ban on the Kurdish language and invested billions in the infrastructure of southeastern Turkey, where the Kurds

are in the majority. In 2013, he was on the brink of finding a political solution to the conflict with the Kurdish terrorist organization PKK.

Driven by the ultra-nationalists, though, the president has now returned to the bellicose policies of the 1990s. The former co-leader of the HDP, Selahattin Demirtaş, has been in prison since 2016, along with thousands of other HDP members. More than 50 Kurdish mayors were removed from office.

With the move to ban the HDP, Erdoğan and the right-wing extremist Bahçeli are taking the next step. They are trying to push the entire Kurdish movement out of Turkish politics. "It is our honorable duty to close the HDP on behalf of future generations so that they cannot return under a different name," says Bahçeli. The Constitutional Court may have sent the application back to state prosecutors two weeks ago due to formal errors, but hardly anybody in Turkey doubts that legal proceedings will be opened sooner or later.

The next presidential and parliamentary elections are scheduled for 2023. Observers believe that Erdoğan and Bahçeli could, though, call snap elections for as early as this fall in order to avoid the possibility of further economic deterioration. Just three days after prosecutors submitted their application for the ban of HDP, Erdoğan fired the head of the Turkish central bank and decreed his country's withdrawal from the Istanbul Convention, aimed at preventing violence against women. Indeed, it looks as though Erdoğan is again pursuing the same strategy that has brought him victory in past elections: The radical polarization of Turkish society.



April 13, 2021
By Tahsin Qasim

Yazidi returnees protest lack of basic services in Shingal village

Despite its liberation from the Islamic State (ISIS) four years ago, only a handful of Yazidis have returned to the war-ravaged village of Siba Sheikh Khidir.

Returnees have begun protesting the lack of basic services.

"Daesh [ISIS] attacked us with weapons, and we survived them. But they [the Iraqi government] will kill us with their policies.

They do not allow people to return home. All we want is for the government to hear our voices," said teacher Faysal Dakhil.

"There is no water or electricity here. During the summer we are forced to take shelter in the ruined buildings just to escape the heat," said Shirin Khalal.

An estimated 5,000 families used to live in the village before the ISIS attack, but only 65 have returned.

ISIS militants swept across northern Iraq in August 2014, committing genocide against the Yazidis, an ethnoreligious minority who primarily lived in the Shingal district. In the first days of the ISIS attack, militants killed around 1,300 people, according to figures from the Kurdistan Region's office for rescuing kidnapped Yazidis.

Sliding in the Polls, Erdogan Kicks Up a New Storm Over the Bosphorus

The unpredictable roller coaster that has become Turkish politics was on full display this past week after 104 retired admirals publicly challenged President Recep Tayyip Erdogan in an open letter — and 10 of them ended up in jail, accused of plotting a coup.

It was no accident that the episode came as Mr. Erdogan finds himself in the midst one of the most intense political passages of his career, as the worsening pandemic and economy have left the president sliding in the opinion polls even as he amasses more powers.

To inspire the party faithful, Mr. Erdogan has returned again to herald one of his favorite grand ideas: to carve a canal, through Istanbul, from the Black Sea to the Marmara Sea to open a new shipping route parallel to the narrow Bosphorus.

For now, the use of those natural waterways is governed by the Montreux Convention, an international treaty forged in 1936, between the two World Wars, in an attempt to eliminate volatile tensions over one of the world's most vital maritime choke points.

Alongside his support for the canal construction project, Mr. Erdogan has signaled that he could dispense with the treaty. A spokesman for the Justice and Development Party, or A.K.P., told a television presenter last month that the president had the power to do so if he wanted.

Alarm was not long in following.

Under the treaty, Turkey agreed to free passage of civilian and trade vessels but a strict control of warships, especially of outside powers, which has held the peace in the region. While analysts say that renegeing on the agreement is both unlikely and dangerous for Turkey, the mere suggestion threatens to send ripples of anxiety throughout the region and beyond.

Among the first to object strongly were Turkey's own retired admirals, who last weekend put their names to an open letter on a nationalist website warning that the Montreux Convention was an important

founding document for Turkey's security and sovereignty and should not be put up for debate.

On Monday, Mr. Erdogan confirmed Turkey's commitment to the treaty but denounced the admirals. On Wednesday, he came out roaring and combative with a speech to A.K.P. lawmakers, blaming the main opposition party, the Republican People's Party, for the whole episode.

The issue, the political columnist Murat Yetkin wrote on his blog, the Yetkinreport, "shifts the current agenda from the pandemic and the economy to fields that the A.K.P. likes."

The pandemic's toll is now worse than ever in Turkey, with more than 50,000 new cases recorded daily. An increasingly sharp economic crunch looms, too, as the government's pandemic support for businesses is scheduled to end and inflation and unemployment remain alarmingly high.

In the midst of the troubles, Mr. Erdogan's party has slipped to below 30 percent in a recent opinion poll, and his political ally, the Nationalist Movement Party, has fallen as low as 6 percent, making his re-election to the presidency in 2023 seem increasingly difficult.

Even his own supporters recognize that a bruising fight lies ahead. "We have entered the long two-year election process leading to the 2023 elections," Burhanettin Duran, the director of SETA, a pro-government research organization, wrote in a column in the Daily Sabah newspaper this past week. "Due to the recent declaration," he said, referring to the admirals' letter, "now there is a possibility that the process will be painful." He predicted a combined domestic and international campaign against Mr. Erdogan's government.

Mr. Erdogan has promised that his multi-billion-dollar canal plan would create a construction and real estate boom and bring in revenue from an increase in ship-traffic.

Opposition parties have denounced the project as a corrupt, moneymaking scheme, warning that the canal would be financially unsustainable and would destroy Istanbul with uncontrolled urban sprawl.

Investigative journalists have exposed real estate deals in which prospectors from the Middle East have bought up much of the land along where the canal will be built.

Yet Mr. Erdogan said at a regional party congress in Istanbul in February that the project would go ahead, despite opposition.

"They don't like it, do they? They are trying to prevent it, aren't they?" he said in his keynote speech. "Despite them, we will build the Istanbul Canal."

The admirals are far from the only opponents of the canal. Others include the popular mayor of Istanbul, Ekrem Imamoglu, along with environmentalists, ecologists and urban planners.

But the admirals raised particular ire from Mr. Erdogan and his fellow Islamists by including in their letter criticism of a currently serving admiral who was caught on video attending prayers with a religious sect. The retired admirals made a point of reaffirming their adherence to the secular ideals of the Turkish republic's founding father, Mustafa Kemal Atatürk.

The government machinery pounced swiftly.

Ten of the signatories were detained on Monday, and another four were ordered to report to the police but were not jailed in view of their advanced years. Mr. Erdogan accused them of plotting a coup, a toxic allegation after four years of thousands of detentions and purges since the last failed coup. Some saw that as a warning to serving officers who might have similar thoughts.

Mr. Erdogan had "got his groove back" Steven A. Cook, a senior fellow for Middle East and Africa Studies at the Council on

Foreign Relations in New York, wrote in an analysis.

The admirals' letter did not come out of the blue. A year earlier, 126 retired Turkish diplomats had penned an open letter warning against withdrawing from the convention. The debate reveals the deep divisions between secularists and Islamists that have been tearing Turkey apart since Mr. Erdogan's rise to power in 2002.

Caught up in their own dislike of the secular republic that replaced the Ottoman Empire, the Islamists distrust the Montreux Convention, said Asli Aydintasbas, a senior fellow with the European Council on Foreign Relations. That was an erroneous reading of history, she added, but Mr. Erdogan feels that the convention needs "to be modernized to meet Turkey's new coveted role as a regional heavyweight." Secularists, as well as most Turkish diplomats and foreign policy experts, see the

Montreux Convention as a win for Turkey and fundamental to Turkish independence and to stability in the region.

Russia would have most to lose from a change in the treaty, said Serhat Guvenc, a professor of international relations at Kadir Has University in Istanbul, although any alteration or break up of the convention seems inconceivable, since it would demand consensus from the multiple signatories.

"Russia would resent it and be provoked," he said. The United States and China would gain, since neither currently is allowed to move large warships or aircraft carriers into the Black Sea.

Most analysts said that Mr. Erdogan and his advisers knew the impossibility of changing the Montreux Convention, but that the veteran politician is using the

issue to kick up a storm.

"It is the government's way of lobbying for the canal," Ms. Aydintasbas said. "Erdogan is adamant about building a channel parallel to the Bosphorus, and one of the government's arguments will likely be that this new strait allows Turkey to have full sovereignty — as opposed to the free passage of Montreux."

That interpretation is both inaccurate and dangerous, she said. "Inaccurate because as long as Montreux is there, no vessel is obliged to use the new canal. Dangerous because it could aggravate the Russians and the international community."

Your preference has been stored for this browser and device. If you clear your cookies, your preference will be forgotten.

Kurdistan au féminin 14 Avril 2021

14 avril : Journée Commémorative de l'Anfal, opération génocidaire contre les Kurdes

Le régime du dictateur irakien, Saddam Hussein a massacré plus de 182 000 Kurdes, dont des femmes, enfants et vieillards, par des armes chimiques et dans des camps de concentration et a détruit 5 000 villages entre février et septembre 1988.

Le plus connu de ces massacres a eu lieu à Halabja où plus de 5000 civils kurdes ont péri le 16 mars.

Il y a 33 ans, la ville d'Halabja, au Kurdistan du Sud, était bombardée à l'arme chimique sur ordre de Saddam Hussein. Cette attaque au gaz a fait plus de 5.000 morts kurdes, dont de nombreux enfants qui sortaient de chez eux au cri de « Ça sent la pomme » (odeur du gaz chimique)...

Ces jours marquent le 33e anniversaire du génocide d'Anfal commis par le régime baathiste sous le dictateur Saddam Hussein, tuant plus de 182 000 Kurdes, dont des femmes, enfants et vieillards, par des armes chimiques et dans des camps de concentration entre février et septembre 1988.

La ville d'Halabja était sous la protection des forces Peshmerga de l'Union patriotique du Kurdistan et des habitants de la ville contre le règne de l'occupation baathiste du Kurdis-

tan en mars 1988 et à l'approche de la guerre Iran-Irak à partir de la fin du conflit. À cette époque, le régime baathiste, dirigé par Saddam Hussein, a bombardé la ville de roquettes et d'artillerie sous la supervision d'Ali Hassan al Majid (surnommé Ali le chimique), le 15 mars 1988 et les forces de Peshmerga se sont retirées dans les montagnes, où les femmes et les enfants sont restés dans la ville.

Le 16 mars 1988, le régime baathiste jeta des gaz chimiques depuis des avions de combat sur la ville, qui abritait plus de 40 000 civils, pour commettre le massacre le plus flagrant de l'histoire de l'humanité, qui s'est déroulé à l'aide de gaz toxiques. L'attaque a tué plus de 5 000 civils kurdes dans cette ville et contraint des dizaines de milliers de personnes à être déplacées de force dans des camps situés de l'autre côté de la frontière avec l'Iran.

La nouvelle du massacre s'est répandue aussi vite que ces armes avaient volé la vie de milliers de personnes en quelques heures ou moins, pour entrer dans la ville dans un calme terrible et paralysant devant le génocide silencieux qui a tué des milliers d'enfants, femmes et hommes sans une goutte de sang ni blessures.

Tous ont été tués sur place, dans les rues de la ville et dans des hameaux remplis de cadavres, sur les routes, devant des maisons et à l'intérieur, dans des écoles, des mosquées et des marchés, les corps gisant sans une goutte de sang ni blessure, et peut-être que la plupart des images qui sont restées dans la mémoire du monde en général et du peuple kurde en particulier sont celles d'Omar Hawar embrassant son nouveau-né et de la famille qui a perdu la vie ensemble.

Vingt ans plus tard, le général Ali Hassan al-Majid a été pendu en 2010 pour avoir ordonné les attaques au gaz toxique. Il a été condamné à quatre condamnations à mort mais a insisté sur le fait qu'il a agi dans l'intérêt de la sécurité irakienne et qu'il n'exprimait aucun remords.

En 2012, le gouvernement irakien a remis aux autorités d'Halabja la corde utilisée pour sa pendaison.

Saddam Hussein lui-même sera pendu en 2006, trois ans après l'invasion de l'Irak par les États-Unis.

How Erdogan turned the Turkish courts into a political weapon

In a ruling Tuesday, the European Court of Human Rights just illuminated the utter debasement of the Turkish justice system under President Recep Tayyip Erdogan.

The court condemned the Turkish authorities for their handling of the case of Ahmet Altan, an elderly writer and intellectual who was initially sentenced to life imprisonment (since reduced to 10 years and six months) for allegedly participating in the attempted military coup in 2016. The ECHR ruling found “that there was no evidence that the actions of the applicant had been part of a plan to overthrow the government.” The court’s finding also noted that the prosecution failed to give Altan access to the government’s case against him in addition to other violations of basic due process.

The same could be said of any number of those imprisoned under the current regime. Erdogan has systematically transformed the Turkish judiciary into a coercive instrument permanently on the offensive. The aim is to stifle any dissent or criticism of him or his policies with the ultimate aim of eliminating all restraints on executive power.

Occasionally some judges may try to buck the trend. Yet such cases are rare, given that the judiciary operates on the direct instructions of an insecure president. If that isn’t enough, Erdogan routinely initiates personal court cases against opposition leaders on charges of defamation. The idea is to use the resources of the state to harass and intimidate opponents under the guise of legalism.

The system’s genius lies not just in its arbitrariness but also in its unpredictability. To be a critic means to live on borrowed time as one can never foresee when the state apparatus will be mobilized to persecute and harass someone or for what reason. Last month, Omer Faruk Gergerlioglu, an opposition lawmaker and human rights campaigner, had his parliamentary membership summarily revoked because he was found guilty of supporting terrorism for retweeting a news article in 2016. A number of women who demonstrated on International Women’s Day (March 8) were arrested and charged for “insulting the president.”

Sometimes the outlandishness of the ac-



Omer Faruk Gergerlioglu, a human rights advocate and lawmaker from Turkey's People's Democratic Party, in Ankara, Turkey, on March 17, with colleagues. (AP)

cusations can be breathtaking. Ahmet Altan and his brother Mehmet were originally charged for sending subliminal messages to the coup plotters on television. (Mehmet has since been released, but Ahmet, of course, remains in prison.)

The arbitrariness also extends to respecting the rulings of courts. Last month, prosecutors launched a criminal case against the pro-Kurdish Peoples’ Democratic Party (HDP), the third-largest party in parliament. Its leader, Selahattin Demirtas has been languishing in jail despite a 2020 ruling by the Turkish Constitutional Court that his continued detention was unconstitutional and therefore had to be released. But the government ignored that decision by its own court as well as a similar ruling by the European Court of Human Rights. (It should be noted, by the way, that Turkey is bound by treaty to implement decisions of the ECHR.)

Erdogan has also ignored similar rulings regarding Osman Kavala, a civil society leader and philanthropist who has been the victim of manufactured charges for which there is no evidence whatsoever. When courts found no basis for the charges against him, new ones were invented. The author of this article is being tried along with Kavala; both of us stand accused of participating in (or leading) the failed July 2016 coup, with the prosecutor demanding three life terms as punishment. The accusation emanates from a spurious coincidence — that I happened to be in Istanbul

on that fateful coup weekend heading a seminar on Iran and had a chance encounter with Kavala at a restaurant a few days later. The ECHR’s final judgment that Kavala must be released is just another ruling ignored.

No wonder that even the U.S. State Department has deemed it necessary to warn U.S. citizens to reconsider travel to Turkey because of the risk of “arbitrary detentions” based “on scant or secret evidence and grounds that appear to be politically motivated.”

Erdogan inhabits a rarified world defined at one end by the Italian autocrat Benito Mussolini, as Ruth Ben-Ghiat describes, who was obsessed with slights to himself. Mussolini spent hours scouring the press for any item relating to him. Erdogan apparently does the same.

The future does not augur well for Turkey. The erosion of constitutionalism and democracy through the use of arbitrary strategies will ultimately lead to the breakdown of state institutions. Once this happens it will almost be impossible to put them back together.

Au moment où les contaminations sont au plus haut, avec 54 562 nouveaux cas enregistrés lundi 12 avril, Pékin tarde à livrer à la Turquie les doses du vaccin Corona-Vac, le fer de lance de sa campagne de vaccination.

La Turquie confrontée aux limites de la diplomatie chinoise des vaccins

Au moment où les contaminations sont au plus haut, avec 54 562 nouveaux cas enregistrés lundi 12 avril, Pékin tarde à livrer à la Turquie les doses du vaccin CoronaVac, le fer de lance de sa campagne de vaccination.

Gâce au vaccin CoronaVac fabriqué en Chine, la Turquie a pu faire vacciner 18,7 millions de personnes, sur une population totale de 83 millions. Deux problèmes viennent toutefois assombrir la campagne de vaccination turque, lancée sur des chapeaux de roues le 14 janvier.

Non seulement des doutes surgissent quant à la fiabilité du CoronaVac, qualifiée récemment de « peu élevée » par Gao Fu, un haut responsable chinois de la santé, mais les doses du vaccin viennent à manquer, le laboratoire Sinovac, qui le fabrique, n'étant visiblement pas en mesure d'assurer les approvisionnements prévus vers la Turquie. Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, s'en est plaint. Recevant Wang Yi, le chef de la diplomatie chinoise, à Ankara, le 26 mars, il a insisté sur le respect des accords passés. « Nous étions convenus de la livraison d'un premier lot de 50 millions de doses du vaccin chinois. Nous ne les avons pas encore toutes reçues. Or elles devaient arriver avant fin février », a expliqué le numéro un turc.

A ce jour, 28 millions de doses ont été livrées alors qu'Ankara a commandé au total 100 millions de doses du CoronaVac. La première moitié devait être livrée avant fin février et la seconde d'ici à fin avril. Hormis le CoronaVac, la Turquie a reçu quelques millions de doses du vaccin Pfizer-BioNTech. Des discussions sont en cours avec la Russie pour l'achat de doses du Sputnik V, sans résultats pour le moment.

Cas multipliés par cinq

Véritable bouée de sauvetage, car peu onéreux et facile à conditionner, le CoronaVac illustre les limites de la « diplomatie des vaccins » proposée par Pékin aux

pays émergents confrontés à la pandémie. Faute de doses suffisantes, la campagne de vaccination en Turquie voit sa cadence ralentir. Selon les prévisions, 105 millions de doses auraient dû être injectées à la fin du mois d'avril. On est loin du compte.

En Turquie, les experts s'interrogent sur les raisons de ce retard. Les capacités de production de la Chine sont mises en cause. Mais des doutes aussi surgissent sur la fiabilité des autorités chinoises, soupçonnées d'exercer un chantage sur le gouvernement turc à propos de la minorité ouïgoure hébergée dans le pays. Pékin réclamerait l'extradition des représentants ouïgours les plus actifs politiquement, le vaccin serait l'instrument de ce chantage.

Ce coup de frein dans la campagne de vaccination saisit le pays au moment où les contaminations journalières marquent un record, avec 54 562 nouveaux cas enregistrés le 12 avril, du jamais-vu depuis le début de la pandémie.

Au total, 34 182 personnes sont mortes du virus depuis le début de 2020, un bilan largement sous-évalué, selon les médecins, nombreux à signaler que des patients morts du Covid-19 ont en fait été enregistrés comme morts d'une insuffisance respiratoire ou d'un arrêt cardiaque, sans qu'il soit fait mention du virus.

Alors qu'au début du mois de mars le taux de contamination tournait autour de 10 000 nouveaux cas chaque jour, il a désormais été multiplié par cinq. « Chaque jour, le nombre de cas et le nombre de décès augmentent. Les unités de soins intensifs sont à la limite de leur capacité », a déclaré samedi 10 avril Ismail Cinel, chef de l'Association turque de soins intensifs.

Restrictions pour le Ramadan

De nombreux hôpitaux ont dû transformer leurs blocs opératoires en unités de soins intensifs. Malgré cela, des familles se plaignent de ne pas pouvoir faire hospitaliser leurs malades en unités de soins intensifs. Les infections ont grimpé en flèche peu après que le gouvernement a assoupli les restrictions sanitaires début mars, autorisant la réouverture des écoles, des restaurants et des cafés.

Le Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur), au pouvoir depuis 2002, n'a pas arrangé les choses en organisant plusieurs congrès régionaux, puis un congrès national à Ankara le 24 mars, durant lesquels les militants étaient le plus souvent au coude à coude et sans masques ou avec le masque porté en mode foulard, indifférents aux normes de distanciation physique.

Résultat, sur les 81 provinces qui composent le pays, 58 sont aujourd'hui répertoriées en « rouge », avec des contaminations massives, dont les deux plus grandes villes, Istanbul, Ankara, ainsi que la région de Samsun, sur les bords de la mer Noire, la plus contaminée de tout le pays.

Sommé d'imposer un confinement dur par les professionnels de la santé, le gouvernement prévoit de nouvelles restrictions pour le mois sacré du ramadan qui s'est ouvert mardi 13 avril. Ecoles, cafés et restaurants vont fermer. Les repas collectifs de rupture du jeûne ont été interdits, les autorités religieuses incitent la population à prier à la maison. Un confinement général sera imposé pendant les week-ends. Le couvre-feu actuel, de 21 heures à 5 heures du matin, reste en vigueur.

The New York Times April 14, 2021
By The Editorial Board

Maximum Pressure' on Iran Has Failed

There exists now a brief window of time for Iran and the United States to return to the principles of the Joint Comprehensive Plan of Action, known to supporters and critics alike as the Iran nuclear deal.

In 2015, a group of world powers signed on to relax some international sanctions if Iran gave up the most worrisome aspects of its nuclear program and agreed to robust inspections. The nuclear deal wasn't a peace deal. It was an agreement to resolve the nuclear issue peacefully. In 2018, the Trump administration unilaterally withdrew from that agreement, convinced that a new set of far more oppressive sanctions would cripple the country enough to humiliate it into accepting new terms more favorable to the United States.

But President Donald Trump's gambit failed. The new sanctions have crippled the country. But they also prompted the Iranian government to restart nuclear work that it had given up. Other nations, including China, which worked closely with the United States and European powers to forge the nuclear deal with Iran, have grown weary of U.S. unilateralism and could resume doing business with Iran, one way or another.

That's why Robert Malley, President Biden's special envoy to Iran, spent this past week in Vienna negotiating the path back to U.S. compliance with the deal. Diplomatic niceties being what they are, European diplomats shuttled between the U.S. and Iranian delegations, which were holed up in separate hotels. The talks, which have been described as "constructive and results-oriented," will continue next week. That's cause for cautious optimism.

On offer from the United States is an end to most of the "maximum pressure" sanctions that the Trump administration piled on in an attempt to seal Iran off from the global economy. Those sanctions target a wide array of the country's institutions, including its central bank, its oil ministry and the National Iranian Oil Company. Seyed Abbas Araghchi, the deputy foreign minister, has indicated that Iran could halt and reverse its own nuclear work if it is given the sanctions relief promised under the agreement.



Illustration by The New York Times; Photographs by Doug Mills/The New York Times and Getty Images

Of course, the same old spoilers who never wanted a deal in the first place are loath to see the United States talk about resuscitating it. The most common criticism is that lifting the sanctions — honoring the United States' old commitments — will squander leverage that has been accrued over the past three years. That's the attitude of Republicans like Elliott Abrams, who served as Mr. Trump's special representative for Iran, as well as Democrats like Bob Menendez, the New Jersey senator who leads the Foreign Relations Committee. Mr. Menendez signed a recent letter from 43 senators that seems to call for sanctions to be kept in place until another agreement can be reached that puts deeper restrictions on Iran's nuclear program, its ballistic missiles program and its support for Shiite militias in the region. That letter is more of a wish list than a starting point for talks. If Iran was inclined to capitulate to those American demands, it would have done so long ago.

At this point, the hard-line approach defies common sense. If the United States refuses to honor the first agreement, why would Iranians ever trust it to honor a second?

The uncomfortable truth is that "maximum pressure" sanctions are unsustainable. They haven't changed Iranian behavior for the better. Quite the opposite. To punish the United States for refusing to hold up its end of the bargain, Iran has orchestrated calibrated violations of its own — to remind the United States what a world without the Iran nuclear deal looks like. Under the nuclear deal, Iran was allowed to enrich uranium up to a purity of 3.67 percent, far below weapons grade. It is now enriching up to 20 percent purity. Under the nuclear deal, Iran was limited to 202.8 kilograms of uranium. It is now estimated to have stockpiled three tons.

Under the nuclear deal, international in-

spectors were also allowed to investigate every inch of Iran's nuclear fuel cycle with little advance notice. Now, inspectors have been notified that they will lose that kind of access. In May, unless the nuclear deal is revived, international inspectors will lose visibility on what's happening inside Iran's nuclear sites. That status quo is not static.

The situation is also untenable in other ways. Sanctions on Iranian banks and European and Asian institutions that do business with Iran were originally intended to produce enough short-term pain to force negotiations. Leaving them in place indefinitely risks driving the entire economy of Iran, a sophisticated country of more than 80 million people, onto the black market. It will empower the most hard-line and criminal elements in the country, including the Revolutionary Guards Corps. It will make fools of moderates, including President Hassan Rouhani, who spent political capital on forging a deal with the United States and wants to see it back on track before he leaves office in August.

Treasury Secretary Jacob Lew warned in 2016 that overuse of financial sanctions could backfire badly. If other countries tire of the U.S. threat to punish banks and businesses around the world that do business with Iran, they could begin to seek alternatives to the U.S. financial system. Not only will U.S. sanctions lose their power, but the centrality of American

banks and the dollar's status as the world's dominant reserve currency could also begin to erode.

We're starting to see glimpses of what can happen if sanctions remain for too long. China's recent announcement of a plan to invest \$400 billion in Iran's oil, gas and transportation infrastructure in exchange for oil is a sign that China and Russia won't abide by such onerous restrictions forever.

Most of all, the status quo is unsustainable because of the toll sanctions are taking on ordinary Iranians. While authoritarian governments tend to find ways around sanctions, normal people suffer. That was a lesson from Iraq in the mid-1990s, when more than half a million Iraqi children died of malnutrition because of sanctions that failed to curb Saddam Hussein's power. Today, Iranians are dying from lack of insulin and other drugs — deaths that the Iranian regime attributes to the United States. Although there are humanitarian exceptions to sanctions for the sale of food and medicine to Iran, the widespread use of sanctions against Iranian banks has complicated procurement efforts. Iran has also faced huge difficulties in paying for coronavirus vaccine because its foreign currency is frozen in banks overseas. It is not in anyone's interests to have Iran remain a coronavirus incubator.

Yet hope springs eternal for hawks, like former Secretary of State Mike Pompeo,

who insist that the sanction-driven misery will miraculously cause the Iranian people to one day rise up, throw off the theocracy and embrace the West. But uprisings in Libya, Syria and elsewhere have shown the folly of rose-colored fantasies. While the Iranian people deserve a government that is more humane and democratic, there is no guarantee that it will happen, or that whatever comes after this regime will be any better.

Other countries in the Middle East have valid concerns about Iran's support for Shiite militias in the region and the proliferation of ballistic missiles technology. Some nations argue that the Trump-era sanctions should be left in place to starve Iran of cash that can be used for such mischief-making. But starvation hasn't worked thus far. It has made Iran an even more belligerent neighbor.

If the nuclear program can be brought under control peacefully, a regional coalition could address Iran's role in the region. Leverage abounds: Even if Mr. Biden rolls back the Trump-era sanctions, a vast majority of U.S. sanctions will be left in place, leaving economic leverage that can be used to strike follow-on agreements.

Mr. Biden's foreign policy team came into office promising to make the nuclear agreement "longer and stronger," a worthy goal. The first step toward it is getting back into the deal.



17 avril 2021

Par Andrada Noaghiu & Henri Vernet

Engagée auprès des Kurdes

Une récente lettre ouverte adressée à Brigitte Macron, publiée par le magazine « Marianne », suppliait la première dame d'intervenir pour que la France n'abandonne pas les Kurdes. La missive rappelait que ces combattants, appuyés par les bombardements aériens de la coalition internationale où figuraient notamment les Américains et les Français, ont vaincu l'Etat islamique (EI, ou Daech) au nord de la Syrie, avant d'être lâchés par les Occidentaux et envahis par l'armée turque d'Erdogan à l'automne 2019.

Le coup de pouce demandé à M me Macron ? Convaincre son mari de recevoir la délégation kurde du Rojava — fragile territoire autonome et démocratique né de la guerre civile syrienne — qui frappe depuis des mois à la porte de l'Élysée. Au bas du courrier, sa signature : Kéwé Tekochine. « Cela veut dire Perdix-Combat, le nom de guerre qui m'a été donné dans mon bataillon féminin kurde », confie la jeune femme d'une voix douce, tranchant — comme sa silhouette presque frêle sous le blouson en jean — avec les photos d'elle en

tenue de combat dans la steppe syrienne où elle se trouvait naguère avec ses sœurs d'armes. Cette « Française de 30 ans, ancienne réserviste de l'armée de terre issue d'une famille de marins et de soldats », ainsi qu'elle se présente dans la lettre, ne dévoile pas son identité pour raisons de sécurité. « Plus pour ma famille que pour moi », précise-t-elle. En danger en France même ? « Bien sûr, répond l'écrivain baroudeur Patrice Franceschi, proche des Kurdes. Les Turcs comme les islamistes sont toujours tentés en représailles de dé-

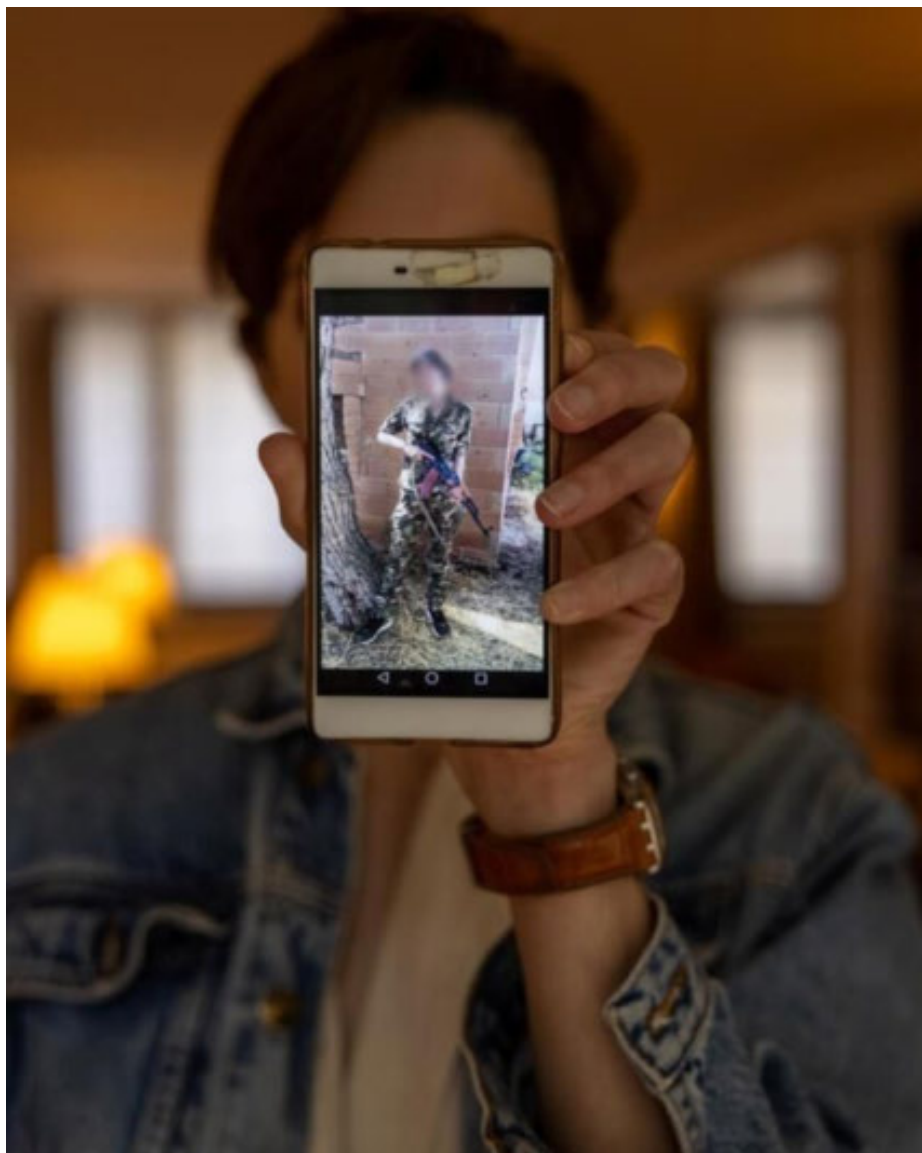
signer comme cibles les Français qui luttent contre eux en tant que volontaires, ils sont prêts à activer chez nous les organisations qu'ils manipulent, comme les Loups gris de l'extrême droite turque. »

Un uniforme et un kalachnikov

Cela n'entame pas la détermination de Kéwé, prête à retourner dans son bataillon YPJ (les unités féminines kurdes). Quand ? « Dès que mes chefs jugeront le moment propice, répond-elle. Je suis prête au combat, mais pas dans une mission suicide contre l'armée turque, une des mieux équipées de l'Otan avec ses chars, ses hélicos et ses drones, un ennemi bien plus puissant que ne l'était Daech. »

Drôle d'itinéraire pour une jeune fille de la chic banlieue ouest parisienne, lancée dans une carrière dans le marketing après des études de commerce. « J'ai toujours été attirée par l'armée, à 20 ans j'ai fait une prépa militaire, intégré un régiment de cavalerie blindée et je suis devenue réserviste, comme mon père », raconte-t-elle. Au lendemain des attentats de 2015, elle se porte volontaire pour assurer des patrouilles de la mission Sentinelle, passe chaque jour devant le Bataclan, le Petit Cambodge et autres lieux frappés. « Ces attaques ont été fomentées par les terroristes à Raqqa, en Syrie : à mon modeste niveau je me sentais solidaire de ces soldates kurdes qui les combattaient et nous protégeaient du même coup, je les admirais. »

Elle s'emballe à la lecture du livre « Mourir pour Kobané »* qui leur est consacré, noue des contacts avec des représentants kurdes à Paris. En 2018, alors qu'elle se trouve pour son entreprise aux Etats-Unis, elle reçoit une vidéo montrant les images de femmes massacrées par les djihadistes au Kurdistan. C'est le déclic : « Je devais sortir de mon cocon luxueux et partir là-bas, pour combattre et témoigner. » Un premier voyage via Erbil (Kurdistan irakien) en prise de contact en 2018, un deuxième un an plus tard, où elle s'inscrit dans un bataillon YPJ — « la taille d'une sec-



Kéwé Tekochine a écrit à Brigitte Macron pour l'alerter sur le sort de ses anciens camarades de combat. Portrait d'une femme qui a tout quitté pour combattre Daech en Syrie du Nord en 2019.

tion, avec 15 à 20 combattantes » — dans la région de Tall Tamer. Elle reçoit un uniforme de camouflage, un kalachnikov « rustique et facile à entretenir », occupe son temps entre formation et patrouilles pour protéger les villageois.

Kéwé s'adapte vite, veille à ne pas commettre d'impair à cause des différences de culture. Ainsi apprend-elle que croiser les jambes est jugé « obscène », s'amuse de la posture « en crapaud » que ses camarades peuvent tenir des heures en attente d'action. « Comment fais-tu pour rester si jeune ? » s'étonne sa cheffe, son aînée de deux ans à peine. « Elles sont rayonnantes, fières des valeurs du Rojava prônant l'égalité hommes-femmes dans une société patriarcale,

mais la longue guerre met à rude épreuve leur jeunesse, comme en témoignent leurs corps douloureux », décrit Kéwé.

Tout juste rentrée en France, elle apprend que le président Erdogan, qui rêve d'un glacis anti-Kurdes autour de son pays, a lancé son armée et ses supplétifs, d'anciens djihadistes, dans une offensive sans merci. « Ma commandante et trois camarades ont été tuées au front dans les premiers jours », témoigne la jeune femme, sûre de repartir puis d'« écrire un livre ». Et sa lettre à la première dame ? « J'ai reçu une réponse courtoise de son chef de cabinet m'assurant que l'affaire suivait son cours », sourit Kéwé...

La Russie s'inquiète du rapprochement entre l'Ukraine et la Turquie

Moscou suspend ses liaisons aériennes avec Ankara, qui renforce sa coopération avec Kiev sur les drones armés.

Un vent glacial souffle sur la relation particulière qu'entretiennent les présidents russe, Vladimir Poutine, et turc, Recep Tayyip Erdogan, jusqu'ici unis dans une forme de coopération hostile, tantôt alliés, tantôt adversaires.

A la consternation d'Ankara, la Russie a décidé de suspendre pour un mois et demi ses liaisons aériennes vers la Turquie, officiellement pour raison sanitaire, les contaminations au SARS-CoV-2 ayant atteint un niveau record parmi la population turque, avec plus de 60 000 cas enregistrés chaque jour.

Entrée en vigueur jeudi 15 avril, la décision mine le moral des professionnels turcs du tourisme, qui comptaient sur les arrivants russes pour repeupler les plages et les hôtels d'Antalya. Le coup est rude pour le gouvernement turc, qui, guetté par une crise monétaire, compte sur le tourisme et ses revenus en devises pour renflouer les caisses de l'Etat.

Il n'est pas certain que Vladimir Poutine ait eu seulement la pandémie à l'esprit lorsqu'il a fait part à son homologue turc de sa décision de suspendre le trafic aérien, vendredi 9 avril. Son coup de fil à M. Erdogan est intervenu à un moment symbolique, juste à la veille de la visite en Turquie du président ukrainien, Volodymyr Zelensky, venu refaire provision de drones turcs.

Moscou s'inquiète du regain de coopération militaire entre l'Ukraine et la Turquie, craignant pour son hégémonie dans la région. Les équilibres géopolitiques ont été chamboulés en 2014 par sa décision d'annexer la Crimée, péninsule ukrainienne depuis 1957.

Fabrication conjointe

Dans l'est de l'Ukraine, le conflit déclenché par la Russie entre les séparatistes qu'elle soutient et les forces ukrainiennes a coûté la vie à près de 14 000 personnes. Aujourd'hui, la guerre menace de repartir de plus belle. Les tensions sont montées d'un

cran depuis le déploiement ces derniers jours par Moscou de milliers de soldats et d'armement lourd le long de la frontière russo-ukrainienne.

Dans ce contexte, l'acquisition par Kiev de drones turcs armés inquiète tout particulièrement les militaires russes, convaincus que ces armes seront bientôt utilisées contre leurs protégés, les séparatistes prorusses des régions de Donetsk et de Louhansk, dans l'est de l'Ukraine.

De son côté, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, n'a pas oublié que les drones turcs ont donné à l'Azerbaïdjan un avantage décisif dans la guerre menée contre les Arméniens à l'automne 2020 pour le contrôle de la région du Haut-Karabakh. C'est pourquoi il veut en acquérir plus et renforcer la coopération militaire avec Ankara.

En 2019 déjà, l'Ukraine avait acheté à la Turquie six drones Bayraktar TB2 et plusieurs stations de contrôle. D'autres contrats ont, entre-temps, été signés, notamment pour l'acquisition de 48 nouveaux drones turcs issus d'une production conjointe.

Turcs et Ukrainiens mettent actuellement la dernière main à la fabrication du futur drone de combat Akinci, capable de porter des armes, de voler plus haut, d'être connecté à un réseau de données par satellite, disposant d'une autonomie de cinq heures.

Pour la fabrication de ce drone, l'Ukraine, qui a conservé quelques beaux restes du vieux complexe militaro-industriel soviétique, fournit à Baykar, le fabricant turc de drones, un moteur à propulsion. Une société mixte, Black Sea Shield, a été créée entre Baykar et Ukrspetsexport, fleuron de l'industrie de défense ukrainienne. D'autres projets visent la fabrication conjointe de missiles, de systèmes de radar et de guidage.

Par son soutien à Kiev, Erdogan se range aux côtés de ses alliés de l'OTAN, qu'il avait déçue en achetant les systèmes de missiles russes S-400

En exportant les produits de son industrie de défense, M. Erdogan renforce son poids dans la région. Par son soutien à l'Ukraine, il se range aux côtés de ses alliés de l'OTAN, qu'il avait déçus en achetant les systèmes de missiles russes S-400, incompatibles avec les défenses de l'Alliance.

Ses déclarations sur la Crimée sont une autre source d'inquiétude pour Moscou. Recevant son homologue ukrainien samedi 10 avril à Istanbul, il a réitéré son attachement « à l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Ukraine ».

« Intégrité territoriale »

Dans une déclaration commune, publiée à l'issue de la visite, MM. Erdogan et Zelensky se sont engagés à favoriser « l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues et la fin de l'occupation de la Crimée et des régions de Donetsk et de Louhansk ».

Autre sujet tabou, M. Erdogan a réaffirmé son soutien à la candidature de l'Ukraine à l'OTAN, ce qui revient à agiter un chiffon rouge sous le nez de Vladimir Poutine, qui se sent encerclé par l'OTAN en mer Noire. La Roumanie, la Bulgarie, la Turquie sont dans l'Alliance, la Géorgie et l'Ukraine rêvent d'en être.

Aucun pays ne devrait « nourrir les tendances militaristes de l'Ukraine », a déclaré Sergueï Lavrov, le chef de la diplomatie russe, deux jours après la visite du président ukrainien à Istanbul. Par ailleurs, Moscou ne désespère pas de convaincre Ankara « du caractère erroné de sa position sur la Crimée », a renchéri, vendredi, Dmitri Peskov, le porte-parole du Kremlin. Si MM. Erdogan et Poutine sont jusqu'ici parvenus à s'entendre sur des théâtres d'opérations lointains, notamment en Syrie, ils peinent à concilier leurs intérêts en mer Noire, où la position turque semble plus proche de celle de ses partenaires occidentaux.

The New York Times

April 19, 2021
By Ben Hubbard
Photographs by Ivor Prickett

Fleeing a Modern War, Syrians Seek Refuge in Ancient Ruins

So many people have fled to Syria's crowded northwest that families have settled in important archaeological sites. "We, too, have become ruins."

AL-KFEIR, Syria — As the sun set, children in dirty clothes and battered shoes herded sheep past the towering stone walls of a Byzantine settlement abandoned more than 1,000 years ago, leading them into an ancient cave nearby where the animals would spend the night.

Laundry hung near the semi-cylindrical wall of a ruined, centuries-old church. Vegetables grew between the remnants of two rectangular doorways ornamented with carved leaf patterns. Scattered about were giant cut stones from what had once been an extensive town.

It was here, at the vast archaeological site of al-Kfeir, Syria, where Abu Ramadan and his family sought shelter more than a year ago after fleeing a Syrian government assault.

They've been here ever since.

Abu Ramadan, 38, said he cared little for the site's history as a trading and agricultural center, but appreciated the sturdy walls that blunted the wind and the abundance of cut stones that a family who had lost everything could salvage to piece together a new life.

"We built these from the ruins," he said, pointing to a chicken coop and wood-burning stove. "We, too, have become ruins."

As Syria's 10-year civil war has displaced millions of people, families like Abu Ramadan's have sought refuge from a modern war behind the walls of dozens of ancient villages sprinkled across the hills of the country's northwest, a region still out of the control of President Bashar al-Assad's government.

Since their original owners left them between the eighth and 10th centuries, these ruins have remained in remarkably good condition for more than 1,000



Ali Murai watching over his flock in the ruins of al-Kfeir, where he and several hundred other displaced Syrians now live.

years, their stone structures largely withstanding the passing of empires and battering by the wind and rain.

But Syria's current conflict has posed new threats to these sites with their columnated churches, multistory homes and elegant bathhouses. Their facades are now marred by bullets, their pillars shattered by airstrikes and their limestone walls sought out for protection by soldiers, rebels and jihadists battling for the country's future.

Millenniums of human habitation have left Syria strewn with historical sites that date to Hellenistic, Roman, Byzantine and Ottoman eras. UNESCO, the United Nations cultural agency, has designated six World Heritage sites in Syria, including, in 2011, the ruins in the northwest, called the Ancient Villages of Northern Syria.

The use of these sites as informal refugee camps, archaeologists fear, pres-

ents a formidable threat to their future as the families add new walls, drive in tent posts and cart off stones.

"The walls protect us from the wind, the cold and everything else," said Abdulaziz Hassan, 45, whose family lives in a tent inside the remains of the 1,800-year-old Temple of Zeus Bomos near the village of Babuta.

Mr. Hassan, a gardener before the war, had moved repeatedly with his family to flee government advances into rebel territory, finally settling in the ruins because they didn't have to pay rent as those who pitched tents on private land did.

"Where else can we go?" he said. "Everywhere you go, you have to pay."

The remains of three temple walls towered over his tent, and the surrounding hillside was marked by toppled pillars and giant stones bearing carvings and Greek inscriptions.

A Syrian girl sitting in the ancient ruins of Deir Amman, now home to hundreds of displaced Syrians.

The war damaged historic sites elsewhere in Syria, too.

Crac de Chevaliers, one of the world's best preserved Crusader castles, was littered with rubble when the government seized it from rebels in 2014.

And after the jihadists of the Islamic State took control of the majestic, 2,000-year-old ruins of the city of Palmyra, they held executions in its Roman theater.

The historical sites in Syria's northwest, near the border with Turkey, received less attention before the war. They were so numerous, and so undeveloped as tourist sites, the area felt like an open-air museum.

Visitors could scamper about the remains of pagan temples and early Christian churches, descend into underground storerooms hewn from rocky hillsides, and admire intricate designs around windows and carved crosses over doorways.

The Syrian government branded them "the Forgotten Cities" to attract visitors.

Built between the first and seventh centuries, they provided "a remarkable testimony to rural life" during the transition from the pagan Roman Empire to the Christian Byzantines, UNESCO said.

The ancient towns were abandoned over subsequent centuries because of changes in climate, and shifting trade routes and political control — but not because of war, a primary reason they were so well preserved, said Amr Al-Azm, a former Syrian antiquities official and now a professor of Middle East history at Shawnee State University in Portsmouth, Ohio.

Efforts to protect the sites froze when Syria's war broke out in 2011, and armed groups began using them as bases.

In 2016, airstrikes damaged the Church of St. Simeon, shattering the remains of the pillars on top of which its hermit namesake is said to have lived for nearly 40 years before his death in 459.

Pressure on the sites increased further last year, when a government offensive pushed nearly a million people into the



A Syrian girl sitting in the ancient ruins of Deir Amman, now home to hundreds of displaced Syrians.

rebel-controlled northwest. About 2.7 million of the 4.2 million people now living in the region have been displaced from elsewhere in Syria.

The rebel-held area is small and crowded, and people are confined, with a wall along the Turkish border to the north to keep them from fleeing and hostile government forces to the south. As the new arrivals scrambled to find shelter in destroyed buildings, olive groves and sprawling tent camps, some settled in the ancient sites.

Families with livestock liked the sites because they had more space than the crowded refugee camps. Many used the sturdy, pre-cut stones to build animal pens or reinforce their tents.

Some sites have underground caves, where families store belongings and hide from airstrikes when they hear fighter jets overhead.

Ayman Nabo, an antiquities official with the local administration in Idlib Province, said shelling and airstrikes had damaged many historical sites while poverty and the chaos of war had encouraged illegal excavations by treasure hunters.

But the greatest threat to the sites' survival, he said, was people making off with stones or breaking them apart to build new structures.

"If this continues, a whole archaeological site could disappear," he said.

The local administration lacked the re-

sources to protect the sites, but Mr. Nabo said he hoped they survived, both for future generations and for the people now trapped in what he called "a big prison," with government forces controlling roads to the Mediterranean coast and the rest of Syria.

"We no longer have a sea," he said. "We no longer have a river. We no longer have a forest for children to visit." So people need the sites as "places to breathe." For now, they are homes of last resort for battered families.

"Whenever it rains, we get wet," said Sihan Jassem, 26, whose family had moved three times since fleeing their home and ending up in an improvised tent of blankets and tarps amid the ruins of Deir Amman, a Byzantine village.

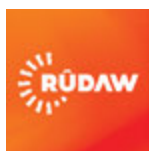
"The children play on the ruins and we worry that the rocks will fall on them," she said.

Her sister, widowed by the war, lived in a nearby tent with five children.

The sun reflected off wet wildflowers, and sheep wandered among the scattered stones, grazing near an ancient wall where a modern romantic had written in spray paint, "Your love is like a medicine."

But Ms. Jassem found no romance in her surroundings.

"We wish we had stayed in our homes," she said, "and never seen these ruins."



April 19, 2021

Prominent Kurdish singer dies of COVID-19 complications

Prominent Kurdish singer Jaafar Hassan died in Erbil on Monday due to complications from COVID-19, according to the Iraqi Artists Syndicate.

Hassan was a Kurdish singer and composer born in Diyala's Khanaqin district in 1944. In the music industry since 1958, he became a pioneer of Iraqi political songs, later becoming a regular fixture on television and radio in the mid-1960s and 1970s.

A graduate of the Fine Arts Institute in Baghdad, Hassan sang in English, Arabic, and Kurdish, and founded the Institute for Liberal Music Studies in Baghdad in 1967.

"Hassan was one of the revolutionary artists who came from a deep-rooted Kurdish family and fought against injustice during the Baath regime," Erbil's Director of Culture and Arts, Farhank Ghafour, told Rudaw on Monday.



Photos: social media

Hassan was a member of the Iraqi Communist Party and left Iraq to Yemen during the Baath regime's suppression of communists in the late 1970s. Hassan returned to Iraq in 2004 and lived in the Kurdistan Region capital of Erbil until his death.

"Hassan trained generations of Yemeni musicians," the writer and music critic, Ali Abdel-Amir Ajam, told Rudaw English.



April 19, 2021

COVID in Kurdistan: from vaccine hesitancy to vaccine rush

Vaccine hesitancy may have been the prevailing feeling among the Kurdistan Region's citizens when the first batch of the COVID-19 vaccine arrived in early March, but soon it turned into a rush where those seeking the shots outweigh available doses.

The Kurdistan Region's health ministry on Sunday announced that this week the number of people seeking the jab has increased six-fold, marking a sharp increase during this period of the region's vaccination process. Previously, centers designated for the vaccine were witnessing only a handful of visitors every day.

While vaccine hesitancy – marked by uncertainties and even fears around inoculations – is a phenomenon witnessed elsewhere in the world, Iraq and its autonomous Kurdish region are not devoid of such doubters. On top of common unfounded theories on vaccines in general, coronavirus-specific hesitancy was enforced by

the concerns around the side effects of the Oxford-AstraZeneca vaccine – specifically blood clots, which no one in the Region to this day has developed, according to the health ministry.

But something shifted after the original rollout, in part due to a campaign by officials to urge people to be vaccinated and possibly spurred by the arrival of Western vaccines.

In addition to China's Sinopharm, the British-Swedish AstraZeneca and US-German Pfizer-BioNTech vaccines are currently available throughout Kurdistan. Eighty-five percent of the 55,000 available doses have so far been administered, including all of the Pfizer supply, according to the health ministry.

In one incident last week a large Erbil hospital that had Pfizer stock was overrun with vaccine-seekers, forcing officials to shut its doors after

just two hours. The ministry later said the vaccine would no longer be administered to anyone who did not first register online.

Earlier this month Kurdish health authorities launched an online registration platform for citizens to make an appointment for their jabs, and officials publicly urged people to sign up. Fresh deliveries of both Sinopharm and Pfizer are expected this week.

The Region is also in talks with vaccine-makers directly in order to independently secure additional supplies, according to health minister Saman Barzinji. The ministry said on Sunday that a "vaccine visa has been prepared" for people who are fully vaccinated. The Kurdistan Region has so far recorded over 139,000 COVID-19 infections and 3,800 deaths since the start of the pandemic in March 2020.



April 19, 2021
By Karwan Faidhi Dri

‘Kuwaiti-backed’ NGO establishing settlement for displaced in Afrin: monitor

The construction of a 300-house settlement in northern Syria’s Afrin for displaced people by a “Kuwaiti-backed” non-governmental organization is contributing to demographic change in the formerly Kurdish-majority area, warns a conflict monitor.

The UK-based Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) reported on Sunday that “demographic change by Turkish forces and their proxy factions in Afrin city and surrounding areas in progress,” saying that their sources have alerted them of “Kuwaiti-backed” Sham al-Khair Humanitarian Organization’s construction of settlement, Kuwait al-Rahma, in a village in the Shirawa district of Afrin’s countryside.

The watchdog echoes fears of many Kurds that plans to permanently settle displaced people, who are mostly Arab and Turkmen, in the area are contributing to efforts to rid the area of its original Kurdish inhabitants.

The Afrin Local Council, which governs the area, confirmed the construction of the settlement in a statement late Saturday.

Mohammed Sheikh Rasheed, deputy head of the council and Ahmed Haji Hussein head of Afrin Health Directorate, “visited the site where Kuwait al-Rahma village is being constructed to review the progress of work on it,” according to the statement, adding that project is being constructed by Sham al-Khair Humanitarian Organization - which is licensed by Ankara. However, it did not mention who funds the project.

The settlement is dedicated to “the families of the displaced in Afrin, and the village consists of 300 houses in addition to a mosque, clinic, school and institute



Mohammed Sheikh Rasheed, deputy head of the council and Ahmed Haji Hussein head of Afrin Health Directorate, and unidentified people visit the site of the village on April 17, 2021. Photo: Afrin Local Council

for memorizing the Holy Quran,” according to the Council.

Turkey, with the support of Syrian militia groups, launched Operation Olive Branch against the Kurdish People’s Protection Units (YPG) forces in Afrin in January 2018 and invaded it two months later. The city is now administered by groups backed by Turkey who have been accused of war crimes and crimes against humanity.

Afrin-based Human Rights Organization warned last year that only 34.8 percent of the city’s population were Kurds in January 2020, claiming that the ethnic group had previously made up 97 percent of the population.

“The number of arrivals from various other regions makes up 65.2 percent of the population,” it added.

Local sources told Rudaw earlier this month that Turkish Ihsan Relief and Development Foundation has built a 247-house settlement for non-Kurds in Afrin. Video footage submitted to Rudaw by an Afrin district local shows settlement camps in Shader village, located almost 13 kilometers east of the town of Jindires.

Rudaw English could not independently verify that the Kuwait al-Rahma is being funded by Kuwait. It reached out to the Kuwaiti-funded International Islamic Charity Organization (IICO) - which has funded similar settlements in other parts of Syria - to see if they are the donors but they were not available to comment.

The UK-based war monitor also reported that Turkey and its Syrian allies have tried to receive funds from European countries to establish commercial and architectural projects in Afrin but “failed.”

They ‘Bombed My Dream’: Denmark Strips Some Syrians of Residency Status

The country is the first E.U. nation to make such a move. Many Syrians say that returning to their native country isn’t an option, and rights groups warn that the policy will tear some families apart.

Ghalia al-Asseh had just begun studying chemistry and biotechnology at the Technical University of Denmark when the country’s immigration services summoned her for an interview.

For five hours, immigration officers asked about her proficiency in Danish, which she speaks fluently. They inquired how well integrated she was in Denmark, where she has lived with her family since fleeing Syria in 2015.

During the interview, in February, officers also told Ms. al-Asseh that the security situation in her hometown, Damascus, had improved, and that it was safe for her to return to Syria, she recalled in a telephone interview last week.

Ms. al-Asseh, 27, was losing her right to live in Denmark — even as her four brothers and parents could stay, and she had nowhere else to go.

Since the Danish immigration services said in 2019 that they deemed Damascus and its surrounding areas safe, they have reviewed the residence permits of 1,250 Syrians who, like Ms. al-Asseh, left their country during its civil war. The authorities have now revoked or not extended the residence permits of more than 250 of them.

In doing so, Denmark has become the first European Union country to deprive Syrian refugees of their asylum status, even as Syria remains shattered. The bloc and the United Nations describe most areas in Syria as not stable enough to be considered safe for returnees.

Those being asked to leave include high school and university students, truck drivers, factory employees, store owners and volunteers in nongovernmental organizations. All risk being uprooted from a country where they have built new lives.

“It is as if the Danish immigration services has bombed my dream, just as Bashar al-

Assad bombed our homes,” said Asmaa al-Natour, 50, referring to Syria’s president. “Only this time the bombing is psychological.”

Ms. al-Natour was speaking from the town of Ringsted, 30 miles southwest of Copenhagen, where she and her husband live. In February, the couple were told that their residence permits would not be renewed, while their two sons, ages 20 and 22, can stay. The sons were granted asylum on the basis of risking persecution in Syria.

Most of the 34,000 Syrians who have obtained residence permits in Denmark since the war began in their country in 2011 have not had their residency reviewed. Yet the move to strip hundreds of their legal status is the latest in a series of measures by Denmark that rights groups say have targeted migrants and minorities.

The authorities have imposed mandatory instruction in “Danish values” for children in low-income and heavily Muslim neighborhoods that the government labeled “ghettos,” and doubled punishments for certain crimes in these areas.

They have also overhauled the country’s legal apparatus on immigration, shifting it from integration to the accelerated return of refugees to their native countries. Hundreds of Somali refugees have also lost their residence permits after Denmark deemed Somalia safe to return to.

Per Mouritsen, an associate professor of political science at Aarhus University, said the government had toughened its stance on immigration in recent years to avoid losing votes to the right wing, a dilemma that sev-



Ghalia al-Asseh, who fled Syria in 2015, and one of her brothers at their parents’ home in Helsingør. Ms. al-Asseh was notified on March 30 that she would soon be asked to leave Denmark. Charlotte de la Fuente for The New York Times

eral center-left parties across Europe have faced.

“The only way to beat the right-wing in Denmark is to sell your soul to the devil and be as tough on immigration in order to have support for social welfare policies in return,” Mr. Mouritsen said.

Last year, the number of refugees leaving Denmark exceeded the number of arrivals. Prime Minister Mette Frederiksen has vowed to go further, saying that Denmark will aim to have “zero asylum seekers.”

Explaining the moves affecting Syrians, Immigration Minister Mattias Tesfaye has said that Denmark was “honest from day one” with them.

“We have made it clear to the Syrian refugees that their residence permit is temporary,” Mr. Tesfaye said in February.

For those willing to return to Syria, Mr. Tesfaye said that Denmark would offer “a huge bag of travel money.” The authorities say that hundreds decided to return voluntarily. Asmaa al-Natour in the apartment where she lives with her husband and youngest

son in Ringsted. "It is as if the Danish immigration services has bombed my dream," she said. Charlotte de la Fuente for The New York Times

Michala Bendixen, Denmark's country coordinator for the European Union's website on integration, said the policy threatened to tear Syrian families apart. "The only purpose is to make Denmark the last place to choose as an asylum seeker," Ms. Bendixen, who is also the chair of Refugees Welcome, a non-profit, said in an interview.

Because the Danish government does not maintain diplomatic relationships with Mr. al-Assad's government, the authorities cannot forcibly deport refugees. Since most of them are unwilling to return voluntarily, those who lost their appeals after their residency was revoked are likely to be sent to departure centers.

The Danish authorities did not respond to questions about why the policy was implemented for Syrians and how many had been sent to departure centers.

There, they wait for months. "People risk sitting there for the indefinite future, with no prospect of being sent back forcefully, but no chance of living their lives in Denmark either," said Charlotte Slente, the secretary general of the Danish Refugee Council.

That would be the fate of Ms. al-Asseh, who was notified last month that she will be asked to leave Denmark if she loses her appeal this year.

The last one in her family to leave Syria in late 2015, Ms. al-Asseh obtained her residence permit months after her parents and siblings arrived in Denmark. Because she was not a minor, she could not claim asylum through family reunification and had to apply on her own.

While her brothers risk being drafted into Syria's military, Ms. al-Asseh was the only one to be summoned for an interview with the Danish immigration services.

"I am trying my best to fit in, to contribute to the Danish society by educating myself, by paying my taxes," Ms. al-Asseh said. She added that her family had nothing left in Syria and that she saw her future only in Denmark. But, she said, "that stigma around refugees, in particular Muslims, has been so hurtful."

A badly damaged area of Douma, on the outskirts of Damascus, in 2019. Meridith Kohut for The New York Times

Syria is a country in ruins, with a collapsed economy and half of its prewar population displaced. Mr. al-Assad has reclaimed control of two-thirds of its territory, including the

Damascus area. He has also called on Syrians to come back, but many say they won't for one reason: Mr. al-Assad himself.

"As long as it is not peaceful and the president is still there, we don't want to return," said Hussam Alkhali, a 20-year-old high school student and warehouse worker living in Kolding in western Denmark.

Mr. Alkhali, who is from the Damascus area, learned in February that his residence permit in Denmark would not be extended, along with those of his parents and two sisters.

Rights groups have reported various threats against refugees who return, including conscription for men and arrest based on the suspicion that anyone who sided with the rebels who tried to overthrow Mr. al-Assad is a traitor.

Hundreds of returnees have disappeared, according to the Syrian Network for Human Rights, and the European Union's asylum body has warned that voluntary returnees are at risk of detention, torture and death.

"The absence of fighting in some areas does not mean that people can go back safely," said Ms. Slente of the Danish Refugee Council.

Ms. al-Asseh, the chemistry and biotechnology student, said she had tried to focus on her studies since learning that her residency permit would be revoked. Yet she said the thought of starting over again terrified her.

"I'm not a danger. I'm not a criminal," she said. "I just want to live here."

The Washington Post April 20, 2021

Turkey summons Swedish envoy to protest Sweden's 'support for terrorists'

Turkey's Foreign Ministry summoned Sweden's ambassador in Ankara to a meeting to protest contacts between two Swedish ministers and members of the Syrian Democratic Forces (SDF), which Ankara considers a terrorist group, Turkish diplomatic sources said on Tuesday.

Turkey considers the SDF to be an extension of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) militia, which has waged a decades-old insurgency against the Turkish state. Ankara says the Syrian Kurdish YPG, which forms the military backbone of the SDF, is an offshoot of the PKK. The Turkish sources said the ambassador was summoned to the ministry over a recent videoconference between Swedish

Defence Minister Peter Hultqvist and senior SDF officials, and added the call came shortly after contact between Swedish Foreign Minister Ann Linde and "terrorist elements".

The ambassador was told that Turkey "strongly condemned" the contacts and that "Sweden's dangerous politics were not just supporting those targeting Syria's territorial integrity and Turkey's security, but also amounted to clearly a violation of international law, and therefore continue to seriously harm our bilateral ties," the sources added.

Sweden's Foreign Ministry confirmed the summons and said the government does not meet with organisations that are on

the European Union's list of terrorist organisations.

Turkey has backed rebels looking to oust Syrian President Bashar al-Assad and has carried out four cross-border operations into Syria against Russian-backed Syrian government forces, and Islamic State and the YPG, a key component of the U.S.-backed SDF that helped the United States defeat Islamic State.

In a 2019 cross-border operation with the support of rebels, Turkey seized 120 km (75 miles) of border territory in northeast Syria from the YPG. The offensive was widely condemned by its Western allies, but Ankara has repeatedly urged Washington and other allies to stop supporting the YPG.

La Syrie sanctionnée par l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques

Damas est accusé d'avoir violé ses engagements à « ne pas produire, stocker et utiliser des armes chimiques ». Une première et une défaite diplomatique pour le régime et ses alliés.

La Syrie a perdu son droit de vote au sein de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC). La résolution, proposée par la France et adoptée mercredi 21 avril par 87 Etats membres, sanctionne le régime de Damas pour avoir violé son engagement à « ne pas produire, stocker et utiliser des armes chimiques ». Si symbolique qu'elle soit, la décision marque une défaite diplomatique de la Syrie et de ses alliés russes et iraniens.

« Dix ans après le début du conflit en Syrie, nous ne pouvons nous laisser gagner par l'indifférence », a défendu l'ambassadeur aux Pays-Bas et représentant de la France à l'OIAC, Luis Vassy. A l'heure où d'aucuns parlent de reconstruction et que Damas annonce la tenue d'un scrutin présidentiel le 26 mai, « nous le devons à la population syrienne, qui continue d'aspirer à une solution politique que nous soutenons et qui doit être conforme à la résolution 2254 du Conseil de sécurité des Nations unies [adoptée en décembre 2015, elle prévoit également des élections sous la supervision de l'ONU] », a déclaré le diplomate.

En juillet 2020, Damas avait été sommé de dire, sous quatre-vingt-dix jours, quelles armes avaient été utilisées dans les attaques au chlore et au gaz sarin perpétrées sur la ville de Latamné, fin mars 2017. L'équipe d'enquête et d'identification de l'OIAC – créée en 2018 au grand dam de Damas et Moscou, car mandatée pour identifier les auteurs de ces attaques – a conclu à la responsabilité de l'armée de l'air syrienne. L'ultimatum de quatre-vingt-dix jours imposait aussi à la Syrie de déclarer l'intégralité des armes en sa possession.

Il y a peu, la même équipe attribuait une autre attaque au régime, perpétrée le 4 février 2018 à Saraqeb. Selon les enquêteurs, ce bombardement au chlore a été mené par un hélicoptère des forces Tigre. Ils notent que le commandant militaire sy-



Un Syrien porte assistance à un homme touché par un gaz chimique après l'attaque présumée au chlore, dans la Ghouta orientale, à Damas, en 2018. MOHAMMAD AL SHAMI / ANADOLU AGENCY VIA AFP

rien semble avoir « délégué les décisions sur l'utilisation du chlore à des commandants au niveau opérationnel ».

« Texte émaillé de menaces »

Damas avait rejoint l'OIAC pour échapper à une intervention occidentale, à la suite d'une attaque perpétrée dans la Ghouta, près de Damas, le 21 août 2013, qui avait fait plus de 1 200 morts. A ce titre, il était tenu de déclarer et détruire l'intégralité de son arsenal. Or, au moins 200 attaques, dont une large majorité serait attribuable au régime, ont été recensées depuis son adhésion à l'OIAC.

« Nous réfutons avoir jamais utilisé des gaz toxiques, que ce soit à Saraqeb ou dans un autre village ou une autre ville de la Syrie », a affirmé sans ciller la représentante syrienne, Rania Al Rifai. « Ce texte est émaillé de menaces », a encore reproché la diplomate, avant de faire le parallèle avec les affirmations fallacieuses des Etats-Unis sur les armes de destruction

massive de Saddam Hussein pour justifier leur intervention en Irak en 2003. Pour l'ambassadeur russe, Alexandre Choulguine, « la mécanique est simple : on utilise des ONG grassement financées par leurs parrains, de type casques blancs [la défense civile présente dans les régions rebelles]. On organise des provocations, tout cela est ensuite légalisé sous couvert de l'OIAC et le tour est joué : on a désormais des preuves ».

Des preuves que la Russie et ses alliés tentent, au fil des années, de décrédibiliser quand elles sont avancées par l'OIAC, mettant particulièrement en doute les conclusions de l'organisation qui confirment des attaques chimiques à Khan Cheikhoun, en avril 2017, et à Douma, en avril 2018. Toutes deux avaient été suivies de frappes de représailles occidentales. « Pour les Russes, ce qui compte, ce sont les frappes qui suivent les attaques chimiques. Ça permet de laisser entendre qu'il y a un Irak bis », commente un délégué européen.

L'idée d'un tribunal pour la Syrie

La résolution adoptée mercredi rappelle aussi « l'importance de traduire en justice » les responsables. Si l'OIAC n'est pas mandatée pour cela, la résolution marque une nouvelle étape dans le puzzle judiciaire-diplomatique autour des crimes qui ont ravagé la Syrie dans une guerre qui a fait près de 400 000 morts.

« L'impunité est une chose. Ce n'est pas du ressort de l'OIAC et l'utiliser à cette fin reviendrait à politiser, effectivement, l'organisation », estime un diplomate. Mais d'autres enceintes pourraient s'emparer de la résolution. C'est du moins ce qu'espère un collectif de quinze ONG syriennes et internationales, qui réclame « de nouvelles mesures concrètes et une approche plus ambitieuse de la justice pour les victimes syriennes qui restent dans le pays et celles dispersées dans le monde. Alors que certains Etats insistent pour regarder au-delà du conflit et poussent même les Syriens déplacés à rentrer chez eux, le monde ne doit pas ignorer l'évidence : la Syrie reste un lieu de criminalité permanente ». Dans un communiqué, ces ONG demandent ainsi des moyens pour la protection des témoins et des victimes, et invitent à « considérer la création par traité d'un tribunal pour la Syrie ». Fin mars, 18

ministres des affaires étrangères européens, dont Jean-Yves Le Drian, signaient une tribune dénonçant les crimes du régime et, sans les nommer, « de ses appuis extérieurs » – la Russie et l'Iran. Des crimes du ressort de la Cour pénale internationale (CPI), arguaient-ils, laquelle est néanmoins impuissante aujourd'hui. Elle ne pourrait s'emparer des crimes commis par le régime – Damas n'a pas ratifié son traité fondateur –, par l'organisation Etat islamique ou par des groupes armés que sur saisine du Conseil de sécurité de l'ONU. Une proposition à laquelle Moscou a toujours mis son veto.

« Pour déjouer la stratégie de ceux qui bloquent sa saisine par le Conseil de sécurité, nous nous sommes mobilisés afin que les faits soient documentés, dans l'attente de leur examen par les juges compétents », écrivaient les ministres. Le Mécanisme international, impartial et indépendant (IIIM), créé en décembre 2016 par l'Assemblée générale de l'ONU, rassemble ainsi les preuves des crimes commis en Syrie, par toutes les parties, depuis le début de la guerre en mars 2011.

Plaintes d'ONG

« Nous avons commencé à demander et

recevoir du matériel de l'OIAC », confirme Catherine Marchi-Uhel, la chef du Mécanisme. « Il a fallu un vote et il a été positif, mais ce n'était pas évident, souligne la magistrate française. Une partie des éléments sont transmis par les Etats à l'OIAC et il faut donc leur accord pour que nous puissions, à notre tour, les recevoir. » Le Mécanisme analyse ensuite les preuves et a, jusqu'ici, pu alimenter les procureurs de pays qui ont ouvert des dossiers au titre de la compétence universelle, leur permettant de poursuivre, dans certaines conditions, les auteurs étrangers de crimes commis à l'étranger.

Lundi 19 avril, quatre ONG, ainsi que des rescapés, ont déposé plainte devant la police suédoise contre « des hauts responsables du régime d'Assad pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité ». La plainte du Centre syrien pour les médias et la liberté d'expression, de Civil Rights Defenders, de Syrian Archive et de l'Open Society Justice Initiative porte sur les attaques perpétrées dans la Ghouta, proche de Damas, le 21 août 2013, et celle d'avril 2017 sur Khan Cheikhoun. Elle s'ajoute à d'autres déposées devant la justice allemande, en octobre 2020, et française, début mars 2021.



21 Avril, 2021

Un médecin allemand témoigne des conditions de vie des réfugiés internes au Rojava

Le Dr Michael Wilk, médecin allemand originaire de la ville de Wiesbaden, rend compte depuis les camps de Washokanî et Serêkaniyê, près de Hassakê, de la situation des réfugiés internes et des habitants dans cette région gérée par l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie (AANES), confrontée à l'embargo et aux agressions militaires turques. Nous partageons ici son témoignage.

Le camp de réfugiés de Washokanî héberge 14 000 personnes qui vivent sous des tentes dans les conditions les plus difficiles. Le deuxième camp, Serêkaniyê, avec 11 000 habitants, est également situé près de Hassakê, une région comptant environ un million d'habitants. Il porte le nom de la ville du nord de la Syrie oc-

cupée depuis octobre 2019 par la Turquie et ses troupes djihadistes. Serêkaniyê (Ras al-Aïn) était une belle ville à majorité kurde située juste à la frontière de la Turquie. De l'autre côté de la ligne de démarcation politique, vivent également des Kurdes, séparés de leurs proches en Syrie par une frontière tracée par des puissances victorieuses après la fin de l'Empire ottoman.

Modèle de changement social

La population kurde était opprimée des deux côtés. Cependant, avec la perte croissante de pouvoir du dirigeant Assad, à partir du printemps arabe, un mouvement autonome autodéterminé a pu s'établir dans le nord de la Syrie, qui a déclaré les principes démocratiques de base

et l'égalité des hommes et des femmes comme ses objectifs. Il a par la suite réussi non seulement à chasser l'Etat islamique, mais aussi à s'affirmer contre le régime d'Assad.

L'expansion et la consolidation de la région dans le nord-est de la Syrie, l'inclusion de tous les groupes ethniques de la région dans les efforts pour créer une société autodéterminée et, surtout, le changement de position sociale des femmes ont eu des résultats positifs. C'est un modèle très apprécié de changement social dans l'autodétermination, en contraste extrême avec les structures sociales des pays environnants et pratiquement un cauchemar pour les islamistes et les autocrates autoritaires tels qu'Erdoğan.

L'infrastructure gravement endommagée du Rojava a été partiellement reconstruite, et des maisons, des écoles et même des cliniques ont été réparées, en grande partie sous la pression du gouvernement et grâce à des dons internationaux. L'aide des États étrangers était quasi-inexistante.

L'Allemagne et l'UE sont complices de crimes turcs

La politique d'évitement de l'Occident s'est poursuivie même lorsque Erdogan a envahi militairement les territoires du Rojava, et ceci à plusieurs reprises. L'invasion d'Afrin au printemps 2018 et celle de la zone située entre Serêkaniyê et Girê Spî (Tall Abyad) en 2019 ont déplacé des centaines de milliers de personnes de leurs terres ancestrales, faisant de nombreux morts et blessés graves. Non seulement L'UE et le gouvernement allemand n'ont rien fait, mais en plus, ils se sont rendus complices de l'invasion et des crimes en continuant à fournir des armes. Des milliers de personnes qui n'ont pas pu trouver de logement chez des proches ou qui n'ont pas les moyens de construire une nouvelle maison vivent toujours dans des écoles, ou pire, dans des tentes,



comme ici dans les camps de Washokani et Serêkaniyê, avec 25 000 personnes.

Charge économique due au confinement

Juste à côté, dans la clinique Corona du Croissant-Rouge kurde (Heyva Sor a Kurd), les gens ont du mal à respirer. Les infirmières du Croissant kurde font tout ce qu'elles peuvent avec des ressources limitées. Le confinement est nécessaire, mais

économiquement pesant pour la région, déjà épuisée par la guerre et les attaques d'Erdogan.

À tout le moins, l'utilisation et la distribution du vaccin salvateur reflètent les relations mondiales de pouvoir, de privilège et de domination. Jusqu'à présent, deux tiers des vaccins ont été livrés à seulement six pays dans le monde. Ici, dans le camp de Washokani, aucun vaccin n'est encore arrivé, ni n'a atteint le reste de la région. Pourtant, c'est si urgent.

The New York Times

21 Avril, 2021
By Lara Jakes

Biden to Declare Atrocities Against Armenia Were Genocide

The designation for the World War I-era killings would further fray U.S. relations with Turkey, but it is a risk the president appears willing to take to further human rights, officials said.

More than a century after the Ottoman Empire's killing of an estimated 1.5 million Armenian civilians, President Biden is preparing to declare that the atrocities were an act of genocide, according to officials familiar with the internal debate. The action would signal that the American commitment to human rights outweighs the risk of further fraying the U.S. alliance with Turkey.

Mr. Biden is expected to announce the symbolic designation on Saturday, the 106th anniversary of the beginning of what historians call a yearslong and systematic death march that the predecessors of modern Turkey started during World War I. He would be the

first sitting American president to do so, although Ronald Reagan made a glancing reference to the Armenian genocide in a 1981 written statement about the Holocaust, and both the House and the Senate approved measures in 2019 to make its recognition a formal matter of U.S. foreign policy.

At least 29 other countries have taken similar steps — mostly in Europe and the Americas, but also Russia and Syria, Turkey's political adversaries.

A U.S. official with knowledge of the administration's discussions said Mr. Biden had decided to issue the declaration, and others across the government and in foreign embassies said it was widely expected.

Jen Psaki, the White House press secretary, declined to comment on Wednesday except to note that the administration would have "more to say" on the topic on Saturday.

Foreign Minister Ara Aivazian of Armenia said in an interview on Wednesday that "the recognition by the United States will be a kind of moral beacon to many countries."

"This is not about Armenia and Turkey," Mr. Aivazian said. "This is about our obligation to recognize and condemn the past, present and future genocide."

The designation and whether Mr. Biden would issue it have been seen as an early test of his administration's dealings with the

government of President Recep Tayyip Erdoğan of Turkey.

The two men have had a somewhat testy relationship in the past, in contrast to the generally warm treatment Mr. Erdoğan received from President Donald J. Trump, and the genocide declaration could prompt a backlash from Turkey that risks its cooperation in regional military conflicts or diplomatic efforts. Past American presidents have held back from the declaration for that very reason, and Mr. Biden could still change his mind about issuing it.

While Turkey agrees that World War I-era fighting between the Muslim Ottomans and Christian Armenians resulted in widespread deaths, its leaders have resolutely rejected that the killing campaign that began in 1915 amounted to genocide.

Yet Turkish officials have been bracing for the genocide declaration ever since Mr. Biden committed to it during his presidential campaign, and Foreign Minister Mevlut Cavusoglu warned earlier this week that it would set back the already strained relationship between the two North Atlantic Treaty Organization allies.

“Statements that have no legal binding will have no benefit, but they will harm ties,” Mr. Cavusoglu said in an interview with the Turkish broadcaster Haberturk. “If the United States wants to worsen ties, the decision is theirs.”

The legal definition of genocide was not accepted until 1946, and officials and experts said Mr. Biden’s declaration would not carry any tangible penalties beyond humiliating Turkey and tainting its history with an inevitable comparison to the Holocaust.

“We stand firmly against attempts to pretend that this intentional, organized effort to destroy the Armenian people was anything other than a genocide,” a bipartisan group of 38 senators wrote in a letter to Mr. Biden last month, urging him to make the declaration. “You have correctly stated that American diplomacy and foreign policy must be rooted in our values, including respect for universal rights. Those values require us to acknowledge the truth and do what we can to prevent future genocides and other crimes against humanity.”

Mr. Biden appears intent on showing that his commitment to human rights — a pillar of his administration’s foreign policy — is worth any setback.

The genocide declaration signals that the United States is “willing to take geostrategic hits for our values,” said James F. Jeffrey, a



A ceremony last April in Yerevan, Armenia, commemorated the 105th anniversary of the beginning of the massacre of 1.5 million Armenians by Ottoman forces. Credit...Karen Minasyan/Agence France-Presse — Getty Images

former ambassador to Turkey who served in senior national security posts for the three presidents immediately preceding Mr. Biden.

Mr. Jeffrey, now the Middle East chair at the Wilson Center think tank in Washington, said there was little risk that Turkey would turn toward Russia, Iran or other American adversaries to replace its alliances with the West.

But, he said, Mr. Erdoğan could easily try to stymie or delay specific policies to aggravate the Biden administration, particularly in Syria, where Turkey’s tenuous cease-fire with Russia has allowed for already-narrowing humanitarian access, and in the Black Sea, to which American warships must first pass through the Bosphorus and the Dardanelles on support missions to Ukraine.

“It may be harder to get Erdoğan to agree to specific policies,” Mr. Jeffrey said.

He also raised the prospect that Turkey could force meticulous reviews to slow non-NATO operations at Incirlik Air Base, a way station for American forces and equipment in the region. Or, Mr. Jeffrey said, Turkey could do something to provoke new sanctions or reimpose ones that have been suspended, like taking military action against Kurdish fighters allied with American forces against the Islamic State in northeast Syria.

Pentagon officials have also noted the value of Turkish forces remaining in Afghanistan after the withdrawal of U.S. and other coalition troops by Sept. 11; Kabul and Ankara have a longstanding relationship that will allow some troops to remain in Afghanistan after the NATO nations leave.

Tensions between Turkey and the United States flared in December, when the Trump

administration imposed sanctions against Ankara for its purchase and then test of a Russian missile defense system that Western officials said could expose NATO’s security networks to Moscow. The sanctions were imposed in the final month of Mr. Trump’s presidency, three years after Turkey bought the missile system, and only after Congress required them as part of a military spending bill.

Mr. Trump had pointedly promised to help Armenia last fall during its war against Azerbaijan in the Nagorno-Karabakh region, noting the politically influential Armenian diaspora in the United States. His administration took a more evenhanded approach in trying to broker a peace agreement alongside Russia and France and, ultimately, Armenia surrendered the disputed territory in the conflict with Azerbaijan, which was backed by Turkey.

In the Wednesday interview, Mr. Aivazian, Armenia’s foreign minister, seized on Turkey’s military role in the Nagorno-Karabakh war as an example of what he described as “a source of expanding instability” in the region and the eastern Mediterranean Sea.

He said the genocide designation would serve as a reminder to the rest of the world if malign values are not countered.

“I believe bringing dangerous states to the international order will make our world much more secure,” Mr. Aivazian said. “And we will be witnessing less tragedies, less human losses, once the United States will reaffirm its moral leadership in these turbulent times.”

Something went wrong. Please try again later.

Iran Rattled as Israel Repeatedly Strikes Key Targets

Less than nine months, an assassin on a motorbike fatally shot an Al Qaeda commander given refuge in Tehran, Iran's chief nuclear scientist was machine-gunned on a country road, and two separate, mysterious explosions rocked a key Iranian nuclear facility in the desert, striking the heart of the country's efforts to enrich uranium.

The steady drumbeat of attacks, which intelligence officials said were carried out by Israel, highlighted the seeming ease with which Israeli intelligence was able to reach deep inside Iran's borders and repeatedly strike its most heavily guarded targets, often with the help of turncoat Iranians.

The attacks, the latest wave in more than two decades of sabotage and assassinations, have exposed embarrassing security lapses and left Iran's leaders looking over their shoulders as they pursue negotiations with the Biden administration aimed at restoring the 2015 nuclear agreement.

The recriminations have been caustic.

The head of Parliament's strategic center said Iran had turned into a "haven for spies." The former commander of the Islamic Revolutionary Guards Corps called for an overhaul of the country's security and intelligence apparatus. Lawmakers have demanded the resignation of top security and intelligence officials.

Most alarming for Iran, Iranian officials and analysts said, was that the attacks revealed that Israel had an effective network of collaborators inside Iran and that Iran's intelligence services had failed to find them.

"That the Israelis are effectively able to hit Iran inside in such a brazen way is hugely embarrassing and demonstrates a weak-



The funeral for Iran's top nuclear scientist, Mohsen Fakhri-zadeh, in Tehran last November. Killed by Israel, he was one of three top Iranian generals who died in the last 15 months. Credit... Iranian Defense Ministry/EPA, via Shutterstock

ness that I think plays poorly inside Iran," said Sanam Vakil, deputy director of the Middle East and North Africa Program at Chatham House.

The attacks have also cast a cloud of paranoia over a country that now sees foreign plots in every mishap.

Over the weekend, Iranian state television flashed a photograph of a man said to be Reza Karimi, 43, and accused him of being the "perpetrator of sabotage" in an explosion at the Natanz nuclear enrichment plant last week. But it was unclear who he was, whether he had acted alone and if that was even his real name. In any case, he had fled the country before the blast, Iran's Intelligence Ministry said.

On Monday, after the Iranian state news media reported that Brig. Gen. Mohammad Hosseinzadeh Hejazi, the deputy commander of the Quds Force, the foreign arm

of the Revolutionary Guards, had died of heart disease, there were immediate suspicions of foul play.

General Hejazi had long been a target of Israeli espionage, and the son of another prominent Quds Force commander insisted on Twitter that Mr. Hejazi's death was "not cardiac-related."

A Revolutionary Guards spokesman failed to clear the air with a statement saying the general had died of the combined effects of "extremely difficult assignments," a recent Covid-19 infection and exposure to chemical weapons during the Iran-Iraq war.

The general would have been the third high-ranking Iranian military official to be assassinated in the last 15 months. The United States killed Maj. Gen. Qassim Suleimani, the leader of the Quds Force, in January of last year. Israel assassinated Mohsen Fakhri-zadeh, Iran's chief nuclear scientist and a brigadier general

in the Revolutionary Guards, in November.

Even if General Hejazi died of natural causes, the cumulative loss of three top generals was a significant blow.

The attacks represent an uptick in a long-running campaign by the intelligence services of Israel and the United States to subvert what they consider to be Iran's threatening activities.

Chief among them are a nuclear program that Iran insists is peaceful, Iran's investment in proxy militias across the Arab world, and its development of precision-guided missiles for Hezbollah, the militant movement in Lebanon

An Israeli military intelligence document in 2019 said that General Hejazi was a leading figure in the last two, as the commander of the Lebanese corps of the Quds Force and the leader of the guided missile project. The Revolutionary Guards spokesman, Ramezan Sharif, said that Israel wanted to assassinate him.

Israel has been working to derail Iran's nuclear program, which it considers a mortal threat, since it began. Israel is believed to have started assassinating key figures in the program in 2007, when a nuclear scientist at a uranium plant in Isfahan died in a mysterious gas leak.

In the years since, six other scientists and military officials said to be critical to Iran's nuclear efforts have been assassinated. A seventh was wounded.

Another top Quds Force commander, Rostam Ghasemi, said recently that he had narrowly escaped an Israeli assassination attempt during a visit to Lebanon in March.

But assassination is just one tool in a campaign that operates on multiple levels and fronts.

In 2018, Israel carried out a daring nighttime raid to steal a half-ton of secret archives of Iran's nuclear program from a warehouse in Tehran.

Israel has also reached around the world, tracking down equipment in other countries that is bound for Iran to destroy it, conceal transponders in its packaging or install explosive devices to be detonated after the gear has been installed inside of Iran, according to a former high-ranking American intelligence official.

A former Israeli intelligence operative said that to compromise such equipment, she and another officer would drive by the factory and stage a crisis, such as a car accident or a heart attack, and the woman would appeal to the guards for help. That would get her enough access to the facility to identify its security system so that another team could break in and disable it, she said, speaking on condition of anonymity to discuss covert operations.

In an interview on Iranian state television last week, Iran's former nuclear chief revealed the origins of an explosion in the Natanz nuclear plant in July. The explosives had been sealed inside a heavy desk that had been placed in the plant months earlier, Fereydoon Abbasi-Davani, the former chief of Iran's Atomic Energy Organization, said.

The explosion ripped through a factory producing a new generation of centrifuges, setting back Iran's nuclear enrichment program by months, officials said.

The more recent explosion at the Natanz plant last week, he said, was the result of a "very sophisticated" operation in which the perpetrators were able to cut off power to the centrifuges from

both the main electrical grid and the backup batteries simultaneously. The sudden power cut sent the centrifuges spinning out of control, destroying thousands of them. Alireza Zakani, head of Parliament's research center, said Tuesday that in another case machinery from a nuclear site had been sent abroad for repair and was returned to Iran with 300 pounds of explosives packed inside.

In addition to setting back Iran's uranium enrichment program, the attacks are likely to weaken Iran's hand in indirect talks with the United States over restoring the 2015 nuclear agreement.

President Trump withdrew from the agreement, in which Iran accepted limits on its nuclear program in exchange for the lifting of sanctions, in 2018. President Biden has made restoring it one of his top foreign policy objectives.

Israel opposed the agreement, and the timing of its latest attack, while the nuclear talks were taking place in Vienna, suggested that Israel sought if not to derail the talks, to at least diminish Iran's leverage.

The United States said it was not involved in the attack but has not publicly criticized it either.

It would have been difficult for Israel to carry out these operations without inside help from Iranians, and that may be what rankles Iran most.

Security officials in Iran have prosecuted several Iranian citizens over the past decade, charging them with complicity in Israeli sabotage and assassination operations. The penalty is execution.

But the infiltrations have also sullied the reputation of the intelligence wing of the Revolutionary Guards, which is responsible for guarding nuclear sites and scientists.

A former Guards commander demanded a "cleansing" of the intelligence service, and Iran's vice president, Eshaq Jahangiri, said

that the unit responsible for security at Natanz should be "held accountable for its failures."

The deputy head of Parliament, Amir-Hossein Ghazizadeh Hashemi, told the Iranian news media on Monday that it was no longer enough to blame Israel and the United States for such attacks; Iran needed to clean its own house.

As a publication affiliated with the Guards, Mashregh News, put it last week: "Why does the security of the nuclear facility act so irresponsibly that it gets hit twice from the same hole?"

But the Revolutionary Guards answer only to Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, and so far there has been no sign of a top-down reshuffling.

After each attack, Iran has struggled to respond, sometimes claiming to have identified those responsible only after they had left the country or saying that they remained at large. Iranian officials also insist that they have foiled other attacks.

Calls for retaliation grow louder after each attack. Conservatives have accused the government of President Hassan Rouhani of weakness or of subjugating the country's security to the nuclear talks in hopes they will lead to relief from American sanctions.

Indeed, Iranian officials shifted to what they called "strategic patience" in the last year of the Trump administration, calculating that Israel sought to goad them into an open conflict that would eliminate the possibility of negotiations with a new Democratic administration.

Both Mr. Rouhani and Foreign Minister Mohammad Javad Zarif have said they would not allow the attacks to derail the negotiations because lifting sanctions was the priority.

In Vienna on Tuesday, senior diplomats said that progress was being made in the talks, however slowly. They agreed to set up a working group to study how to sequence the return of the United

States to the deal by lifting all sanctions "inconsistent" with the accord, and the return of Iran to the enrichment limits set in the accord.

It is also possible that Iran's response to the Israeli attacks has been muted less by patience than by failure.

Iran was blamed for a bomb that exploded near Israel's embassy in New Delhi in January, and 15 militants linked to Iran were arrested last month in Ethiopia for plotting to attack Israeli, American and Emirati targets.

But any overt retaliation risks an overwhelming Israeli response.

"They are not in a hurry to start a war," said Talal Atrissi, a political science professor at the Lebanese University in Beirut. "Retaliation means war."

And if the repeated Israeli attacks had the effect of fomenting a national paranoia, an intelligence official said, that was a side benefit for Israel. The additional steps Iran has taken to scan buildings for surveillance devices and plumb employees' backgrounds to root out potential spies has slowed down the enrichment work, the official said.

The conventional wisdom is that neither side wants full-scale war and is counting on the other not to escalate. But at the same time, the covert, regionwide shadow war between Israel and Iran has intensified with Israeli airstrikes on Iranian-backed militias in Syria and tit-for-tat attacks on ships.

But as Iran faces a struggling economy, rampant Covid-19 infections and other problems of poor governance, the pressure is on to reach a new agreement soon to remove economic sanctions, said Ms. Vakili of Chatham House. "These low-level, gray zone attacks reveal that the Islamic Republic urgently needs to get the J.C.P.O.A. back into a box" to free up resources to address its other problems, she said, referring to the nuclear deal, formally called the Joint Comprehensive Plan of Action.

Un prisonnier kurde meurt d'un cancer à Mersin

Isa Gültekin, un prisonnier politique kurde atteint d'un cancer avancé, est décédé à Mersin.

Isa Gültekin, 67 ans, était incarcéré à la prison de type T de Tarse, à Mersin. Gültekin, atteint d'un cancer, n'a pas été libéré et est décédé à l'hôpital d'État de Tarse où il était soigné.

La famille de Gultekin et l'Association des droits de l'homme (IHD) avaient exhorté la semaine dernière les autorités à libérer Gültekin alors qu'il était mourant.

Gultekin avait été condamné à une peine aggravée à perpétuité il y a 28 ans. Il lui restait 18 mois à purger.



Isa Gültekin

Kurdish-majority provinces have lowest Covid vaccination rates

The number of vaccine doses administered per 100 people is significantly lower in predominantly Kurdish-populated provinces compared to other parts of the country.

More than 20.5 million coronavirus vaccine doses have been administered so far in Turkey, with 7.9 million people receiving two doses, according to the Ministry of Health figures.

Turkey started its mass vaccination campaign in early January. The country mostly relies on China's Sinovac company for Covid vaccination while it has also pro-

cured four million doses of Pfizer's BioNTech.

More than 3.3 million doses were administered in İstanbul, the country's largest and hardest-hit city by the pandemic.

The city where the lowest number of vaccine doses have been administered was Hakkari, a Kurdish-majority province in the east.

Predominantly Kurdish-populated provinces in the east and southeast have low vaccination rates compared to other provinces, the ministry data shows.

The number of vaccine doses administered per 100 people in some eastern and southeastern provinces was 5.62 in Şırnak, 7.6 in Urfa, 10.77 in Diyarbakır, and 11.03 in Van.

The vaccination rate is 22 percent in İstanbul and 29 percent in Ankara, the capital, and 31.8 percent in İzmir, the third-largest province of the country.

Vaccination rates for some other provinces in various parts of the country: Çanakkale - 42.6 percent, Rize - 31.5 percent, Uşak - 30.8 percent, Samsun - 30 percent, Mersin - 26.6 percent, Bayburt - 21.2 percent. (RT/VK)



April 22, 2021
By Halgurd Sherwani

Kurdish Journalism Day: ‘Kurdistan’ newspaper’s legacy lives on 123 years later

History and literature took center stage in the first issue, including poetry and the story of the Kurdish struggle

Over a century ago, the founder of the first Kurdish-language newspaper realized that journalism was one way for stateless Kurds to follow developments at home and around the world.

On April 22, 1898, descendants of a Kurdish prince living in exile in Cairo established the first Kurmanji-dialect Kurdish newspaper. Until its demise four years later, 31 issues of “Kurdistan” were printed, and all were free to readers.

The newspaper was issued by Miqdad Madhad Badirkhan and later his brother Abdul Rahman Beg, the grandsons of Badirkhan Pasha of the Botan dynasty.

Following the abolishment of the dynasty in what is now southeastern Turkey, the founders of “Kurdistan” settled in Egypt, where the paper’s first issue was published.

Due to constant pressure from Ottoman authorities, the paper moved homes frequently during its run, eventually being printed in Cairo, the Swiss city of Geneva, and London and Folkstone in England.

Most of Miqdad Badirkhan’s family is gone and some have changed their names, but his descendent Sinam Khan Badirkhan remains in Kurdistan, and has lived in Erbil since 2006.

“This newspaper has a great meaning for the whole Kurdish nation,” she told Kurdistan 24 in an interview at her home this week.

First Issue

The first issue of “Kurdistan” was printed in Cairo on April 22, 1898. The



The newspaper “Kurdistan” and its founder Miqdad Madhad Badirkhan. (Photo: Kurdistan 24)

importance of journalism in general and a newspaper specifically for the Kurdish people were stressed in its first editorial.

“The Kurdish people, unfortunately, are not as literate and rich as other nations. They are unaware of what is happening around them,” Miqdad Badirkhan wrote.

“In this newspaper, the benefits of science and information are discussed: from where people learn, in which place there is war, the stance of world powers and how they fight, and how trades are done, will all be published here,” Badirkhan wrote.

History and literature took center stage in the first issue, including

poetry and the story of the Kurdish struggle.

Over a century later, Kurdish journalism remains alive in both printed newspapers and news websites.

There are nearly 800 registered newspapers in the Kurdistan Region along with roughly 1,000 news websites, Azad Shekh Younis, the General Secretary of the Kurdistan Journalists’ Syndicate, told Kurdistan 24 on Wednesday.

Kurdish lawmakers have this year marked the 123rd anniversary of the paper by declaring April 22 Kurdish Journalism Day, to “recognize the vital role of newspapers and journalism in protecting and developing language, culture, and national sentiment.”



April 22, 2021
By Wladimir Van Wilgenburg

“This newspaper has a great meaning for the whole Kurdish nation”

Interview with Sinam Khan Badirkhan about the newspaper 'Kurdistan'

April 22, 2021 is Kurdish Journalism Day, marking the 123rd anniversary of the publication of the first Kurdish language newspaper, "Kurdistan."

"Kurdistan" was published in Cairo in 1898 by Mikdad Midhat Badirkhan, the paternal uncle of Sinam Khan Badirkhan, one of the last remaining members of the Badirkhan family. Sinam, 83, now lives in Erbil, in the Kurdistan Region of Iraq.

"I am very happy here, there is something that I missed [in the past]," she told Kurdistan 24 this week in an interview in her home in the capital, where she has been living since 2006.

"Now I can speak my language, I don't have to speak Arabic, Turkish, or Persian, and I see my flag, this is something very great for me."

She added that the newspaper "Kurdistan" was created in exile in Egypt for Kurds who were scattered over



Sinam Khan Badirkhan

four countries: Syria, Turkey, Iraq and Iran. The family wanted the Kurdish people to have a newspaper to learn and know their own heritage, she said.

Therefore, she said Thursday's anni-

versary of the newspaper's first publication and Kurdish Journalism Day are very important: "Other people celebrate their newspapers and their revolution, so why don't we? It's important for the Kurds to know that we are educated, and we can read, and had our first newspaper."

Le Monde

22 Avril, 2021
Par Marie Jégo

Turquie : la ministre du commerce limogée pour népotisme

Ruhsar Pekçan était depuis quelques jours sous les feux des projecteurs, accusée d'avoir favorisé des entreprises familiales, alors que le président turc Recep Tayyip Erdogan doit faire face à des critiques sur sa gestion économique du pays.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a limogé, mercredi 21 avril, Zehra Zümrüt Selçuk et Ruhsar Pekçan, les deux ministres femmes de son

gouvernement. Zehra Zümrüt Selçuk a perdu le ministère de la famille et du travail, qui a été divisé en deux. Elle a été remplacée par Derya

Yanik, une responsable du parti présidentiel de la Justice et du développement (AKP) à Istanbul, qui, chargée de la famille, est désormais l'unique ministre

femme du cabinet. A la tête du ministère du travail, le président a nommé Vedat Bilgin, l'un de ses anciens conseillers.

Ruhsar Pekçan, la ministre du commerce, a été démise de ses fonctions pour être remplacée par Mehmet Mus, un député de l'AKP. Le décret présidentiel ne précise pas la raison de son remplacement mais Mme Pekçan était depuis quelques jours sous les feux des projecteurs, accusée par différents médias de népotisme.

Tout a commencé avec la publication d'articles par le site Internet OdaTV, accusant la ministre d'avoir accordé des contrats avantageux à des entreprises détenues par elle et par son mari. En cause, l'achat, pour son ministère, de produits désinfectants proposés à la vente par des entreprises appartenant au couple. A cet effet, plusieurs contrats d'une valeur totale de 9 millions de livres turques, soit plus de 900 000 euros, ont été signés.

Tout a été fait « dans le respect des règles », a déclaré la ministre dans un communiqué publié avant son limogeage, dans lequel elle justifie son achat par le « prix inférieur » du produit désinfectant fabriqué par les entreprises familiales, comparé aux prix proposés par la concurrence.

Campagne critique

En cette période de disette économique et de mécontentement populaire, ces accusations ont été reprises en boucle par les médias et sur les réseaux sociaux. L'éviction inattendue de Mme Pekçan suggère que le président, dont la popularité décline dans les sondages, ne veut pas risquer de nouvelles critiques de l'opposition sur sa piètre gestion de l'économie.

« L'économie est ma spécialité », disait-il en décembre 2020, un mois après avoir accepté la démission de son gendre, l'impopulaire ministre du trésor et de l'économie, Berat Albayrak, qui a rendu son tablier au moment où la livre turque s'effondrait par rapport au dollar. Pour défendre la monnaie, Berat Albayrak a favorisé l'utilisation par la Banque centrale d'une bonne partie de ses réserves en devises, sans parvenir pour autant à enrayer sa chute.

Un choix dénoncé par le parti Républicain du peuple (CHP, opposition) qui mène depuis plusieurs jours une campagne critique de sa gestion, avec le slogan « Où sont passés les 128 milliards » de dollars,

une somme qui, selon le CHP, s'est évaporée des caisses de la Banque centrale entre 2019 et 2020 au profit d'entreprises proches du pouvoir.

Des affiches porteuses de ce slogan ont envahi les murs d'Istanbul et d'Ankara, au grand dam du gouvernement qui a envoyé la police les arracher.

Criant au « mensonge » et à la « trahison », le numéro un turc a rejeté les griefs de l'opposition. « Cet argent n'a pas été donné en cadeau à qui que ce soit, il a simplement été transféré à divers acteurs économiques », a-t-il déclaré mercredi à Ankara.

Reconnaissant que 165 milliards de dollars avaient été utilisés pour sauver la monnaie entre 2019 et 2020, M. Erdogan a souligné que la Banque centrale disposait de près de 90 milliards de dollars de réserve et était prête à les utiliser « si nécessaire ». Peu après le discours présidentiel, la livre turque locale a perdu environ 0,7 % de sa valeur par rapport au dollar, attestant du manque de confiance des investisseurs.



April 23, 2021

Iraq: displaced Yazidis returned to home villages

The Ministry of Defence in Baghdad announced yesterday that around 7,500 displaced families, most of them Yazidis, have returned to the districts of Tal Afar and Sinjar in Nineveh governorate, in the north of Iraq, Anadolu has reported. The families were displaced by Daesh in 2014.

According to the ministry, the Iraqi army supervised the return of the internally displaced persons (IDPs) from the Kurdistan region. No specific date for this was mentioned. The officials added that the security forces are continuing to clear the home

villages to allow the completion of the return operation.

More than 300,000 people were displaced from Sinjar district during the Daesh invasion in 2014. The terrorist organisation executed Yazidi men who were captured by its militants, and kidnapped about 6,000 women and children.

It is estimated that about 20 per cent of the IDPs have returned to their areas despite the fact that it is six years since Daesh was driven out of Sinjar. The Kurdistan Regional Government (KRG) in the north

said that the presence of armed groups, including those affiliated with the terrorist Kurdistan Workers' Party (PKK) and associated organisations, has prevented the population from returning home.

On 9 October, Baghdad and the KRG signed an agreement to maintain security in Sinjar with the help of the Iraqi army in coordination with the Kurdish forces, and remove all illegal armed groups from the region. However, the KRG says that PKK militants are still deployed in Sinjar, and have brought additional forces from Syria.



23 Avril, 2021

Erdogan et Biden d'accord pour « bâtir une coopération plus étroite »

Le président américain Joe Biden s'est entretenu ce vendredi avec son homologue turc Recep Tayyip Erdogan à la veille de la reconnaissance attendue du génocide arménien, conformément à sa promesse de campagne.

Le génocide arménien est reconnu par plus d'une vingtaine de pays et de nombreux historiens mais il est vigoureusement contesté par la Turquie.

« L'importance de travailler ensemble »

Joe Biden a exprimé sa volonté de bâtir une « relation bilatérale constructive », a indiqué la Maison Blanche dans un bref compte-rendu de l'échange téléphonique qui évoque la nécessité d'une « gestion efficace des désaccords ».

De son côté, le président turc Recep Tayyip Erdogan a déclaré que lui et son homologue américain Joe Biden ont convenu « de bâtir une coopération plus étroite » sur les sujets intéressants leurs pays, alliés au sein de l'Otan, lors de leur premier entretien téléphonique depuis l'investiture du second. « Les deux dirigeants ont convenu du caractère stratégique de la relation bilatérale et de l'importance de travailler ensemble à bâtir une coopération plus étroite sur les sujets d'intérêt mutuel », a indiqué la présidence turque dans un compte-rendu de cette conversation.

Plusieurs sujets de désaccord entre Ankara et Washington ont distendu leurs relations : de l'achat par la Turquie du système de défense anti-aérienne russe S400 au soutien américain aux milices kurdes sy-

riennes, en passant par le refus américain d'extrader le prédicateur musulman Fethullah Gülen, accusé d'avoir orchestré le coup d'Etat de 2016 contre Recep Tayyip Erdogan.

Durant sa conversation avec Joe Biden, Recep Tayyip Erdogan a noté que « régler les problèmes de la présence du FETO (acronyme utilisé par Ankara pour décrire le mouvement de Fethullah Gülen) aux Etats-Unis et le soutien américain aux organisations terroristes PKK-PYD en Syrie étaient important pour faire avancer les relations turco-américaines », selon la présidence turque.

Une promesse de campagne à tenir

Plus tôt dans la journée, un porte-parole du département d'Etat américain a évoqué une « annonce » attendue ce samedi sur le « génocide arménien », laissant peu de doute sur la décision de Joe Biden qui avait promis, avant son élection, de prendre l'initiative sur ce dossier. Malgré des années de pressions de la communauté arménienne aux Etats-Unis, aucun président américain ne s'était jusqu'ici risqué à fâcher Ankara, allié historique de Washington et membre de l'Otan. Le Congrès américain a reconnu le génocide arménien en décembre 2019 lors d'un vote symbolique, mais Donald Trump avait refusé d'utiliser le mot.

Les Arméniens estiment qu'un million et demi des leurs ont été tués de manière systématique pendant la Première Guerre mondiale par les troupes de l'Empire ottoman, alors allié à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie. Ils commémorent ce génocide chaque année le 24 avril.

« Défendre la vérité »

La Turquie, issue du démantèlement de l'empire en 1920, reconnaît des massacres mais récuse le terme de génocide, évoquant une guerre civile en Anatolie, doublée d'une famine, dans laquelle 300.000 à 500.000 Arméniens et autant de Turcs ont trouvé la mort.

Lors d'une réunion avec des conseillers jeudi, le président Erdogan « a indiqué qu'il continuerait de défendre la vérité contre ceux qui soutiennent le mensonge du soi-disant 'génocide arménien' (...) à des fins politiques », selon son cabinet sans faire référence à l'annonce possible de Joe Biden.

Une future rencontre

« Nous ne devons jamais oublier ni rester silencieux sur cette horrible et systématique campagne d'extermination », avait souligné Joe Biden durant sa campagne. « Si nous ne reconnaissons pas pleinement le génocide, si nous ne le commémorons pas, si nous ne l'enseignons pas, les mots 'plus jamais' ne veulent plus rien dire », avait-il ajouté.

L'annonce de Joe Biden n'aura pas de portée légale, mais elle ne peut qu'aggraver les tensions avec une Turquie que le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken a qualifiée de « soi-disant partenaire stratégique » qui « par de nombreux aspects ne se comporte pas comme un allié ». Joe Biden et Recep Tayyip Erdogan ont convenu de se rencontrer en juin en marge du sommet de l'Otan à Bruxelles.

Joe Biden reconnaît le génocide arménien, une première pour un président américain

Historique, la décision du président des Etats-Unis a été qualifiée d'« ingérence » par son homologue turc Recep Tayyip Erdogan.

Le président des Etats-Unis, Joe Biden, a reconnu officiellement le génocide arménien. Dans une déclaration solennelle, le président démocrate a admis, samedi 24 avril, que les massacres et déportations commis à partir de 1915, pendant la première guerre mondiale, par les Ottomans contre les populations arméniennes relevaient du génocide.

« Chaque année en ce jour, nous nous souvenons de la vie de tous ceux qui sont morts lors du génocide arménien de l'ère ottomane et nous nous engageons à nouveau à empêcher qu'une telle atrocité ne se reproduise », a déclaré le président dans un communiqué publié à midi, heure américaine (18 heures à Paris). « Nous ne faisons pas cela pour blâmer mais pour nous assurer que ce qui s'est passé ne se répète jamais », a ajouté le président des Etats-Unis, qui s'est gardé de faire une déclaration orale qui l'implique davantage.

« Renouvelons notre résolution commune d'empêcher que de futures atrocités ne se produisent partout dans le monde. Et poursuivons la guérison et la réconciliation pour tous les peuples du monde. Le peuple américain honore tous ces Arméniens qui ont péri dans le génocide qui a commencé il y a cent six ans aujourd'hui. »

Les présidents américains avaient toujours évité cette reconnaissance formelle pour ne pas irriter leur allié au sein de l'OTAN. Ronald Reagan avait fait référence, le 22 avril 1981, au « génocide des Arméniens », qui fit plus de 1,5 million de victimes, mais il s'agissait d'une incise dans une déclaration commémorant les camps de la mort nazis. Barack Obama l'avait reconnu dans des déclarations de campagne, mais ne l'avait pas fait en tant que président lors de la célébration du centenaire des massacres en 2015. Une trentaine de pays, dont la France, l'Allemagne et la Russie, ont reconnu le génocide, selon l'Armenian National Institute de Washington.

Le président de la République turque, Recep Tayyip Erdogan, a réagi samedi en accusant des « tiers » de s'ingérer dans les affaires de son pays. « Personne ne profite du fait que les débats – qui devraient être tenus par des his-

toriens – soient politisés par des tiers et deviennent un instrument d'ingérence dans notre pays », a-t-il déclaré dans un message adressé au patriarche arménien à Istanbul.

Selon la presse américaine, M. Biden avait prévenu M. Erdogan, vendredi, de son geste à venir. Le sujet ne figurait pas dans le compte rendu de l'entretien entre les deux hommes, le premier depuis que M. Biden a pris ses fonctions en janvier.

Démêner par avance la tension avec la Turquie

Ce contact tardif révèle les relations délicates avec la Turquie, alliée au sein de l'OTAN, que le président Donald Trump avait l'habitude de choyer. Mais les deux hommes, cherchant manifestement à déminer par avance la tension inéluctable que va provoquer cette reconnaissance, ont convenu par avance, selon la Maison Blanche, leur intention de se rencontrer en juin à Bruxelles en marge du sommet de l'OTAN.

M. Biden a exprimé « son intérêt pour une relation bilatérale constructive avec des domaines de coopération élargis et une gestion efficace des désaccords ». Une source officielle turque, après l'échange téléphonique, a insisté sur le fait que les présidents Erdogan et Biden étaient d'accord sur « l'importance de travailler ensemble ».

Pendant sa campagne, M. Biden avait déclaré en janvier 2020 au New York Times que M. Erdogan était un « autocrate » et qu'il fallait soutenir l'opposition « pour le battre », « pas par un coup d'Etat, mais par le processus électoral ». Les relations entre les deux hommes ont toujours été mauvaises. M. Erdogan avait réservé un accueil glacial à M. Biden lorsqu'il était vice-président, en août 2016, juste après la tentative de coup d'Etat dont M. Erdogan estime qu'elle a été fomentée par Fethullah Gülen, réfugié aux Etats-Unis. Ces derniers ont besoin de la présence de la Turquie en Afghanistan, alors que leur retrait sera devenu complet pour le vingtième anniversaire des attentats du 11 septembre 2001.

Jeudi, le président Erdogan a dit à ses conseillers « de défendre la vérité »

La Turquie insiste sur le fait que les meurtres

et les expulsions d'Arméniens dans ce qui était alors l'Empire ottoman n'étaient pas un génocide, mais le résultat du conflit plus large de la première guerre mondiale, alors que les Turcs craignaient que ceux-ci ne s'allient à la Russie. Jeudi, le président Erdogan a dit à ses conseillers « de défendre la vérité contre ceux qui soutiennent le mensonge du "génocide arménien" ». A la télévision turque, le ministre des affaires étrangères, Mevlüt Çavusoglu, a mis en garde :

« Si les Etats-Unis veulent que nos relations empiront, c'est à eux de décider. »

Le candidat Biden avait déjà publié une longue déclaration

L'annonce de Joe Biden en ce 24 avril, qui marque la commémoration du début des massacres en 1915, n'est pas complètement une surprise. En 2020, en pleine campagne électorale, le candidat qui n'était pas encore investi par le Parti démocrate pour la présidentielle américaine avait publié une longue déclaration en ce sens :

« Aujourd'hui, nous nous souvenons des atrocités subies par le peuple arménien dans le Medz Yeghern – le génocide arménien. De 1915 à 1923, près de 2 millions d'Arméniens ont été déportés en masse et 1,5 million d'hommes, de femmes et d'enfants ont été tués. Des Grecs, des Assyriens, des Chaldéens, des Syriques, des Araméens, des maronites et d'autres chrétiens ont également été visés. Nous ne devons jamais oublier ni garder le silence sur cette horrible et systématique campagne d'extermination. »

« Il est particulièrement important de dire ces mots, avait déclaré M. Biden, et de commémorer cette histoire à un moment où l'on nous rappelle quotidiennement le pouvoir de la vérité et notre responsabilité partagée de lutter contre la haine – car le silence est complicité. » « Si nous ne reconnaissons pas, ne commémorons pas et n'enseignons pas pleinement à nos enfants le génocide, les mots "plus jamais" perdent leur sens », avait-il poursuivi, avant d'ajouter : « Le fait de ne pas se souvenir ou reconnaître le fait d'un génocide ne fait que préparer la voie à de futures atrocités de masse. »

Le gouvernement syrien harcèle les quartiers kurdes d'Alep

Le régime syrien qui a suivi une déroute dans le quartier Tayy de ville kurde de Qamishli où il voulait créer le chaos, veut se venger en s'en prenant aux quartiers de Sheikh Maqsd et d'Ashrefiye à Alep abritant une importante population kurde.

Selon l'Organisation des droits humains d'Afrin, les forces des forces gouvernementales syriennes représentées dans la quatrième division et la branche de la sécurité de l'État ont décidé vendredi de harceler la population de Sheikh Maqsd et Ashrefiye à Alep, à la suite des affrontements intenses qui ont éclaté en la ville de Qamishli entre les Forces de sécurité intérieure, les Asayish et le groupe de mercenaires du régime syrien depuis mardi dernier.

Après que le quartier Tayy ait été débarrassé des mercenaires de la Défense nationale, la quatrième division a verrouillé le point de contrôle de Jazira menant à Sheikh Maqsd tandis que Awaridh est



restés ouvert, ce qui a créé de longues files d'attente au milieu d'opérations d'inspection et de contrôle.

Des sources locales ont rapporté que des

Kurdes ont été arrêtés à Bustan Basha, Ashrefiye, Midan, Catstello et près du carrefour Jendul où des voitures ont été immobilisées et des civils à bord arrêtés.

**L'Orient
LE JOUR**

24 Avril 2021

Nouveau raid de l'armée turque dans le nord de l'Irak

L'armée turque a effectué samedi une nouvelle opération terrestre et aérienne contre des bases de séparatistes kurdes du PKK dans le nord de l'Irak, ont annoncé des responsables officiels et des médias.

«Des commandos héroïques des forces armées turques héroïques sont dans le nord de l'Irak», a déclaré dans un tweet le ministère turc de la Défense, sans préciser le nombre des militaires impliqués dans ce raid. D'après des mé-

dias turcs, des commandos sont arrivés à bord d'hélicoptères dans la région de Metina pendant que des avions bombardaient des cibles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation considérée comme terroriste par la Turquie et ses alliés occidentaux.

La télévision turque a montré des parachutistes en train de sauter d'hélicoptères et des soldats en tenue de camouflage tirant au fusil. La Turquie procède régulièrement à des at-

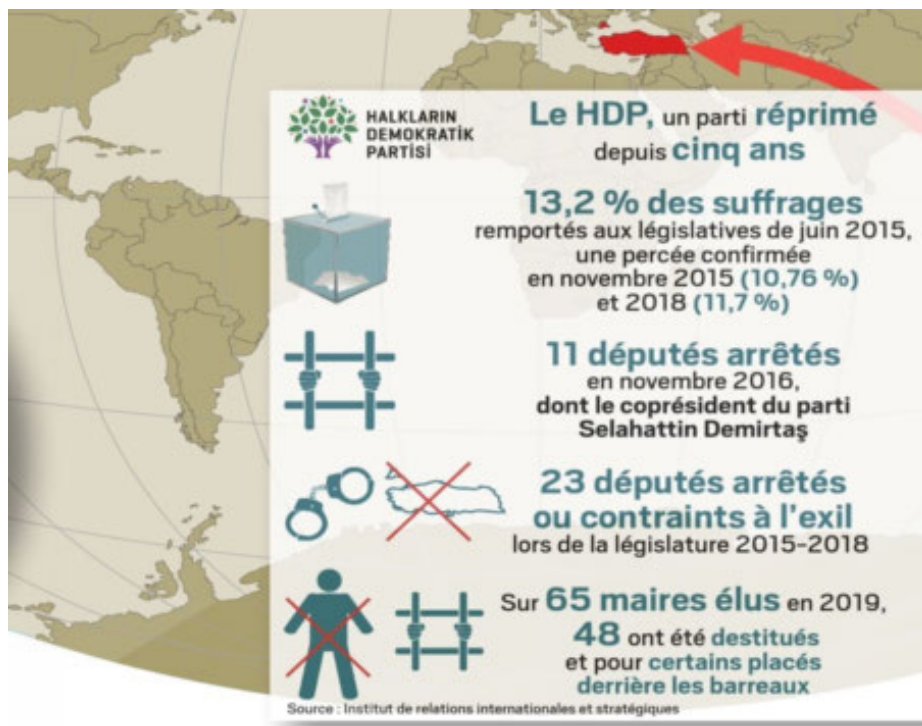
taques dans les zones montagneuses du nord de l'Irak contre les bases arrière du PKK, qui livre depuis 1984 une sanglante guérilla sur le sol turc ayant fait plus de 40.000 morts. Ces raids suscitent des tensions avec le gouvernement irakien, mais le président turc Recep Tayyip Erdogan répète que son pays entend "s'occuper" du PKK dans ces régions si Bagdad n'est "pas en mesure de le faire". L'armée turque avait également déclenché le 10 février une opération contre cette organisation dans le nord de l'Irak.

À ANKARA, LES LEADERS KURDES SUR LE BANC DES ACCUSÉS

Demain, 108 personnes comparaitront à Ankara pour avoir participé à des manifestations en 2014, dont de nombreux chefs du parti prokurde HDP (Parti démocratique des peuples). Parmi eux, son coprésident, Selahattin Demirtaş, déjà condamné le mois dernier à trois ans et demi de prison pour avoir insulté le chef de l'État, Recep Tayyip Erdogan. Ce nouveau procès illustre l'implicable répression dont est victime depuis 2016 cette formation politique, la troisième de Turquie.

Bête noire du pouvoir, le HDP est régulièrement accusé d'être la « vitrine politique » du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) et de se livrer à des activités « terroristes ». Mi-mars, un procureur a même présenté à la Cour constitutionnelle une demande d'interdiction du parti. Mais l'examen de la demande a été retardé pour « vices de procédure ».

UNION EUROPÉENNE 49 % des Européens ont confiance en l'Union européenne, selon la dernière enquête Eurobaromètre effectuée en février et mars. C'est le score le plus élevé depuis



dix ans, avec une augmentation de 6 points depuis l'été 2020, malgré la pandémie et les difficultés rencontrées par

Bruxelles sur les vaccins.

En Syrie, les fantômes de Daesh

Le pseudo-califat, fondé en juin 2014 avec l'offensive des islamistes sur Mossoul en Irak, a certes été éradiqué. Il n'empêche ! Une sorte de califat mental demeure. Un espace à la fois virtuel et logistique. Et la guerre continue, une guerre sans frontières, aux contours opaques, sans territoire déterminé mais avec des bataillons de volontaires.

À Rakka, des bombes improvisées explosent ici et là...

À Rakka, où j'ai séjourné, l'an dernier, avec les combattants kurdes, les cellules dormantes de Daesh restent actives. Reconquête de haute lutte par les Forces démocratiques syriennes arabo-kurdes, l'ancienne ville phare de l'organisation État islamique (EI) est aujourd'hui encore en grande

partie détruite. Chaque jour, les unités de défense et la police, composée d'agents arabes et kurdes, patrouillent dans les rues pour déjouer les attentats et tenter d'infiltrer les réseaux. Des bombes improvisées explosent çà et là. Des figures locales sont ciblées, des avocats, des membres du Conseil civil, qui règne sur la majorité du Nord-Est syrien, des fonctionnaires aussi.

Dans la poche d'Idlib, ce sont des sicaires de Daesh qui ont été récupérés par l'armée turque. Idem sur la rive ouest de l'Euphrate, à Jarablus et ses environs, face aux tranchées où je me trouvais avec les peshmergas, « les combattants de la mort », qui ne cessent de lutter contre le fondamentalisme et ne comprennent toujours pas comment l'administration américaine a pu les abandonner, en octobre 2019. Derniers remparts, ils ont perdu 13 500 des leurs, souvent âgés de vingt ans et quelques, pour combattre le fondamentalisme.

L'État islamique « récupéré » par la Turquie

Si l'EI reprend du poil de la bête, c'est que l'organisation vit sur deux acquis. Primo, une structure clandestine qui continue de progresser et de disposer de réseaux dans les pays occidentaux pour commettre des attentats largement médiatisés de part et d'autre. Il suffit, on l'a vu lors de récentes opérations en Europe, d'un ou deux artificiers pour passer à l'action. Parfois, les attentats sont commis par un candidat au suicide que Daesh s'empresse de revendiquer comme l'étant l'un des siens. Secundo, une récupération par certains États. Et la Turquie au premier chef. Ainsi, son président Recep Tayyip Erdogan n'a-t-il pas hésité à ordonner la réquisition de plusieurs milliers de jihadistes en Syrie pour les envoyer sur trois fronts.

D'abord, lors des offensives menées contre les Kurdes au nord de la Syrie, en 2018 puis en octobre 2019, dès que Trump a lâché ses anciens alliés, signal d'un blanc-seing pour Ankara ainsi que pour Téhéran. Dans la poche d'Afrin, au nord-ouest de la Syrie, ainsi que dans celle de Tall Abyad, islamistes et militaires turcs œuvrent main dans la main. C'est le règne de l'arbitraire et de la terreur. Pillages, sévices, viols, enlèvements de centaines de femmes kurdes. Une manière de chasser les Kurdes, habitants de cette contrée depuis des lus-



À Rakka, ville ravagée par les combats entre l'État islamique et les forces kurdes, les cellules dormantes de Daesh restent actives (Photo Ahmed Mardnli/EPA)

tres. Dans certaines de ces portions de territoire syrien, c'est la monnaie turque qui a cours, afin de rémunérer les administratifs mais aussi les fondamentalistes à la solde, dans tous les sens du terme, d'Ankara. Nombre de voitures portent des plaques turques identifiées à une nouvelle région, comme si ces contrées étaient déjà annexées.

Des cohortes de mercenaires payés 2 000 dollars par mois

Maints de ces mercenaires sont payés en dollars ou en livres turques. Une banalisation de l'islamisme qui sied au Frère musulman Erdogan, en désir d'un nouvel empire. Ensuite, des cohortes de ces mercenaires enturbannés ont été envoyées toujours par l'armée turque en Libye. Avec ces supplétifs dûment armés et rétribués jusqu'à 2 000 dollars (1 650 euros) par mois, le despotique Erdogan entend bien faire valoir ses prétentions impériales et néo-ottomanes face à la Russie qui, elle, a recours à d'autres mercenaires, ceux du Groupe Wagner.

Enfin, en proie à son rêve de refonte du « Grand Moyen-Orient », Erdogan a ordonné le déploiement de plus de deux mille de ces jihadistes, pour beaucoup venus de Syrie, en Azerbaïdjan afin de reconquérir l'enclave arménienne de Haut Karabakh, à l'au-

tomne dernier. Des conseillers militaires ont été dépêchés sur place ainsi qu'au sein de l'état-major de Bakou, suivis par ces milices islamistes qui avaient pour consigne de « tuer du chrétien ».

Daesh est un pion entre les mains d'Erdogan

À moindres frais, le numéro un turc met un pied dans le Caucase pour mieux négocier ensuite avec le nouveau tsar de toutes les Russies. Daesh entre ses mains n'est qu'un pion mais un pion hautement périlleux pour les démocraties. Et peu importe au nouveau Sultan - tel est sur son surnom - que l'EI ait commis naguère des attentats sur son territoire. L'armée turque a, depuis, instrumentalisé le groupe terroriste. Une milice d'autant plus utile à Ankara que son état-major, en cas de contentieux ou de casus belli, se retrancherait sur le caractère incontrôlable de ces troupes.

Ainsi, la bête noire des pays occidentaux, longtemps sacralisée dans un espace physique, est-elle désormais entre les mains d'un État, pourtant membre de l'Otan, adepte des liaisons dangereuses. Ce n'est pas le moindre des paradoxes de la nouvelle donne au Moyen-Orient. L'ancien empire ottoman avance ses janissaires. Et les sbires de l'État islamique se frottent les mains.

Génocide arménien : après la reconnaissance de Biden, la Turquie soudée dans le déni

Admettre l'existence des massacres perpétrés en 1915 en Anatolie équivaldrait pour Ankara à nier le récit national sur lequel la République s'est établie.

La Turquie « rejette entièrement » la reconnaissance du génocide arménien par les Etats-Unis, a déclaré Mevlüt Çavuşoğlu, le ministre turc des affaires étrangères, quelques minutes après la déclaration du président Joe Biden, samedi 24 avril. « Les mots ne peuvent changer ou réécrire l'histoire. Nous n'avons de leçons à recevoir de personne sur notre histoire », a-t-il tweeté en réaction à la décision venue de Washington. Il a convoqué, dans la soirée, l'ambassadeur américain pour protester, a rapporté l'agence de presse d'Etat, Anadolu.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, prévenu dès vendredi par son homologue américain, Joe Biden, n'a pas réagi. Avant l'annonce officielle, il a adressé ses condoléances à Sahak Mashalian, le patriarche de la communauté arménienne de Turquie, pour les « conditions difficiles » qu'elle a endurées pendant la première guerre mondiale. Il a déploré l'instrumentalisation de l'histoire « par des tiers », une expression qui avait été utilisée précédemment par le patriarche arménien, apparemment aussi contrarié que M. Erdogan par la reconnaissance du génocide. « Recep Tayyip Erdogan » a été « le seul haut fonctionnaire d'Etat de l'histoire de la République turque » à partager « notre douleur et un certain respect pour les enfants de notre nation qui ont perdu la vie en exil », a souligné le chef religieux.

« Le chien aboie, la caravane passe »

Les responsables turcs estiment que la décision de Washington est contre-productive, « sans fondement juridique », a expliqué le président du Parlement, Mustafa Sentop. Elle risque de nuire à la relation turco-américaine, dégradée par de multiples contentieux, dont l'achat par Ankara de missiles russes S-400.

Les médias progouvernementaux ont crié

à « la déclaration scandaleuse de Biden ». « Macron non plus n'est pas resté calme », a constaté le quotidien Yeni Safak, une allusion à la visite du président français au mémorial du génocide arménien à Paris. Lapidaire, le quotidien islamiste Yeni Akit titrait : « Le chien aboie, la caravane passe. »

Reconnu par une trentaine de pays et par la communauté des historiens, le génocide des Arméniens de l'Empire ottoman est nié par la Turquie depuis la naissance de la République en 1923. Les historiens estiment qu'en 1915 environ 1,5 million d'Arméniens et plusieurs centaines de milliers de Chrétiens d'Orient ont été tués, ou sont morts à la suite des marches forcées et des déportations systématiques.

L'historien d'origine turque Taner Akçam, installé aux Etats-Unis, a pu prouver, grâce à l'étude de la correspondance privée des organisateurs du génocide et des procès-verbaux des quelques responsables jugés par des tribunaux militaires en 1919, que le meurtre collectif des Arméniens avait été planifié par l'Etat ottoman. Pour ça, il a reçu des menaces de mort.

Le journaliste Hrant Dink, fondateur du journal Agos, publié en turc et en arménien, faisait l'objet de menaces lui aussi. Il est tombé sous les balles d'un nationaliste, le 19 janvier 2007. Son assassinat, jamais vraiment élucidé, a créé une véritable prise de conscience dans la société turque, devenue plus sensible à la question arménienne.

« Injuste, injustifié et injustifiable »

Au plus haut niveau de l'Etat, le déni est de mise. Ankara continue à parler d'un dégât collatéral à replacer dans le contexte de la première guerre mondiale.

Le mot génocide, tabou, n'est jamais prononcé.

Les arguments sont les suivants : les Arméniens s'étaient rangés du côté des envahisseurs russes, ce qui justifiait les représailles à leur endroit. La certitude que des Arméniens ont massacré des Turcs et non l'inverse revient souvent dans le discours. En 2019, le président Erdogan avait ainsi évoqué, dans un message diffusé sur Twitter, « le déplacement des bandes arméniennes et de leurs partisans, qui massacraient le peuple musulman, y compris les femmes et les enfants dans l'est de l'Anatolie ».

La reconnaissance du génocide arménien par l'administration américaine a soudé l'opposition derrière M. Erdogan. Toutes les formations politiques, à l'exception du Parti démocratique des peuples (HDP, gauche prokurde), ont critiqué la déclaration de M. Biden. Kemal Kılıçdaroğlu, le chef du Parti républicain du peuple (CHP, kémaliste), avait prévenu dès vendredi que l'emploi du mot honni serait « injuste, injustifié et injustifiable ».

Ekrem Imamoglu, le maire d'Istanbul, a dénoncé samedi soir « une grave erreur » de la part de Washington. Enfin Meral Akşener, la chef du parti d'opposition de centre droit İyi Parti (Le Bon Parti), a parlé d'« un calcul à court terme » autour du « rétendu génocide ».

Admettre le génocide arménien équivaldrait pour les autorités turques à nier le récit national sur lequel la République s'est établie. De plus, cette reconnaissance serait lourde de conséquences car, ensuite, pourrait venir le temps « des compensations et des demandes de restitution de terres », explique le chroniqueur Ugur Dündar dans les pages du quotidien Sözcü.

Islamic State continues selling Yazidi women

Islamic State is still holding and selling captive Iraqi Yazidi women as slaves, and now some of these slave sales are being carried out on the dark web.

These are internet sites that are deliberately kept from being found and listed by Internet search engines, like Google. All manner of secretive business takes place on the dark web, much of it of a criminal nature. Access to dark web sites is difficult to obtain, but once the web ID is known the owners and users can sometimes be tracked down. At the very least the server (hard drive holding the web site data and connected to the web) can be seized or forced to disconnect because it is now known. Dark web sites are used by smugglers, especially people smugglers who are moving or literally selling captive women. In one early 2021 incident Turkish police were notified that a seven-year-old Yazidi girl was being offered for sale. Families often continue searching for enslaved children and have found that dark web auction sites will often offer women or girls. The slavers don't care if kin of their captive made the highest bid just to get a child or young girl back. In this case the relatives contacted Turkish police to assist, fearing that they might be robbed by the kidnapers when they went to deliver the money and get the girl. Police staked out the pickup location and arrested the Iraqi men who had captured the girl and brought her to Turkey to sell her for a higher price via a dark web auction.

Slave auctions have been going on in the Middle East and Africa for thousands of years. Despite energetic anti-slavery campaigns by European nations in the 19th and 20th centuries, slavery persists in parts of the Middle East and Africa. Most of the slavers are Moslems who invoke their scripture (the Koran) as justification for continued enslavement of non-Moslems, particularly women and girls. Islamic conservatives are responsible for most of the surviving slavery and they are now assisted by criminal gangs that specialize in moving illegal migrants to Western countries. Some of these migrants are enslaved women being sold into prostitution.

It took the British colonial government over a century to suppress slavery in Nigeria, their largest colony in Africa, and when the



British left in the 1960s, there were still areas in the Moslem north where slavery was quietly accepted. After 2014 Islamic terror group Boko Haram revived enslaving Christians in a big way by capturing and enslaving thousands of Nigerian Christians.

Saudi Arabia did not officially outlaw slavery until the 1960s and some forms of slavery persist in the Arabian Peninsula. It also persists across the Red Sea in Sudan, where Arabized African tribes continued, into the 21st Century, to raid Christian Africans in southern Sudan and take slaves.

Some Moslem groups resist slaving violently. In northern Iraq ISIL attacks Kurds, and enslaves captives considered heretics, especially Yazidi, a Kurdish sect that practice a religion many Moslems consider offensive to Islam. The Kurds and Yazidi tend to live apart but when there is a threat to Kurds, the Yazidi fight alongside Moslem and Christian Kurds.

For Kurds, extreme emergencies mean a lot of armed women join the armed men. In response to ISIL over 10,000 Kurdish women joined militias and trained for combat. Most of these women are not Yazidi but in late 2015 Yazidi women who had been captured and raped by ISIL succeeded in getting support for a battalion of just Yazidi women who had been sex slaves of ISIL and, obviously, escaped. By then over 2,000 Yazidi slaves, most of them women, had escaped from ISIL But the Yazidi women could not escape the experience because of ancient social customs.

The ISIL use of slavery is particularly painful because the Middle East is one of those regions where female virginity is a big deal, sometimes a matter of life and death for women who lose it before marriage and then sometimes get murdered to salvage family honor. Getting captured and raped during war is usually not fatal but it does still stigmatize the victims. One way honor can be restored is via revenge. Taking up weapons and killing the culprit makes the woman less of a victim and more admirable, and likely to marry. The Yazidis, who usually live among Kurds, are largely regarded as Kurds but ones who have developed very different religious and social customs. Most Moslems consider the Yazidis heretics or pagans. The Kurds came to the aid of the Yazidi in 2014 when ISIL sought to kill or enslave all Yazidi in northern Iraq. The Kurds also helped arm and train Yazidi men to form more militias. By late 2015 this led to the appearance of the "Sun Ladies", who were former Yazidi sex slaves now armed, trained and seeking revenge. Soon there were enough of them to form a separate battalion. After 2016 the number of Yazidis held captive declined from to a few hundred, at most, in 2020. One objective of all these Yazidi militias (and Kurds in general) was to free the slaves. Most were eventually freed but after 2016 there continued to be reports of Yazidi women and girls still held as slaves and sometimes sold at auction. Kurds, and some non-Kurds continued to search for those still held in bondage.

This report is republished from Strategy Page

« Une négligence criminelle » à l'origine d'un incendie meurtrier dans un hôpital de Bagdad

Le premier ministre irakien, Mustafa Al-Kadhimi, a qualifié de « crime » la négligence qui a conduit à la mort de 82 personnes, dimanche 25 avril, dans l'incendie d'un établissement dédié au soin des patients atteints du Covid-19.

C'est une nouvelle illustration dramatique de la faillite de l'Etat irakien et de ses services de santé. « Une négligence » qui, en pareilles circonstances, s'apparente à « un crime », a affirmé le premier ministre, Mustafa Al-Kadhimi. L'incendie qui a ravagé, dimanche 25 avril avant l'aube, l'hôpital Ibn Al-Khatib, dévolu aux patients atteints du Covid-19, à Bagdad, a fait au moins 82 morts et 110 blessés, selon le ministère de l'intérieur. Le feu est parti de l'explosion de bouteilles d'oxygène, « stockées sans respect des conditions de sécurité », avant de gagner les étages, ont indiqué des pompiers et des médecins à l'Agence France-Presse (AFP).

« L'hôpital n'avait pas de système de protection contre les incendies et les faux plafonds ont permis la propagation du feu jusqu'à des produits hautement inflammables », a expliqué la défense civile. « La plupart des victimes sont mortes car elles ont été déplacées et privées de ventilateur. D'autres ont été étouffées par la fumée. » Parmi les morts se trouvent au moins 28 patients qui étaient atteints de forme sévère de la maladie et placés sous respirateur, a indiqué Ali Al-Bayati, le porte-parole de la Haute Commission irakienne pour les droits de l'homme (IHCHR, semi-gouvernementale), qui dénonce lui aussi un « crime ». L'IHCHR a demandé au premier ministre de limoger le ministre de la santé, Hassan Al-Tamimi, et de le traduire en justice.

« Ministère de la mort »

Ce dernier, qui se targuait quelques heures après l'incendie d'avoir « sauvé plus de 200 patients », est la cible d'un déchaînement



Des Irakiens pleurent leurs proches, décédés lors d'un incendie dans un hôpital à Bagdad, lors d'un cortège funèbre à Najaf, le 25 avril 2021. ALI NAJAFI / AFP

de colère sur les réseaux sociaux, sous le hashtag #démission-duministredelasanté. Mais le premier ministre, Mustafa Al-Kadhimi, qui a proclamé trois jours de deuil national, l'a seulement suspendu et mis « à la disposition des enquêteurs », tout comme l'ont été le gouverneur de Bagdad, le chef de la santé pour l'est de la capitale, le directeur de l'hôpital et les chefs de la sécurité et de l'entretien technique d'Ibn Al-Khatib. Le chef du gouvernement a également promis une présentation des résultats de l'enquête « sous cinq jours » et des compensations pour les familles des victimes.

La succession de guerres, la mauvaise gestion et le manque d'investissements, le clientélisme et la corruption ont précipité la déliquescence du système de santé irakien. Dans le camp chiite proche de l'Iran, les brigades du Hezbollah ont, elles, de nouveau réclamé, après l'incendie, la démission du gouvernement de Mustafa Al-Kadhimi, contre qui elles mènent un

bras de fer depuis sa nomination en mai 2020. Egalement cible des critiques pour le contrôle qu'il exerce sur le ministère de la santé, le chef populiste chiite Moqtada Al-Sadr a pris ses distances avec le ministre Tamimi et a dénoncé des manœuvres de ses opposants pour lui nuire, à quelques mois des élections législatives, prévues en octobre.

« La tragédie d'Ibn Al-Khatib est le résultat d'années de sape des institutions de l'Etat par la corruption et la mauvaise gestion », a déploré, dimanche, le président de la République, Barham Saleh, dans un tweet. Miné par les sanctions internationales imposées au régime de Saddam Hussein de 1990 à 2003, le système de santé irakien ne s'est jamais relevé. La succession de guerres depuis 2003, ainsi que la mauvaise gestion et le manque d'investissements, le clientélisme et la corruption à tous les échelons de l'Etat ont précipité sa déliquescence. A tel point que les Irakiens ont affublé ce minis-

tère du sinistre sobriquet de « ministère de la mort ».

Manque de confiance

Le manque de confiance de la population dans le système de santé affecte la gestion de la pandémie de Covid-19. Pour éviter les hôpitaux délabrés, les malades préfèrent installer une bouteille d'oxygène chez eux et refusent l'hospitalisation, en dépit des risques de contamination du foyer. Des familles n'avaient pas hésité à s'en prendre aux soignants dans des hôpitaux de Nassiriya lors de la « crise de l'oxygène », en juin 2020, qui avait vu des pénuries d'oxygène dans plusieurs villes.

L'incendie de l'hôpital Ibn Al-Khatib survient par ailleurs alors que l'Irak est confronté à une deuxième vague de la pandémie. Les contaminations quotidiennes avoisinent les 8 000 cas, un record. Le nombre officiel de contaminations a dépassé le million, le 21 avril. Mais le pays de 39 millions d'habitants enregistre un nombre de décès dus au Covid-19 relativement bas, avec 15 200 morts, probablement en raison de la moyenne d'âge de sa population, l'une des plus jeunes au monde.

La campagne de vaccination, qui a démarré début mars, est limitée. Sur près de 650 000 doses de différents vaccins – pour la quasi-totalité reçues sous forme de don ou grâce au programme international Covax –, environ 300 000 ont été administrées, selon le ministère de la santé. La population, déjà réticente à se plier au port du masque, se montre sceptique quant à l'intérêt à se faire vacciner.

« Je me suis sentie blessée » : après le « sofagate », Ursula von der Leyen pose le respect des droits des femmes comme préalable au dialogue avec la Turquie

La présidente de la Commission européenne est revenue, lundi, devant le Parlement européen sur l'incident protocolaire survenu lors d'une visite à Ankara, le 6 avril.

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a demandé, lundi 26 avril, aux dirigeants européens d'exiger de la Turquie le respect des droits des femmes comme « préalable à la reprise des relations » avec Ankara, après l'incident protocolaire, dont elle a été victime.

« Je suis la première femme présidente de la Commission européenne et je souhaite être traitée comme présidente de la Commission. A Ankara, cela n'a pas été le cas et c'est arrivé parce que je suis une femme », a-t-elle soutenu lors d'un débat au Parlement européen sur l'incident protocolaire lors de la réunion avec le président turc Recep Tayyip Erdogan, le 6 avril. « Je me suis sentie blessée et je me suis sentie seule en tant que femme et en tant qu'européenne », a-t-elle lancé à l'adresse du président du Conseil européen, Charles Michel, accusé de ne pas avoir réagi. La présidente de la Commission avait été placée sur un divan, tandis que Charles Michel, représentant des États membres de l'UE, et le président Erdogan prenaient place dans les deux seuls fauteuils disponibles.

Ursula von der Leyen a lié cet incident à la décision du président Erdogan de retirer la Turquie de la convention d'Istanbul, qualifiée de « signal terrible ». La présidente de la Commission européenne a appelé, à cette occasion, les États membres de l'UE à ratifier cette convention, car « les violences faites aux femmes et aux enfants sont un crime et il doit être puni ». « Le respect des droits des femmes doit être un préalable à la reprise du dialogue avec la Turquie, mais il est loin d'être le seul préalable », a-t-elle affirmé. Les dirigeants de l'UE doivent décider lors d'un



La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, devant le Parlement européen le 26 avril. OLIVIER MATTHYS / AFP

sommet, en juin, des suites à donner à la relation avec la Turquie.

Charles Michel sévèrement jugé

De son côté, Charles Michel a rappelé que la reprise des relations avec Ankara sera progressive et réversible. « La coopération sera difficile à envisager si les mesures négatives doivent se poursuivre dans ces domaines », a averti le président du Conseil européen.

Le comportement de Charles Michel à Ankara a été sévèrement jugé lors du débat. Mais les élus ont également manifesté

leur préoccupation devant l'antagonisme entre les présidents de deux institutions. « La mission à Ankara devait être un message de force. Elle a été celui de la faiblesse », a déploré l'Allemand Manfred Weber, le chef du groupe du Parti populaire européen (droite pro-européenne). « La préséance ne m'intéresse pas », a, pour sa part, lancé l'eurodéputée libérale française Nathalie Loiseau (Renew), dénonçant les violations des droits humains commises en Turquie et les actions « inamicales » d'Ankara vis-à-vis des membres de l'UE. « L'Europe ne doit pas se demander où elle doit s'asseoir, mais comment se tenir debout », a-t-elle affirmé.



26 april, 2021
By Bethan McKernan

Turkey puts 108 Kurdish politicians on trial over 2014 Kobani protests

Current and former HDP members may face life sentences in what critics call a 'revenge trial'

Turkey has put 108 Kurdish politicians on trial in what critics say is politically motivated "revenge" for their alleged roles in deadly protests in 2014 sparked by the Isis takeover of the Syrian border town of Kobani.

Proceedings on Monday got off to a tense start when defence lawyers walked out of the Ankara courtroom, alleging that some of their colleagues had not been allowed in for "arbitrary and unlawful" reasons.

The current and former members of the pro-Kurdish Peoples' Democratic party (HDP) – 28 of whom are already in prison, including the former co-chair Selahattin Demirtaş – are charged with offences including homicide and "attacking the integrity of the state". Prosecutors are seeking multiple life sentences and thousands of years in prison.

HDP says the Turkish police are to blame for the deadly violence.

Thirty-seven people died in protests across the mainly Kurdish south-east of the country triggered by the Isis assault on Kobani, where the vast scale of the fighting was clearly visible from the Turkish side of the border. Many in the country's Kurdish community accused the Turkish army of standing by and allowing a massacre.

Smaller protests grew after the HDP tweeted an "urgent call" for people to take to the streets and demonstrate.

"For calling on people to protest, our members are now being accused of ter-



A soldier standing guard at the Sincan penal institution campus in Ankara, where proceedings began on 26 April. Photograph: Adem Altan/AFP/Getty Images

rorism, and also of murder of those who died," the HDP said in a statement as the mass trial got under way.

"This is a revenge trial," said HDP's co-chair Mithat Sancar.

Isis was driven out of Kobani in January 2015 by US-backed Syrian Kurdish fighters that Turkey views as terrorists linked to its own Kurdistan Workers' party (PKK) insurgency.

The HDP is also under attack by Ankara over alleged links to the PKK: all but two of dozens of HDP mayors have been removed from office and replaced with government-appointed trustees in the past two years, and last month state prosecutors filed a case to close down the party altogether. The suit would also bar nearly 700 of HDP's members from playing a role in politics for five years.

The HDP defendants in Monday's opening trial refused to respond to ques-

tions by the judge during the identification process without their lawyers present, saying their right to defence was being violated. Defendants connected via video link tapped their cameras and clapped in solidarity, a statement from the party said.

All the defence lawyers were subsequently allowed in.

"Even though we are sitting in the defendant's seat, we represent the people's will," said Demirtaş, a two-time election rival to Turkey's president, Recep Tayyip Erdoğan, and one of the country's most prominent politicians.

The 48-year-old has been in jail since 2016 and faces multiple trials on terror-related charges that western governments view as part of Erdoğan's crackdown on political dissent. In December, the European court of human rights ruled his detention was unlawful.

L'armée turque creuse des tranchées à la frontière dans l'ouest de Kobané

Des habitants de la zone frontalière protestent, par la voie de rassemblement, les activités militaires de l'armée turque.

« Les forces turques creusent des tranchées dans les villages de Zormixar, Ziyaret et Kor Eli. Ils pourraient déployer des armes lourdes dans ces positions militaires. Ils ont établi 5 points depuis hier. Ils font tout cela dans le but de nous faire quitter nos villages. Cependant, nous résisterons à toute forme d'attaque, » a indiqué Mazlum Reşo, un habitant du village de Kor Eli, a l'agence de presse kurde ANHA.



Les forces turques, creusent, depuis plusieurs jours, des tranchées de 3 à 4 mètres de profondeur à la frontière entre le Nord-Kurdistan (Turquie) et le Rojava (Nord de la Syrie).



27 Avril 2021

Syrie : une trêve à Qamishli

Banlieue de Qamishli, au nord-est de la Syrie. Ces centaines de civils retournent dans leur quartier à Al-Tay. Un retour à la maison qui fait suite à une trêve parrainée par la Russie entre les forces pro-gouvernementales et les combattants de la milice kurde.

Des affrontements ont éclaté il y a une semaine... les troupes du gouvernement syrien ont attaqué un poste de contrôle tenu par les forces kurdes. L'insécurité était partout et les habitants livrés à eux-mêmes. "Cela fait une semaine, et certains n'ont pas d'endroit où aller. Les

gens vivent et dorment dans la rue. Je suis restée dans une mosquée deux ou trois jours, grâce à Dieu. Nous ne voulions pas de ces attaques et de ces bombardements", explique Muhamad al Ahmad.

Les Kurdes, la plus grande minorité ethnique de Syrie, se sont taillés une enclave semi-autonome dans le nord de la Syrie depuis le début de la guerre civile en 2011. Qamishli en est le centre administratif.

La ville est donc sous contrôle kurdes, mais les troupes du gouvernement et les milices des alliés sont également postées près de l'aéroport et dans les zones majoritairement chrétiennes.

Le silence du gouvernement face à l'attaque de l'association kurde de Lyon par les Loups gris renforce l'ingérence turque

Les locaux de l'Association culturelle de Mésopotamie à Lyon ont été pris d'assaut, samedi 3 avril, aux environs de 14h30, par une vingtaine de membres du mouvement turc des Loups gris. Quatre personnes se trouvant dans l'association ont été blessées.

Les Loups gris cagoulés ont violemment attaqué les membres de l'association avec des barres de fer et des armes blanches. Les quatre victimes, dont deux ont été gravement blessées, ont dû être hospitalisées.

C'était la deuxième fois en l'espace de deux semaines que l'association kurde de Lyon était visée par les islamo-fascistes turcs. Les nervis d'Erdogan s'en prennent principalement aux Kurdes et aux Arméniens, et plus généralement aux opposants d'Erdogan sur le sol français.

Le gouvernement français a prononcé en novembre dernier la dissolution des "Loups gris", suite à une série d'attaques violentes de ce groupe contre la communauté arménienne à Lyon et Dijon. Force est de constater que ces groupes islamo-fascistes turcs continuent à opérer sur le sol français en toute impunité.

Semer le chaos sur le territoire français

C'est avec la plus grande fermeté que nous dénonçons ces attaques racistes qui suscitent un climat d'insécurité, de tension et de haine, et dont le but est de semer le chaos sur le territoire français. Les auteurs et commanditaires de ces actions violentes doivent être identifiés, jugés et condamnés.

Nous appelons la société civile française à la vigilance et la solidarité face à ces attaques répétitives contre les Kurdes et l'ensemble des opposants au régime islamo-nationaliste.



Loups gris : des tags anti-Arménie à Décines-Charpieu, près de Lyon. Photo d'illustration JEFF PACHOUD / AFP

Nous appelons le gouvernement français et les instances compétentes à réagir face à cette agression grave, et prendre des mesures fermes pour empêcher que ce groupuscule ultra-violent téléguidé par le régime turc puisse à nouveau nuire sur le sol français.

Premiers signataires :

Conseil démocratique kurde en France (CDK-F)

Association la Maison de la Mésopotamie de Lyon

Conseil de coordination des organisations arméniennes de France (CCAF)

Fondation Danielle Mitterrand

Coordination nationale solidarité Kurdistan (CNSK)

Ligue des droits de l'Homme

Centre d'Etudes et d'Initiatives de Solidarité Internationale (CEDETIM)

Initiative Pour Un autre Monde (IPAM)

La Maison de Tamoul Eelam

Assemblée Citoyenne Originaires de Turquie (ACORT)

Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP)

SOS Racisme

Mouvement de la Paix

Association Amitiés kurdes de Lyon et Rhône Alpes

Association Amitiés kurde de Bretagne (AKB)

Association Solidarité & Liberté Provence

Association solidarité France Kurdistan

Association Iséroise des Amis des Kurdes

Association Amitiés kurde d'Alsace

Collectif Sarthois pour une Terre Plus Humaine

Parti communiste français (PCF)

Parti de gauche (PG)

Europe Écologie-Les Verts (EELV)

Union Communiste Libertaire (UCL)

Nouveau parti Anticapitaliste (NPA)

France seeks foothold in northeast Syria

The eastern Euphrates area in Syria topped the news headlines at the end of 2020, as Turkey's Operation Peace Spring against the Kurds shuffled the cards and opened the way to a multi-lateral rivalry seeking to control the most important area in Syria. The Russians, Turks and Americans have been actively striving to reinforce their military presence in the area, which is around one-third of the Syrian surface area. Most of it is controlled by the Syrian Democratic Forces (SDF), backed by the US-led international coalition, which are working to cement an understanding with the Russians to prevent new Turkish intervention in the area.

A French envoy visited in early April the northeast of Syria and met with several Kurdish, Arab and Syriac figures, and extended an invitation to the representatives of these components in the SDF-controlled area to visit the Elysee Palace in Paris to discuss the Syrian situation. The visit was followed in mid-April by a similar visit to Qamishli by a French Foreign Ministry delegation. French President Emmanuel Macron had welcomed in April 2019 an SDF delegation and declared offering financial support to cover the humanitarian needs and ensure the stability of the social and economic situation in Syria.

In this context, a member of the Kurdish National Council told Al-Monitor on condition of anonymity, "The parties that received the French invitation during the French envoy's visit to eastern Syria included the Democratic Union Party [PYD] and the Kurdish National Council. This triggered a political brawl between the two biggest Kurdish political groups regarding the members of the delegation that would meet with Macron."

The source noted, "The PYD is trying to control the delegation, while we are requesting equal representation between both parties. Although the idea of the visit is still under discussion, it has not been approved yet. We are working on developing ties with France through mutual dialogue about different issues of the Syrian situation. We consider France as a friend of the Syrian people with all its com-

ponents, and it was behind the initiative to resolve the inter-Kurdish disputes two years ago."

Hasan al-Nifi, an independent political analyst who writes for several local newspapers and lives in Turkey, told Al-Monitor, "The French interest in the northeast of Syria did not appear overnight, but it actually dates back to 2015, since the formation of the SDF, when France was the main supporter of that project. But the Americans at the time managed to keep France out of the equation through their military coordination with the SDF. This coordination culminated in an alliance, when Washington decided that the SDF would be its executive arm in the fight against the Islamic State."

He said, "Yet France did not steer clear of the SDF but sent 200 soldiers to the Tishreen Dam base south of Manbij, which is controlled by the United States. France tried to justify the presence of its soldiers there and claimed they have scientific and training missions rather than direct combat purposes. France also believed that its presence in that area must be based on solid steps that begin with consolidating the relationship with the popular bases there, which is exactly what France wants through its recent invitation to all components to the Elysee."

Macron's invitation to the Kurds to visit Paris reveals France's intention to compete for presence in the Middle East, after the United States took a step back in some matters. The French moves in northeastern Syria also indicate that Paris is seeking a foothold in the most important area in the country, amid the regional and international rivalry over influence in Syria.

Mostafa Mostafa, a researcher at the NMA Center for Contemporary Research who lives in Azaz in the northwest of Syria, told Al-Monitor, "France was supporting [the option of] toppling the Syrian regime, which it considered an enemy deserving punishment ever since the assassination of late Lebanese Prime Minister Rafik Hariri. But France could not wage single-handedly a military attack to topple the

regime. The American stance on it under Barack Obama was disappointing. What's more, France was not influential in the Syrian conflict because it did not have tools and power among the strong parties operating on the ground — be they armed groups or political or social forces."

He added, "The recent French step aims at reviving its absent role in a country that is historically known to be one of the French influence areas. Perhaps another reason falls under the Western efforts to pressure Russia, as France is among the countries that are most concerned about Russia's attempts to reclaim its international status. The return of the Cold War setting and the troubled waters in Europe as a whole will highlight Europeans' pressing need for American protection."

Firas Alawi, a France-based Syrian journalist and editor-in-chief of Al-Sharq news, told Al-Monitor, "France wants to bolster its influence in Syria and the only area fit for that geographically and geopolitically is the northeast, because it is on the US' side in the coalition and the de facto authorities [SDF] there are close to France. Besides the eastern Euphrates area is rich in wealths, and it is promising in the reconstruction phase. France had commercial businesses in the oil-rich areas before the revolution. Since it is against the Syrian regime and Russia, it has no place in Damascus or other regime-controlled areas. And due to its tensions with Turkey, it cannot set foot in northwest Syria."

He said, "France is trying to capitalize on the return of the US role or the military repositioning of US forces in the Middle East — namely in Iraq and Syria — to replace it. France wants to be a key player in Syria, just like Russia, Iran and Turkey. It does not want to remain on the back burner in Syria. France wants to ensure permanent presence in the region and make up for its dwindling role in Lebanon due to the Iranian influence there. For that reason, it is drawing closer to [Prime Minister Mustafa al-] Kadhimi's government in Iraq, and it has invited the components of eastern Syria to Paris."

Turquie. Le « procès politique vengeur » d'Erdogan contre le HDP

Le président turc s'acharne dans sa volonté de faire tomber le Parti démocratique des peuples. Lundi, 108 dirigeants, élus et militants de la formation progressiste pro-kurde ont vu leur procès débiter, à Ankara. Ils risquent jusqu'à cent ans de prison.

Le procès de 108 militants du Parti démocratique des peuples (HDP) s'est ouvert ce lundi, à Ankara. Députés, maires, responsables locaux et dirigeants comme Selahattin Demirtas, Figen Yüksekdag et Pervin Buldan risquent des centaines d'années de prison. Vingt-huit membres de la formation progressiste, qui défend les droits des Kurdes, sont déjà incarcérés depuis plusieurs années.

Leur crime ? Avoir appelé, en octobre 2014, à des manifestations pour s'opposer à l'offensive de l'« État islamique » et au siège de la ville de Kobané, au Kurdistan syrien (Rojava). Les combattants kurdes des Unités de protection populaire (YPG) résistaient seuls face aux djihadistes de Daech, soutenus par le gouvernement turc dirigé à l'époque par l'actuel président Recep Tayyip Erdogan. Dans de nombreuses villes du Sud-Est anatolien, ces rassemblements qui dénonçaient la complicité des autorités turques (bloquant les Kurdes de Turquie à la frontière syrienne) ont été largement réprimés. Au total, 40 personnes seraient mortes.

« Une conspiration »

Le parquet turc a donc requis, lundi, des peines de prison pour « atteinte à l'intégrité de l'État », « assassinat et tentative d'assassinat », et « vol et pillage » contre les élus qui faisaient partie du comité exécutif central du HDP au moment des protestations, dont les anciens coprésidents Selahattin Demirtas, incarcéré depuis 2016, Figen Yüksekdag et Pervin Buldan. Le HDP nie être à l'origine des émeutes et accuse les forces de police d'avoir provoqué les violences.

Juste avant l'audience, les deux coprésidents actuels du HDP, Mithat Sancar et Pervin Buldan, ont tenu une conférence de presse devant le tribunal de Sincan. Les forces de police ont reçu l'ordre d'empêcher la presse de couvrir les déclarations des dirigeants du HDP.

« Nous voulions nous réunir ici et faire une



Le président turc, Recep Tayyip Erdogan. © Adem Altan/AFP

déclaration avant le début du procès, mais comme vous pouvez le voir, ils ont érigé un mur entre nous. Cela démontre encore une fois qu'ils ont peur de la vérité. C'est un procès politique vengeur. Il est motivé par la colère du gouvernement qui n'a pas pu digérer la défaite de l'EI à Kobané, a condamné Mithat Sancar. Mais nous allons déjouer cette conspiration, nous allons élargir la lutte pour la démocratie.»

Des droits et des libertés violés

Un procès qui est scruté par plusieurs observateurs étrangers, notamment européens. Fin décembre 2020, la Cour européenne des droits de l'homme (Cedh) a exigé la libération immédiate de Selahattin Demirtas et condamné la Turquie pour sa détention depuis 2016. Dans son arrêt, la Cedh a indiqué avoir constaté « plusieurs violations » à la Convention européenne des droits de l'homme, comme le droit à la « liberté d'expression », à la « liberté et la sûreté », ou encore l'organisation « d'élections libres » de la part d'Ankara.

Dans une tribune publiée dans la Marseillaise, le député (PCF) des Bouches-du-Rhône Pierre Dharréville condamne un « procès politique contre le HDP ». Il souligne que « ces femmes et ces hommes mènent un combat courageux pour défendre les valeurs humanistes qui sont les nôtres au péril de leur existence. Nous sommes indéfectiblement à leur côté pour défendre l'universalisme des droits humains ».

En marge de ces audiences, le président turc et sa formation issue de la mouvance islamiste AKP (Parti de la justice et du développement) ont engagé une procédure d'interdiction du Parti démocratique des peuples. Un procureur a saisi la Cour constitutionnelle, en mars, pour réclamer la fermeture du HDP. Seulement, son examen a été reporté pour « vices de procédure ».

Iran Rattled as Israel Repeatedly Strikes Key Targets

In less than nine months, an assassin on a motorbike fatally shot an Al Qaeda commander given refuge in Tehran, Iran's chief nuclear scientist was machine-gunned on a country road, and two separate, mysterious explosions rocked a key Iranian nuclear facility in the desert, striking the heart of the country's efforts to enrich uranium.

The steady drumbeat of attacks, which intelligence officials said were carried out by Israel, highlighted the seeming ease with which Israeli intelligence was able to reach deep inside Iran's borders and repeatedly strike its most heavily guarded targets, often with the help of turncoat Iranians.

The attacks, the latest wave in more than two decades of sabotage and assassinations, have exposed embarrassing security lapses and left Iran's leaders looking over their shoulders as they pursue negotiations with the Biden administration aimed at restoring the 2015 nuclear agreement.

The recriminations have been caustic.

The head of Parliament's strategic center said Iran had turned into a "haven for spies." The former commander of the Islamic Revolutionary Guards Corps called for an overhaul of the country's security and intelligence apparatus. Lawmakers have demanded the resignation of top security and intelligence officials.

Most alarming for Iran, Iranian officials and analysts said, was that the attacks revealed that Israel had an effective network of collaborators inside Iran and that Iran's intelligence services had failed to find them.

"That the Israelis are effectively able to hit Iran inside in such a brazen way is hugely embarrassing and demonstrates a weakness that I think plays poorly inside Iran," said Sanam Vakil, deputy director of the Middle East and North Africa Program at Chatham House.

The attacks have also cast a cloud of

paranoia over a country that now sees foreign plots in every mishap.

Over the weekend, Iranian state television flashed a photograph of a man said to be Reza Karimi, 43, and accused him of being the "perpetrator of sabotage" in an explosion at the Natanz nuclear enrichment plant last week. But it was unclear who he was, whether he had acted alone and if that was even his real name. In any case, he had fled the country before the blast, Iran's Intelligence Ministry said.

On Monday, after the Iranian state news media reported that Brig. Gen. Mohammad Hosseinzadeh Hejazi, the deputy commander of the Quds Force, the foreign arm of the Revolutionary Guards, had died of heart disease, there were immediate suspicions of foul play.

An Israeli military intelligence document in 2019 said that General Hejazi was a leading figure in the last two, as the commander of the Lebanese corps of the Quds Force and the leader of the guided missile project. The Revolutionary Guards spokesman, Ramezan Sharif, said that Israel wanted to assassinate him.

Israel has been working to derail Iran's nuclear program, which it considers a mortal threat, since it began. Israel is believed to have started assassinating key figures in the program in 2007, when a nuclear scientist at a uranium plant in Isfahan died in a mysterious gas leak.

In the years since, six other scientists and military officials said to be critical to Iran's nuclear efforts have been assassinated. A seventh was wounded.

Another top Quds Force commander, Rostam Ghasemi, said recently that he had narrowly escaped an Israeli assassination attempt during a visit to Lebanon in March.

But assassination is just one tool in a campaign that operates on multiple levels and fronts.

In 2018, Israel carried out a daring nighttime raid to steal a half-ton of secret archives of Iran's nuclear program from a warehouse in Tehran.

Israel has also reached around the world, tracking down equipment in other countries that is bound for Iran to destroy it, conceal transponders in its packaging or install explosive devices to be detonated after the gear has been installed inside of Iran, according to a former high-ranking American intelligence official.

A former Israeli intelligence operative said that to compromise such equipment, she and another officer would drive by the factory and stage a crisis, such as a car accident or a heart attack, and the woman would appeal to the guards for help. That would get her enough access to the facility to identify its security system so that another team could break in and disable it, she said, speaking on condition of anonymity to discuss covert operations.

In an interview on Iranian state television last week, Iran's former nuclear chief revealed the origins of an explosion in the Natanz nuclear plant in July. The explosives had been sealed inside a heavy desk that had been placed in the plant months earlier, Fereydoon Abbasi-Davani, the former chief of Iran's Atomic Energy Organization, said.

The explosion ripped through a factory producing a new generation of centrifuges, setting back Iran's nuclear enrichment program by months, officials said.

The more recent explosion at the Natanz plant last week, he said, was the result of a "very sophisticated" operation in which the perpetrators were able to cut off power to the centrifuges from both the main electrical grid and the backup batteries simultaneously. The sudden power cut sent the centrifuges spinning out of control, destroying thousands of them.

Alireza Zakani, head of Parliament's research center, said Tuesday that in another case machinery from a nuclear

site had been sent abroad for repair and was returned to Iran with 300 pounds of explosives packed inside.

In addition to setting back Iran's uranium enrichment program, the attacks are likely to weaken Iran's hand in indirect talks with the United States over restoring the 2015 nuclear agreement.

President Trump withdrew from the agreement, in which Iran accepted limits on its nuclear program in exchange for the lifting of sanctions, in 2018. President Biden has made restoring it one of his top foreign policy objectives.

Israel opposed the agreement, and the timing of its latest attack, while the nuclear talks were taking place in Vienna, suggested that Israel sought if not to derail the talks, to at least diminish Iran's leverage.

The United States said it was not involved in the attack but has not publicly criticized it either.

It would have been difficult for Israel to carry out these operations without inside help from Iranians, and that may be what rankles Iran most.

Security officials in Iran have prosecuted several Iranian citizens over the past decade, charging them with complicity in Israeli sabotage and assassination operations. The penalty is execution.

But the infiltrations have also sullied the reputation of the intelligence wing of the Revolutionary Guards, which is responsible for guarding nuclear sites and scientists.

A former Guards commander demanded a "cleansing" of the intelligence service, and Iran's vice president, Eshaq Jahangiri, said that the unit responsible for security at Natanz should be "held accountable for its failures."

The deputy head of Parliament, Amir-Hossein Ghazizadeh Hashemi, told the Iranian news media on Monday that it was no longer enough to blame Israel and the United States for such attacks; Iran needed to clean its own house. As a publication affiliated with the Guards, Mashregh News, put it last week: "Why does the security of the nuclear facility act so irresponsibly that it gets hit twice from the same hole?"

But the Revolutionary Guards answer only to Iran's supreme leader, Ayatollah Ali



Credit...Atta Kenare/Agence France-Presse — Getty Images

Khamenei, and so far there has been no sign of a top-down reshuffling.

After each attack, Iran has struggled to respond, sometimes claiming to have identified those responsible only after they had left the country or saying that they remained at large. Iranian officials also insist that they have foiled other attacks.

Calls for retaliation grow louder after each attack. Conservatives have accused the government of President Hassan Rouhani of weakness or of subjugating the country's security to the nuclear talks in hopes they will lead to relief from American sanctions.

Indeed, Iranian officials shifted to what they called "strategic patience" in the last year of the Trump administration, calculating that Israel sought to goad them into an open conflict that would eliminate the possibility of negotiations with a new Democratic administration.

Both Mr. Rouhani and Foreign Minister Mohammad Javad Zarif have said they would not allow the attacks to derail the negotiations because lifting sanctions was the priority.

In Vienna on Tuesday, senior diplomats said that progress was being made in the talks, however slowly. They agreed to set up a working group to study how to sequence the return of the United States to the deal by lifting all sanctions "inconsistent" with the accord, and the return of Iran to the enrichment limits set in the accord. It is also possible that Iran's response to the Israeli attacks has been muted less by patience than by failure.

Iran was blamed for a bomb that exploded

near Israel's embassy in New Delhi in January, and 15 militants linked to Iran were arrested last month in Ethiopia for plotting to attack Israeli, American and Emirati targets.

But any overt retaliation risks an overwhelming Israeli response.

"They are not in a hurry to start a war," said Talal Atrissi, a political science professor at the Lebanese University in Beirut. "Retaliation means war."

And if the repeated Israeli attacks had the effect of fomenting a national paranoia, an intelligence official said, that was a side benefit for Israel. The additional steps Iran has taken to scan buildings for surveillance devices and plumb employees' backgrounds to root out potential spies has slowed down the enrichment work, the official said.

The conventional wisdom is that neither side wants full-scale war and is counting on the other not to escalate. But at the same time, the covert, nationwide shadow war between Israel and Iran has intensified with Israeli airstrikes on Iranian-backed militias in Syria and tit-for-tat attacks on ships.

But as Iran faces a struggling economy, rampant Covid-19 infections and other problems of poor governance, the pressure is on to reach a new agreement soon to remove economic sanctions, said Ms. Vakil of Chatham House.

"These low-level, gray zone attacks reveal that the Islamic Republic urgently needs to get the J.C.P.O.A. back into a box" to free up resources to address its other problems, she said, referring to the nuclear deal, formally called the Joint Comprehensive Plan of Action.



27 april, 2021
by Dilan Sirwan

Kurdish kolbar recalls detention and torture in Turkey

A kolbar detained by Turkish guards has told Rudaw of the torture he experienced after being arrested on the border with his friend, who died shortly after their release.

Behnam Samadi, 17, and Hassan Kachkanlu, 48, left their hometown of Chalderan, nearly 15 km from the Turkish border, in mid-April, crossing the border into Van province.

Samadi said they were detained by Turkish soldiers, before being brutally tortured.

“We were going to sleep when Turkish soldiers arrested us. They tortured us, hurt us, beat us up,” Samadi told Rudaw. “They then took us to the Iranian border, where they beat us up again and poured cold water on us – when they released us, we fainted.”

“When I woke up, I found out that my friend was dead,” Samadi said from his home in Chalderan. He is still recovering from injuries

he sustained while in detention.

“These people are workers, however they cross the border due to poverty, they risk their lives in order to get some money and provide for their families,” Hassan’s brother Behrouz told Rudaw.

Kolbars are semi-legal porters who transport untaxed goods across the Kurdistan Region-Iran border and sometimes Iran-Turkey border. They are constantly being targeted by Iranian border guards as well as being victims of natural disasters. Many are pushed into the profession by poverty and a lack of alternative employment, particularly in Iran’s Kurdish provinces.

Hassan’s family have yet to receive his body, which is being held by Turkey “for investigation.”

Amnesty International addressed the brutal treatment kolbars face in their 2020 human

rights report released earlier this month. “Iran’s border guards continued to unlawfully shoot scores of unarmed Kurdish kolbars who work, under cruel and inhumane conditions, as cross-border porters between the Kurdistan regions of Iran and Iraq, killing at least 40 men and injuring dozens of others,” the human rights watchdog said, sourcing Kurdish human rights organizations.

“The kolbar situation remains extremely distressing every year,” Raha Bahreini, Amnesty International’s Iran researcher and lawyer told Rudaw English on April 7. “The culture of impunity means the perpetrators do not have any fear of facing consequences for their actions.”

An estimated 52 kolbars were killed and 147 injured in 2020, according to data given to Rudaw English by the Kurdistan Human Rights Network (KHRN). Forty-six of those killed were shot by Iranian or Turkish border guards.



29 Avril 2021

La Turquie continue de couper l'eau sur les habitants du nord-est de la Syrie

Selon l'accord signé entre la Turquie et la Syrie en 1987, l'État turc doit autoriser 500 mètres cubes d'eau par seconde. Cependant, l'État turc autorise actuellement moins de 200 mètres cubes d'eau par seconde.

Avec la diminution de l'eau, l'eau restante dans les barrages Tışrin et Euphrate n'était plus nettoyée.

La communauté internationale et les organisations de défense des droits de

l'Homme n'ont pas protesté contre ces politiques qui menacent la vie des habitants. Encouragé par ce silence, la Turquie continue de mettre la vie des personnes en danger. La production d'électricité dans la région s'est arrêtée car elle était produite par l'eau provenant de l'Euphrate. Les poissons sont également affectés par l'interruption de l'eau.

S'adressant à l'agence de presse kurde ANHA, le directeur du Barrages Tışrin, Mi-

hemed Terbuş, a déclaré: « En raison des politiques ignobles menées par l'État turc, une crise humanitaire peut survenir à tout moment. Des maladies telles que le choléra peuvent se propager. Les besoins en eau de la population sont fournis par la rivière. Les zones agricoles vont à nouveau se dessécher. Il n'y avait pas assez de pluie de toute façon cette année. Les heures pendant lesquelles l'électricité est fournie ont diminué. La rivière est très polluée. »

Le député arménien du HDP Garo Paylan dépose une plainte contre un député nationaliste pour menace de mort

Le député arménien du Parti démocratique des peuples (HDP), Garo Paylan, a déposé une plainte pénale contre le député Ümit Özdağ pour des menaces qu'il a reçu quelques jours plus tôt.

L'homme de 49 ans fait face à une menace sérieuse de la part du député nationaliste Ümit Özdağ. La plainte de M. Paylan était fondée sur des accusations d'incitation à la haine, d'inimicité ou d'humiliation en vertu de l'article 216 du Code pénal turc, d'incitation à commettre un crime, d'insulte et de menace.

Le contexte de la plainte du député du HDP Garo Paylan contre le député nationaliste Ümit Özdağ est la menace de « l'expérience Talat Pacha » de ce dernier. Talat Paşa était le ministre de l'Intérieur de l'Empire ottoman et dirigeait le Comité d'unité et de progrès. Il est considéré comme le principal auteur et architecte du génocide des Jeunes Turcs contre les Arméniens, qui a coûté la vie à au moins 1,5 million de personnes entre 1915 et 1918.

Paylan avait critiqué à l'occasion de la journée de commémoration du génocide le 24 avril le fait qu'il y a encore des écoles et des rues en Turquie qui portent le nom de Talat Pacha.

« La situation actuelle dans le pays, a-t-il dit, pourrait être comparée à celle de l'Allemagne d'après-guerre, où les établissements d'enseignement et les rues porteraient le nom d'Adolf Hitler. »

En réponse, Paylan a été réprimandé par Ümit Özdağ sur Twitter comme un



Garo Paylan, député arménien du Parti démocratique des peuples (HDP).

« gars provocateur impudent » qui devrait « s'enfuir au fond de l'enfer ». Talat Paşa n'a pas expulsé les Arméniens qui aiment leur patrie, mais des gens comme vous qui attaquent par derrière. Vous aussi devriez et allez avoir une expérience de Talat Paşa en temps voulu. », a-t-il tweeté.

Culture d'impunité

« Les appels à la violence contre les minorités ouvrent la voie aux crimes de haine. La discrimination et les discours de haine ne doivent pas rester impunis », a déclaré Paylan mercredi à Ankara. C'est parce que c'est la « culture de l'impunité » en Turquie qui augmente le taux de crimes de haine contre les minorités ethniques, religieuses et sexuelles, a-t-il noté. De plus, a-t-il dit, « l'attitude hostile du gouvernement envers d'autres opinions et différentes existences encourage de tels crimes et empêche une enquête efficace. Cependant, l'article 216, qui vise à protéger contre les at-

taques contre les minorités et la discrimination en général, n'est utilisé que pour réprimer les critiques des dirigeants », a déclaré Paylan.

Une plainte déposée par l'IHD contre Özdağ

Mardi, la Commission contre le racisme et la discrimination de l'Association des droits de l'Homme (IHD) avait également déposé une plainte contre Özdağ. La plainte déposée par les avocats Eren Keskin et Jiyen Kaya et les militantes Gülistan Yarkin, Meral Çildir et Ayşe Günaysu auprès du parquet général d'Ankara vise des réprimandes pénales contre le député Özdağ pour avoir menacé et incité à la haine, à l'hostilité ou à l'humiliation en vertu de l'article 216. Les plaignants également allègue une violation de l'interdiction de la discrimination en vertu de l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'Homme.